



RÉGION  
**Nouvelle-  
Aquitaine**

**finances**



Rapport de présentation

# Compte administratif

**ADOPTÉ**

Budget régional  
exercice **2022**

SÉANCE PLÉNIÈRE  
**12 JUIN 2023**

[nouvelle-aquitaine.fr](http://nouvelle-aquitaine.fr)

# SOMMAIRE

Nota Bene	p. 1
Introduction	p. 2
Les grands équilibres financiers	p. 4
Les ressources régionales	p. 8
Les dépenses	p. 18
La gestion de la dette et de la trésorerie	p. 32
La pluriannualité	p. 36
Le bilan et la situation patrimoniale	p. 39
Les budgets annexes	p. 41
Les ratios	p. 44
Les comparaisons régionales	p. 45
La fiche de synthèse	p. 47
Les partenaires de la région	p. 48
Lexique	p. 64
Sigles et acronymes	p. 65

# Nota Bene

Le rapport de présentation du Compte Administratif 2022 est présenté hors FEADER et FEAMP tant en dépenses qu'en recettes.

Les crédits FEADER et FEAMP ne transitent pas par le budget de la Région mais conformément aux dispositions de l'instruction INTB1431225J du 11 février 2015, la Région est tenue de retracer ces flux dans ses comptes.

Cette intégration se matérialise par l'émission de mandats et de titres d'égal montant nécessitant l'inscription préalable de crédits tant en dépenses qu'en recettes.

La Région est autorité de gestion du Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER) pour la période 2014-2020.

Concernant le Fonds Européen Agricole pour les Affaires Maritimes et la Pêche (FEAMP), l'Etat demeure autorité de gestion d'un programme unique, la Région bénéficie de délégation de gestion pour une partie des mesures du programme.

Un montant de **188,435 M€** dans le budget principal (158,790 M€ en investissement et 29,645 M€ en fonctionnement) et de **63,549 M€** dans le budget annexe Fonds Européens (53,081 M€ en investissement et 10,468 M€ en fonctionnement) a donc été inscrit au budget supplémentaire du 11 octobre 2021 en recettes et en dépenses pour satisfaire à ces obligations réglementaires. Les titres et les mandats ont été effectués en suivant.

## Introduction

Tout au long de l'année 2022, la Région n'a eu de cesse de se concentrer sur les priorités stratégiques pour son territoire et pour faire face aux multiples crises écologiques, environnementales, économiques, sociales et géopolitiques. Pour être au rendez-vous de la décarbonation, de l'agro-écologie, de la performance énergétique, rester aux côtés de la jeunesse, pour faire face aux enjeux de l'eau, de la biodiversité et protéger le vivant, tout en allant toujours plus loin en matière d'innovation, de reconquête de la souveraineté, et en soutenant la vitalité des territoires, les mobilités du quotidien, et valoriser davantage l'emploi de demain, la Région a mené de front tous ses projets alors qu'elle a subi un choc inflationniste et une crise énergétique sans précédent.

Aussi, grâce aux efforts réalisés en 2021 pour rétablir de manière significative les ratios financiers de la collectivité après le soutien inédit réalisé dans le cadre de la crise COVID, la Région a pu maintenir le cap malgré des dépenses de fonctionnement fortement marquées par l'inflation et le choc énergétique, et une moindre rentrée des recettes fiscales.

L'effet ciseau conjoncturel qui marque la section de fonctionnement en 2022 et qui se traduit par une légère contraction de l'épargne brute de -3.5%, n'a pas pour autant impacté le niveau d'investissement qui a de nouveau progressé de 4.4% en atteignant un niveau record de 915M€, soit un effort d'investissement de 32% au profit du territoire.

En 2022, très concrètement, ce sont 6 146 entreprises qui ont été aidées financièrement dont 3 272 entreprises et associations agricoles, 2 119 entreprises et 755 associations à but économique (artisanales, ESS, tourisme...). De plus, 33 264 entreprises ont pu bénéficier des différents parcours d'accompagnement (entreprendre en Nouvelle-Aquitaine, développement TPE, Accélérateur ETI/PME, Usine du futur, parcours international, fonds de garantie...). En moyenne, 129M€ (hors recherche) sont dédiés à l'innovation. Grâce à ces aides, ce sont environ 6 400 emplois qui ont pu être créés et près de 2 000 emplois maintenus.

En complément, en 2022, 102 400 personnes ont été formées et 3 332 entreprises ont été accompagnées dans la formation de leurs salariés grâce à la Région. Les résultats sont probants : 70% des stagiaires en formation et 94% des stagiaires des formations sanitaires et sociales trouvent un emploi à l'issue de leur formation, et 63% des personnes formées par la Région en 2022 ont suivi une formation qualifiante pour un métier en tension.

La réussite des jeunes demeure une priorité pour la Région. Cela s'est traduit par l'élaboration du second PPI pour la période 2022-2028 pour moderniser et sécuriser les 296 lycées de Nouvelle-Aquitaine, ou encore l'accompagnement des jeunes dans leur autonomie et leur engagement (231 projets de 1ère mobilité en autonomie, 5980 jeunes aidés pour préparer le permis B, 110 Projets Initiative Jeunes et 559 Projets Éducatifs Jeunesse financés).

Pour faire vivre le territoire, la Région a continué à valoriser son patrimoine et a appuyé 330 manifestations culturelles.



Enfin, pour répondre aux besoins croissants des néo-aquitains en matière de transport et déployer la feuille de route Néo Terra, l'année 2022 a également été marquée par le verdissement du parc d'autocars régionaux avec la mise en service de 300 véhicules à motorisation alternative au diesel, le renforcement de la décarbonation des rames de TER en s'engageant en faveur de technologie de batterie rechargeable et l'achat de 15 nouvelles rames TER. Avec une attention particulière en direction de la jeunesse avec le déploiement d'une nouvelle billetterie scolaire pour tous sur tout le territoire.

Assurément, les programmes et actions du quotidien de la Région en faveur des néo-aquitains et du territoire ont permis d'atténuer l'impact du choc inflationniste subi par tous. Toutefois, ce contexte économique s'impose également à la Région et vient marquer les grands équilibres financiers.

### **Une année 2022 marquée par des choix politiques et stratégiques pour tenir le cap dans un contexte économique incertain**

L'amorce du rétablissement des ratios financiers avait débuté en 2021 mais s'est heurtée en 2022 à une inflation galopante et une crise énergétique qui a nécessairement impacté les dépenses de fonctionnement de la Région. Le niveau des dépenses de fonctionnement, bien souvent incompressibles ou relevant de choix politiques assumés (comme le gel des tarifs de cantine), est en progression de 3.8% par rapport à l'exercice 2021, ce qui reste globalement inférieur au taux d'inflation annuelle de +5.2% (chiffre 2022 INSEE).

Au total, pour 2022, les dépenses de la Région (hors dette) s'élèvent à 2,9 Mds€, dont 1,98 Md€ en dépenses de fonctionnement (+3.8%) et 914,7 M€ en dépenses d'investissement (+4.4%).

La progression des dépenses, la moindre augmentation des recettes de fonctionnement (+2.4%) et la progression du remboursement en capital de la dette (+9%) se traduit par une diminution de l'épargne nette, soit l'autofinancement des investissements, de 10%.

Dans le même temps, le niveau des dépenses d'investissement en 2022 progresse de 4.4% et les recettes d'investissement de +12%, ce qui se traduit par un besoin de financement de 399.2M€, couvert par l'emprunt à hauteur de 340M€.

Cet exercice 2022 et le contexte économique incertain étaient déjà intégrés aux choix politiques et stratégiques adoptés pour le budget primitif 2023 qui nécessitent plus que jamais de poursuivre la priorisation de l'action régionale. Car c'est en parvenant à améliorer les grands équilibres financiers que la Région pourra être toujours au rendez-vous des transitions à conduire pour son territoire et les néo-aquitains.

# LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS

L'année 2021 avait marqué un rétablissement significatif des ratios financiers de la collectivité après l'année 2020 marquée des efforts inédits liés à la crise covid.

2022 devait amplifier ce rétablissement mais la crise géopolitique, ses conséquences sur les prix de l'énergie, et plus globalement le retour d'une inflation galopante ont pesé sur les finances régionales : moindres rentrées fiscales, notamment sur les taxes sur les cartes grises, et dépenses supplémentaires (+30% de dotations aux lycées par exemple). Aussi, l'année 2022 se caractérise par une légère contraction des équilibres financiers.

## Un léger recul de l'épargne

Sur l'exercice 2022, les recettes de fonctionnement ont progressé de 2,4% et s'établissent à 2 443,9 M€. Les dépenses de fonctionnement, avec un montant de 1 988 M€, sont, quant à elles, en augmentation de 3,8%. L'évolution des dépenses de fonctionnement sur un rythme supérieur à celui des recettes de fonctionnement a engendré une légère contraction de l'épargne brute de -3,5%.

<i>en M€</i>	2021	2022	écart	%
Recettes de fonctionnement	2 387,7	2 443,9	56,2	2,4%
Dépenses de fonctionnement	1 915,1	1 988,0	72,9	3,8%
dont charges financières (y compris provisions)	46,7	53,0	6,3	13,4%
<b>Epargne brute</b>	<b>472,6</b>	<b>455,9</b>	<b>-16,7</b>	<b>-3,5%</b>
<b>Taux d'épargne brute</b>	<b>19,8%</b>	<b>18,7%</b>		
Remboursement contractuel du capital de la dette	162,6	177,1	14,4	8,9%
<b>Epargne nette</b>	<b>309,9</b>	<b>278,8</b>	<b>-31,1</b>	<b>-10,0%</b>

La conjugaison du recul de l'épargne brute et de la progression du remboursement en capital de la dette (+9%) conduit à une diminution de l'**épargne nette**, destinée à l'autofinancement des investissements, de 10%.

## LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS

En investissement, les dépenses (hors opérations financières) s'établissent à près de 915 M€ en progression de 4,4% par rapport à 2021, soit un effort supplémentaire de 38 M€, et un nouveau record d'investissement pour la collectivité.

Ces dépenses représentent 32%<sup>1</sup> des dépenses totales traduisant les efforts de la collectivité pour maintenir sa capacité d'investissement après l'effort massif de relance de 2021. Ce ratio s'élevait à 31,8% en 2021 (pour information, il était de 31% en 2020).

en M€	2021	2022	écart	%
Recettes d'investissement hors gestion active de la dette (c/16449)	622,1	581,3	-40,8	-6,6%
dont recettes propres d'investissement	224,4	236,7	12,3	5,5%
dont préfinancements initiaux FEDER-FSE	12,7	4,6	-8,1	-63,6%
dont emprunts nouveaux	385,0	340,0	-45,0	-11,7%
Dépenses d'investissement hors gestion active de la dette et annuité de dette (c/16449,166,16873)	876,6	914,7	38,2	4,4%
<b>Part des dépenses d'investissement (hors gestion active de la dette et annuité de dette)</b>	<b>31,8%</b>	<b>32,0%</b>		

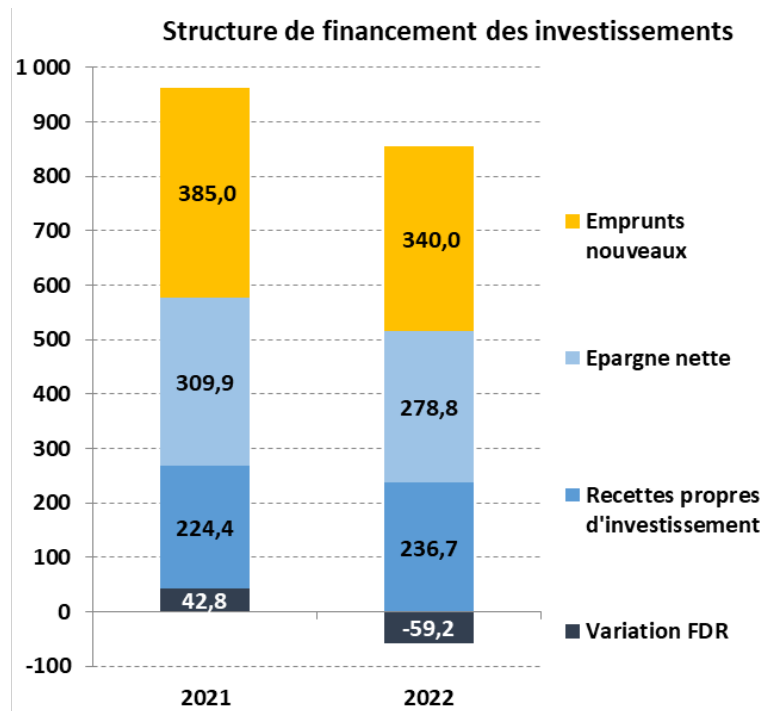
Parallèlement à cette augmentation des dépenses d'investissement, les recettes d'investissement (hors emprunts nouveaux) progressent de 5,5%. En conséquence, le besoin de financement s'élève à 399 M€ en progression de 16,7% par rapport à 2021. Il a été couvert par l'emprunt à hauteur de 340 M€ et par la mobilisation du fonds de roulement de 59 M€.

en M€	2021	2022	écart	%
<b>Epargne nette (1)</b>	<b>309,9</b>	<b>278,8</b>	<b>-31,1</b>	<b>-10,0%</b>
Recettes propres d'investissement (2)	224,4	236,7	12,3	5,5%
Dépenses d'investissement hors gestion active de la dette et annuité de dette (c/16449,166,16873) (3)	876,6	914,7	38,2	4,4%
Refinancement et autres dettes (c/166,16873)	0,0	0,0	-	-
<b>Besoin de financement (4) = (1) + (2) - (3)</b>	<b>-342,2</b>	<b>-399,2</b>	<b>-57,0</b>	<b>16,7%</b>
Emprunt mobilisé (5)	385,0	340,0	-45,0	-11,7%
<b>Variation du Fonds de roulement (5) - (4)</b>	<b>42,8</b>	<b>-59,2</b>		

<sup>1</sup> 35,5% pour l'ensemble de la section d'investissement, remboursement du capital compris

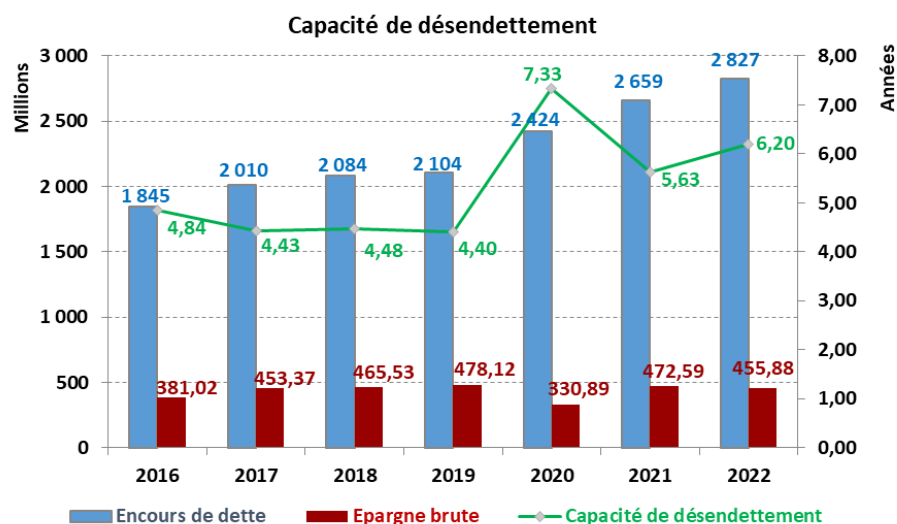
# LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS

## Un endettement en légère augmentation



Fin 2022, l'encours de dette atteint 2 827 M€, en progression de 6,3% par rapport à fin 2021. La hausse de l'encours de dette conjuguée à une contraction de l'épargne brute conduit à une légère augmentation de la capacité de désendettement qui passe de 5,6 à 6,2 années.

en M€	2021	2022	écart	%
Encours de dette	2 659,5	2 827,0	167,5	6,3%
Taux d'endettement	111,4%	115,7%	sans objet	3,9%
<b>Capacité de désendettement (en années)</b>	<b>5,63</b>	<b>6,20</b>	<b>0,57</b>	<b>10,2%</b>



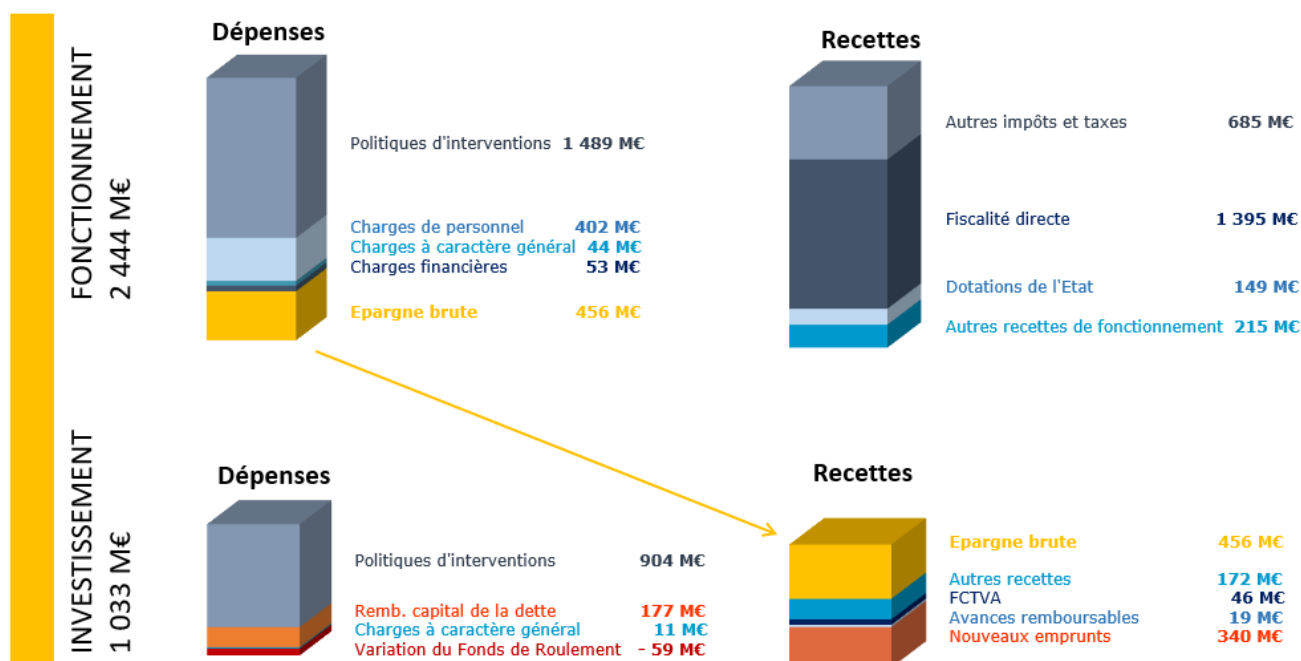
# LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS

## Un résultat de clôture en contraction

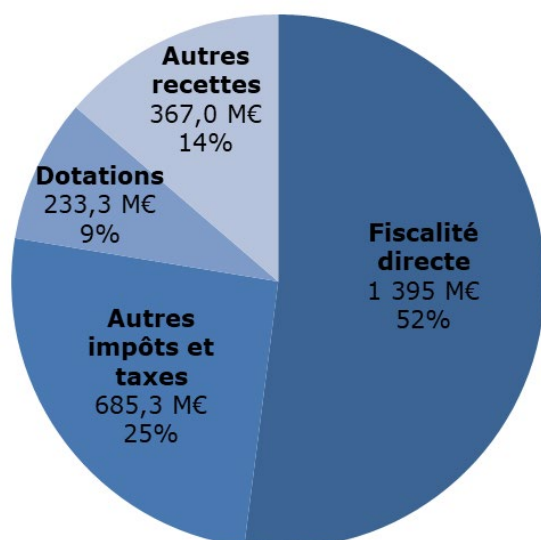
Le résultat de clôture 2022 fait apparaître un solde excédentaire de 148 M€, en baisse de 54,5 M€ par rapport à 2021. Cette diminution du résultat de clôture est la conséquence de la consommation d'une partie du fonds de roulement associée à la moindre mobilisation d'emprunt.

en M€	2021	2022	écart	%
Recettes totales (hors gestion active de la dette c/16449)	3 009,8	3 025,2	15,4	0,5%
Dépenses totales (hors gestion active de la dette c/16449)	2 954,3	3 079,8	125,5	4,2%
Résultat de l'exercice	55,5	-54,6	-110,1	-198,4%
Résultat antérieur	147,0	202,5	55,5	37,8%
Reste à réaliser	0,0	0,0	0,0	
<b>Résultat de clôture au 31 décembre</b>	<b>202,5</b>	<b>148,0</b>	<b>-54,5</b>	<b>-26,9%</b>

## Schéma de l'exécution du budget en 2022 (incluant les fonds européens)



# LES RESSOURCES REGIONALES



En 2022, le montant des réalisations de recettes, hors emprunt, gestion active de la dette, fonds européens FEADER-FEAMP et reprise des résultats antérieurs, s'élève à **2 680,6 M€** : 2 443,9 M€ au titre de la section de fonctionnement et 236,7 M€ au titre de l'investissement.

Les recettes du budget principal progressent de **2,6%** par rapport à 2021 (+68,5 M€). Ainsi, le contexte inflationniste particulièrement marqué en 2022 aura mécaniquement bénéficié aux ressources assises sur la TVA (+111 M€). Toutefois, les recettes reposant sur un acte de consommation, telles que les cartes grises, auront été dégradées d'une ampleur sans précédent (-31 M€), avec un produit de 170,2 M€ bien inférieur aux 186,8 M€ réalisés en 2020 pourtant en pleine crise sanitaire et avec plusieurs confinements.

Enfin, la structure des recettes est restée relativement stable : les ressources fiscales représentent 77% des recettes totales en 2022, contre 76% l'année précédente.

en M€	Exercice 2022		
	Prévision	Réalisation	Tx de réalisation
Investissement (hors emprunt)	222,3	236,7	106,5%
Fonctionnement	2 429,8	2 443,9	100,6%
Recettes totales	2 652,1	2 680,6	101,1%

## I. Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement sont en hausse de 2,4% par rapport à 2021 (+56,2 M€). Cependant, cette hausse ne concerne pas tous les postes de la section et ne doit pas masquer des évolutions nettement différenciées.

en M€	2021		2022		Evolution 2021-2022 des recettes réalisées	
	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation		
Fiscalité directe	1 256,8	1 283,6	1 400,8	1 395,0	111,4	9%
Autres impôts et taxes	709,0	715,4	691,5	685,3	-30,1	-4%
Dotations d'Etat	145,4	145,6	139,3	148,9	3,3	2%
Autres recettes de fonctionnement	243,1	243,1	198,2	214,7	-28,4	-12%
<b>Total section de fonctionnement (hors FEADER)</b>	<b>2 354,4</b>	<b>2 387,7</b>	<b>2 429,8</b>	<b>2 443,9</b>	<b>56,2</b>	<b>2,4%</b>

### a) La fiscalité directe

en M€	2021		2022		Evolution 2021-2022 des recettes réalisées	
	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation		
Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER)	52,3	53,3	53,3	53,8	0,5	1%
Attribution de compensation CVAE - Transports	25,8	25,8	25,8	25,8	0,0	0%
Fraction de TVA (DGF)	410,0	435,8	478,2	473,1	37,3	9%
Fraction de TVA (ex-CVAE+FPRR+FNGIR)	768,7	768,7	843,5	842,3	73,6	10%
<b>Total fiscalité directe</b>	<b>1 256,8</b>	<b>1 283,6</b>	<b>1 400,8</b>	<b>1 395,0</b>	<b>111,4</b>	<b>8,7%</b>

# LES RESSOURCES REGIONALES

Selon l'INSEE, en 2022, le taux d'inflation en France s'est élevé à 5,2%, contre 1,6% en 2021 et 0,5% en 2020. Les assiettes fiscales étant favorisées en valeur (mais pas en volume), **les deux fractions de TVA** attribuées à la Région ont mécaniquement bénéficié de cette croissance : +37,3 M€ sur la part « ex-DGF » et +73,6 M€ sur la part « ex-CVAE » entre 2021 et 2022.

Une nuance doit cependant être apportée sur les chiffres figurant dans ce rapport de présentation. En effet, dans le cadre du projet de loi de finances rectificative présenté le 7 juillet 2022, la prévision de croissance de la TVA était anticipée à +9,74% par le Gouvernement. Les recettes régionales de TVA ont donc été actualisées sur cette base lors de la séance plénière du 17 octobre 2022 consacrée au vote du Budget Supplémentaire.

Toutefois, l'évolution définitive de la TVA 2022 n'a été annoncée par l'Etat qu'à la mi-février 2023, et s'est révélée être inférieure à la prévision gouvernementale : +8,56%.

Compte tenu du calendrier de connaissance de ce chiffre, l'exercice comptable 2022 étant déjà clôturé, la DGFIP a annoncé aux Régions qu'elle procéderait à une régularisation sur les acomptes de TVA d'avril 2023 (régularisation toujours en attente à l'heure où ce rapport est rédigé). Les rentrées fiscales 2022 seront finalement plus faibles qu'espérées. Cette « reprise » sur le résultat 2022 qui s'opèrera en 2023 valide l'approche prudente adoptée lors du BP 2023, avec une estimation gouvernementale fixée à +5,1% d'évolution en 2023, contre +4,1% retenue par la Région.

L'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (**IFER**), mise en place à la suite de la suppression de la taxe professionnelle, s'applique aux grandes entreprises de réseaux des secteurs de l'énergie, du transport ferroviaire et des télécommunications. Le produit 2022 est resté relativement stable par rapport à 2021, aux alentours de 53 M€.

Enfin, l'**attribution de compensation** versée par les Départements à la Région au titre du transfert de la compétence « Transports » est stabilisée à hauteur de 25,8 M€.

## b) Les autres impôts et taxes

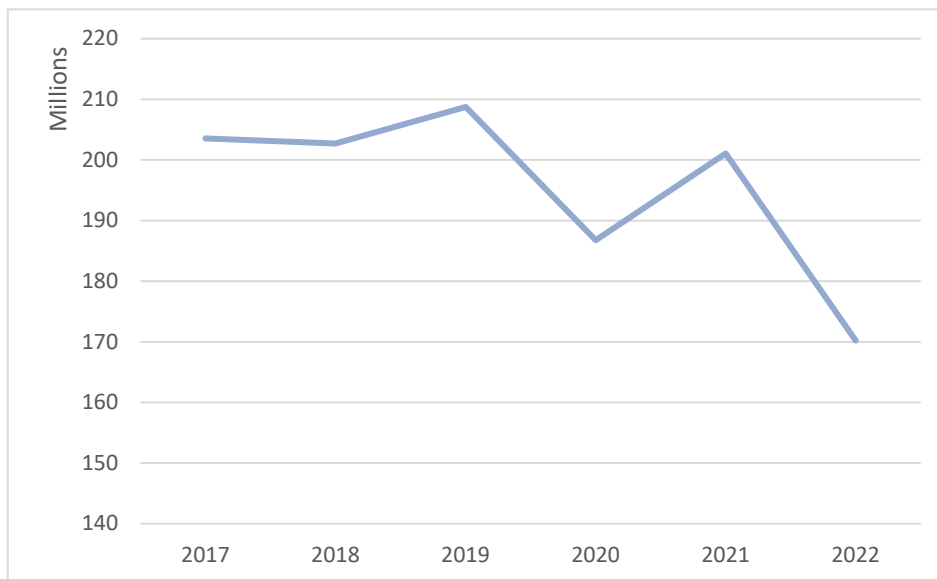
en M€	2021		2022		Evolution 2021-2022 des recettes réalisées	
	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation		
TICPE transferts de compétences, modulable et grenelle	440,2	451,0	454,1	453,2	2,1	0%
Ressources liées à la form. pro. (Frais de gestion + TICPE)	60,2	62,6	61,8	61,3	-1,3	-2%
Neutralisation réforme Apprentissage - TICPE	0,7	0,7	0,7	0,7	0,0	0%
Cartes grises	208,0	201,1	175,0	170,2	-30,9	-15%
<b>Total autres impôts et taxes</b>	<b>709,0</b>	<b>715,4</b>	<b>691,5</b>	<b>685,3</b>	<b>-30,1</b>	<b>-4,2%</b>

Le fait marquant de l'année 2022 est indéniablement l'effondrement des recettes tirées des certificats d'immatriculation (**cartes grises**). Dans le cadre du Budget Supplémentaire, la perte de recette sur l'exercice avait été estimée à 30 M€, l'inscription initiale du BP 2022 étant de 205 M€. Le marché automobile, déjà touché par des problématiques d'approvisionnement (semi-conducteurs) et de relocalisation de la chaîne de production ukrainienne vers d'autres sites, a également fait face en 2022 à la baisse du pouvoir d'achat des ménages, et au report des actes de consommation. Les répercussions de cette situation sur le produit régional sont encore à ce jour difficiles à estimer, tandis qu'il s'érode déjà progressivement avec le verdissement continu du parc automobile. Comme évoqué en introduction, le produit 2022 s'établit à 170,2 M€, inférieur de près de 16,6 M€ au produit pourtant réalisé en pleine crise sanitaire. Par ailleurs, sur les premiers mois de l'année 2023 connus à ce jour, la dynamique ne semble pas reprendre. Les autres postes ne connaissent quant à eux que des évolutions relatives par rapport à 2021.

# LES RESSOURCES REGIONALES

## L'érosion des recettes des certificats d'immatriculation

Depuis 2019, les recettes de cartes grises sont fluctuantes.



Source : Système des immatriculations des véhicules correspondant aux immatriculations enregistrées entre janvier et décembre

On constate un premier creux en 2020, année aux cours de laquelle les confinements successifs dus à la crise COVID-19 ont contribué à bloquer les transactions.

L'année 2021 est assez représentative du déclin de cette catégorie de recette. En effet, le nombre d'immatriculation atteint un niveau record (cf. graphe « évolution du nombre d'immatriculation par type de véhicules »), notamment à la suite du décalage des ventes de l'année 2020. Pour autant le niveau de recette reste inférieur à 2019.

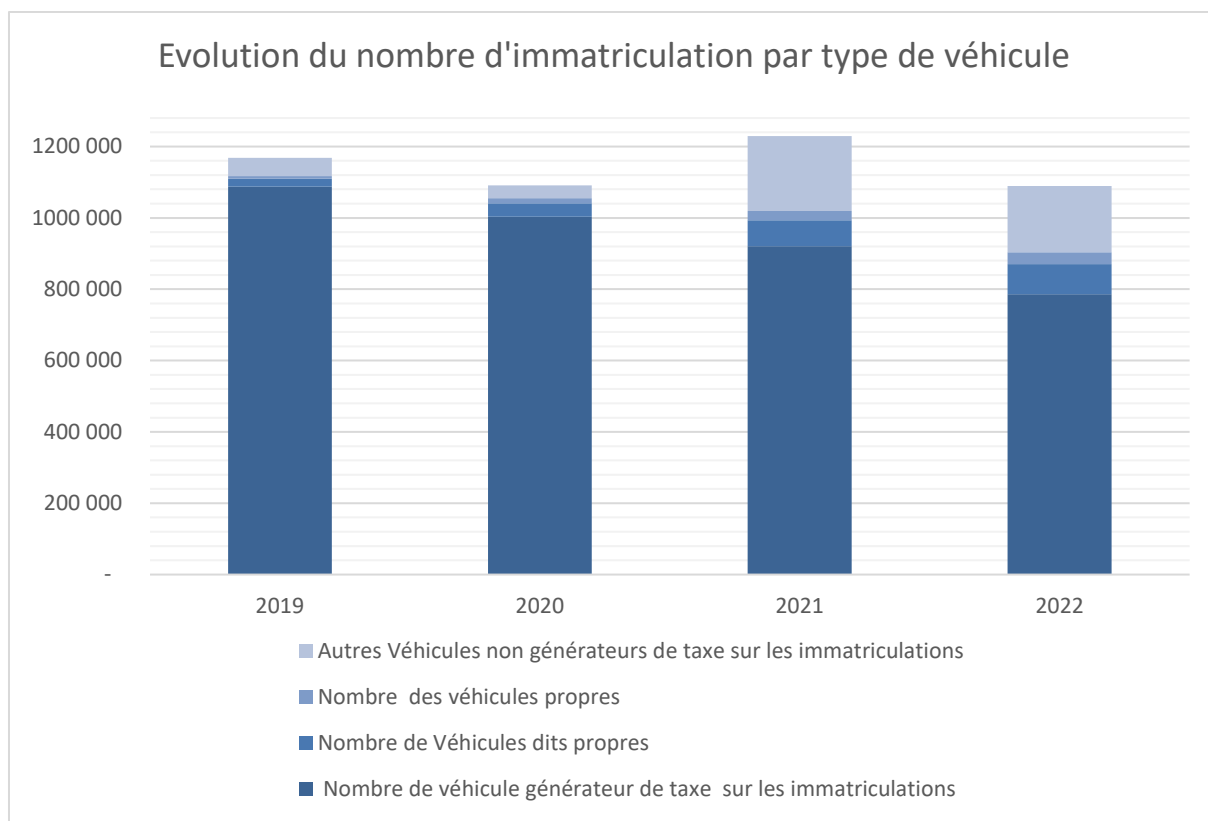
Plusieurs explications à cela :

- L'Etat a modifié le périmètre de la taxe sur les immatriculations à compter du 1er janvier 2021. Ainsi, certaines transactions qui généraient de la taxe sur les immatriculations, telles que les duplicata de certificat par exemple, n'ont plus été soumises qu'à une taxe fixe de 11€ dont 7€ revient à la Région. La mise en place de la taxe fixe, même généralisée à chaque transaction, n'a permis de compenser que partiellement la perte de recette sur les certificats d'immatriculation.

	Taxe Régionale générée par des transactions spécifiques	Taxe fixe étendue à chaque transaction (7€/ transaction)
2019	11 210 958 €	
2020	11 532 352 €	
2021		8 511 470 €
2022		7 540 428 €

- La progression des « véhicules propres » et « dits propres », qui s'opère au détriment des véhicules générateurs de taxe régionale.





Source : Système des immatriculations des véhicules correspondant aux immatriculations enregistrées entre janvier et décembre

En 2022, avec 170 M€ de produit, les recettes issues de la taxe sur les certificats d'immatriculations atteignent leur plus bas niveau depuis la fusion. Plusieurs facteurs expliquent cette baisse :

- La pénurie de semi-conducteurs qui entraîne la baisse de production de véhicules neufs.

On constate une baisse de 19% des immatriculations sur les véhicules neufs et de moins de 10 ans contre 7% sur les véhicules de plus de 10 ans. Cette dernière catégorie bénéficie d'une décote de 50% sur la taxe.

- Le verdissement du parc automobile : malgré la baisse du volume des immatriculation entre 2021 et 2022 (-11%), les immatriculations des véhicules exonérés continuent elles à progresser : +17% pour les véhicules « dits propres » et +27% pour les véhicules propres entre 2021 et 2022.

# LES RESSOURCES REGIONALES

## c) Les dotations de l'Etat

en M€	2021		2022		Evolution 2021-2022 des recettes réalisées	
	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation		
Dotation Globale de Décentralisation résiduelle (DGD)	33,0	33,0	33,0	33,0	0,0	0%
DGD Ports maritimes de pêche et de commerce	3,7	3,7	3,7	3,7	0,0	0%
Dotation pour Transfert de Compensations d'Exonérations (DTCE)	7,5	7,5	4,1	4,1	-3,4	-46%
Dotation de Compensation de la Réforme de la TP (DCRTP)	56,1	56,1	53,4	53,4	-2,7	-5%
Dotation de fonctionnement Apprentissage	14,1	14,1	14,1	14,1	0,0	0%
Neutralisation réforme Apprentissage - PSR de l'Etat	5,5	5,5	5,5	5,5	0,0	0%
Dotation de compensation pour perte des frais de gestion TH	25,6	25,6	25,6	25,6	0,0	0%
Dotation de compensation pour baisse impôts de production (CVAE)	0,0	0,0	0,0	9,4	9,4	Sans objet
Autres dotations (DGF permanents syndicaux, FCTVA, etc.)	0,0	0,2	0,0	0,2	0,0	10%
<b>Total dotations d'Etat</b>	<b>145,4</b>	<b>145,6</b>	<b>139,3</b>	<b>148,9</b>	<b>3,3</b>	<b>2,3%</b>

En 2022, une nouvelle réfaction a été opérée sur la **DCRTP** (-2,7 M€) alors que cette dotation avait initialement vocation à dédommager les Régions perdantes de la réforme de la taxe professionnelle, et sur la **DTCE**, encore une fois utilisée comme variable d'ajustement de l'enveloppe normée des concours de l'Etat aux Collectivités (- 3,4 M€). Suite à la décision gouvernementale de baisser les impôts de production, il a été alloué à la Région une dotation de compensation au titre des **frais de gestion issus de la CVAE**.

Les autres dotations et concours financiers de l'Etat sont, quant à eux, gelés par essence ou relativement stables.

## d) Les autres recettes de fonctionnement

en M€	2021		2022		Evolution 2021-2022 des recettes réalisées	
	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation		
Fonds européens FSE et FEDER : autorité de gestion 2014 - 2020	41,3	22,7	41,7	36,7	13,9	61%
Recettes d'Assistance Technique (FEADER, FEAMP, FEDER-FSE)	4,9	10,9	2,7	10,8	-0,1	-1%
Plan d'investissement dans les compétences - PACTE	110,1	102,6	62,9	62,9	-39,7	-39%
Ségur de la Santé	8,2	8,2	13,8	13,8	5,6	68%
Reprise de provisions	2,5	5,0	3,1	4,3	-0,7	-13%
Participation des familles - restauration et hébergement scolaires	22,0	22,0	22,0	18,0	-4,0	-18%
Recettes liées à l'exercice de la compétence "transports routiers"	22,2	28,7	21,5	23,1	-5,7	-20%
Produit des cessions	0,0	0,3	0,0	2,2	1,9	659%
Recettes de fonctionnement diverses	32,0	42,7	30,5	43,0	0,3	1%
<b>Total autres recettes de fonctionnement</b>	<b>243,1</b>	<b>243,1</b>	<b>198,2</b>	<b>214,7</b>	<b>-28,4</b>	<b>-11,7%</b>

Les autres recettes de fonctionnement sont en baisse de 28,4 M€ par rapport à l'exercice précédent :

- Les recettes tirées de la mise en œuvre du **PACTE** expliquent pour l'essentiel à elles seules la variation constatée sur ce poste en 2022, puisqu'elles s'affichent en recul de 40 M€ par rapport à 2021 (-39,7 M€) en lien avec le déroulé de la programmation ;
- Les recettes issues de la **participation des familles au forfait de restauration et d'hébergement** scolaires (-4 M€) et les recettes liées à **l'exercice de la compétence « transports routiers »** (-5,7 M€) marquent également le pas par rapport à 2021 ;
- La poursuite du **Ségur de la Santé** s'est traduit par l'inscription et l'encaissement d'une recette de 13,8 M€ (+5,6 M€ par rapport à la réalisation 2021) ;

# LES RESSOURCES REGIONALES

- S'agissant des **fonds européens** (programmation 2014-2020), les recettes d'assistance technique sont restées relativement stables, tandis que les recettes liées aux remontées de dépenses « classiques » ont progressé de près de 14 M€. Ce phénomène devrait s'amplifier à l'approche de la fin de la programmation 2014-2020.

Enfin, le poste des recettes de fonctionnement diverses est resté relativement stable par rapport à 2021.

## II. Les recettes d'investissement (hors emprunt)

Les recettes d'investissement (hors emprunt) sont en hausse de 5,5% par rapport à 2021.

en M€	2021		2022		Evolution 2021-2022 des recettes réalisées	
	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation		
Dotation Régionale d'Equipe ment Scolaire (DRES)	47,1	47,1	47,1	47,1	0,0	0%
Dotation d'investissement Apprentissage	31,8	31,8	31,8	31,8	0,0	0%
Dotation Régionale d'Investissement (DRI)	14,9	11,9	6,9	5,5	-6,4	-54%
Subventions d'investissement	6,6	12,6	0,7	6,3	-6,2	-50%
Fonds européen FEDER : autorité de gestion 2014 - 2020	60,5	62,4	52,4	55,1	-7,3	-12%
Avances remboursables	9,0	8,3	10,8	18,5	10,2	123%
Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA)	32,0	37,8	46,5	46,3	8,5	22%
Reversements sur subventions d'équipements	4,7	6,7	10,1	8,3	1,7	25%
Produit des cessions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Sans objet
Recettes d'investissement diverses	2,1	6,0	16,1	17,9	11,8	197%
<b>Total recettes d'investissement (hors emprunt)</b>	<b>208,6</b>	<b>224,4</b>	<b>222,3</b>	<b>236,7</b>	<b>12,3</b>	<b>5,5%</b>

La croissance de la section d'investissement a été portée conjointement par :

- la progression enregistrée sur le **FCTVA** (+8,5 M€) ;
- la participation du Conseil Départemental de la Gironde à la construction du collège du Barp pour près de 10,5 M€, comptabilisée au sein du poste « recettes d'investissement diverses » ;
- le remboursement des **prêts publics accordés aux entreprises** (+10,2 M€), après deux années marquées par la mise en œuvre du moratoire sur les avances remboursables.

La moindre réalisation (-6,2 M€) constatée sur le poste des « **subventions d'investissement** » s'explique en partie par l'encaissement de près de 3 M€ en 2021 pour le solde de la participation de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat (CMA) à la construction du CFA de Lagord (17), opération pour laquelle la Région assurait la maîtrise d'ouvrage.

S'agissant du montant perçu au titre de la dotation régionale d'investissement (**DRI**), ce dernier est corrélé à l'état d'avancement des projets éligibles et qu'il est possible de valoriser chaque année auprès des services de l'État.

Les recettes d'investissements relatives aux **fonds européens** (PO 2014-2020) maintiennent un niveau de réalisation élevé en 2022. Néanmoins, elles s'affichent en baisse de 7,3 M€ par rapport à l'exercice précédent.

Enfin, la Dotation Régionale d'Equipe ment Scolaire (**DRES**), et la **Dotation d'Investissement relative à l'Apprentissage**, sont quant à elles figées par nature.

# LES RESSOURCES REGIONALES

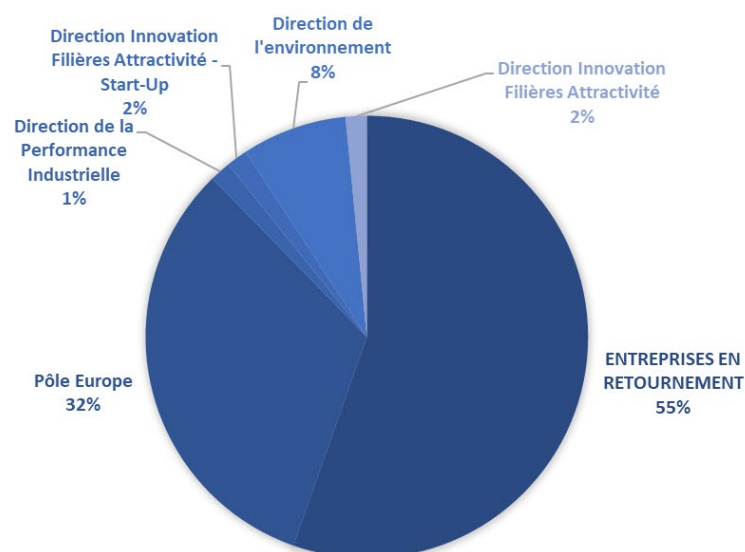
## Focus sur les prêts publics accordés par la Région

Au 31/12/202, l'encours des prêts accordés par la Région s'élève à 103,3M€ sur le Budget principal pour 581 contrats en cours.

### 1/ Répartition des prêts accordés entre 2018 et 2022

L'étude porte sur les prêts accordés entre 2018 et 2022, en moyenne les prêts durent 7 ans : 2 ans de différé de remboursement et 5 années d'amortissement. Les prêts accordés sur cette période sont sans intérêts.

Sans surprise la majorité des prêts sont accordés par le pôle Développement Economique et en particulier par l'Unité Entreprises en retournement.



RÉPARTITION DU NOMBRE DE PRETS ACCORDÉS PAR SECTEUR

Les prêts accordés par le pôle Europe sont la conséquence de retard pris pour la mise en œuvre du dispositif LEADER, acronyme pour « Liaison Entre Actions de Développement de l'Economie Rurale » qui est une méthode de mise en œuvre des mesures de développement rural finançable dans le cadre du deuxième pilier de la politique agricole commune au travers du Fonds Européen Agricole et de Développement Rural (FEADER). Compte tenu des difficultés et retards de mise en œuvre de cette mesure, la Région a adopté un dispositif apportant une aide aux structures qui sont en attente de versement d'une aide FEADER dans le cadre de LEADER. Il prend la forme d'avances de trésorerie remboursables sans intérêt accordées par la Région aux structures bénéficiaires.

### 2/ Montant des prêts accordés entre 2018 et 2022

L'octroi de prêts publics a été un véhicule déterminant pour soutenir les entreprises dans le cadre de la crise COVID.

Quasiment 50% des montants accordés sur la période concernent l'année 2020 avec notamment :

- 8,9 M€ spécifique pour l'aide d'urgence COVID 2019 ;
- 19 M€ pour venir en aide à l'entreprise CONDAT basée à Lardin Saint-Lazare en Dordogne.

# LES RESSOURCES REGIONALES

	2018	2019	2020	2021	2022	Total général
ENTREPRISES EN RETOURNEMENT	10 450 000 €	11 445 000 €	10 887 000 €	4 920 000 €	7 680 000 €	45 382 000 €
Direction de la Performance Industrielle	2 000 000 €	650 000 €	19 150 000 €	1 950 000 €	800 000 €	24 550 000 €
COVID19			8 984 001 €			8 984 001 €
Délégation du Numérique				8 000 000 €		8 000 000 €
Direction Energie Climat				5 000 000 €		5 000 000 €
Direction Innovation Filières Attractivité - Start-Up	491 586 €	750 000 €	200 000 €	1 000 000 €	75 000 €	2 516 586 €
Direction de l'environnement	833 913 €				354 067 €	1 187 980 €
Pôle Europe	261 500 €	648 058 €	230 973 €			1 140 531 €
Direction Innovation Filières Attractivité	650 000 €					650 000 €
Direction de la Formation professionnelle et apprentissage			200 000 €			200 000 €
DATAR			415 503 €			415 503 €
<b>Total général</b>	<b>14 686 999 €</b>	<b>13 493 058 €</b>	<b>40 067 477 €</b>	<b>20 870 000 €</b>	<b>8 909 067 €</b>	<b>98 026 600 €</b>

La plupart des prêts accordés en 2020 commenceront à être remboursés à partir de 2024, on constatera donc naturellement une nette augmentation de ces recettes entre 2024 et 2026 : 18 M€ contre 12 M€ habituellement.

### 3/ La vie des prêts

La grande majorité des prêts s'exécutent tel que prévu dans le contrat, certains connaissent des accidents de parcours.

Plusieurs circonstances peuvent impacter la durée initiale du prêt :

- Le report d'échéance : par délibération et avenant à la convention initiale, la Région pourra moduler les échéances pour donner plus de souplesse à l'emprunteur. Il ne faut pas confondre ce mécanisme avec l'étalement de la dette accordée par le comptable public et qui consiste à mettre en place un échancier de paiement sur un an et qui ne nécessite pas de passer en commission permanente ou de signer un avenant.
- L'abandon de créance : elle constate une décision de la commission permanente dont l'effet est de mettre fin à l'obligation de payer de l'emprunteur. Cette décision d'opportunité est généralement fondée sur la situation d'indigence ou de précarité du redevable. L'abandon de créance est assimilé d'un point de vue budgétaire et comptable à une subvention.
- Les créances éteintes : les créances éteintes sont des créances dont l'irrécouvrabilité résulte d'une décision juridique extérieure définitive qui s'impose à la collectivité créancière et qui s'oppose à toute action en recouvrement. Dans le cadre des prêts publics il s'agit notamment du prononcé de la clôture pour insuffisance d'actif d'une procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire

	2018	2019	2020	2021	2022	Total général
Nombre de prêts accordés au cours de l'exercice	65	75	64	13	18	235
<i>dont prêts toujours en exécution au 31/12/2022</i>	23	33	42	10	16	124
<i>dont prêts ayant bénéficié d'un abandon de créance</i>	3	0	1 ( partiel)	0	0	4
<i>dont prêts passés en créances éteintes</i>	2	2	0	0	0	2
<i>taux d'irrécouvrabilité des prêts accordés au 31/12/2022</i>	8%	3%	2%	0%	0%	3%

# LES RESSOURCES REGIONALES

Les chiffres présentés doivent être mis en perspective avec le report systématique de toutes les échéances de prêts depuis le 13 mars 2020 jusqu'au 12 mars 2022. Durant cette période il n'y a eu aucune demande de report d'échéance (en plus de celle déjà octroyées automatiquement) et très peu de demande d'abandon de créance (deux en 2020 sur les quatre de la période).

La proposition au vote de la commission permanente d'une créance en créances éteintes peut prendre plusieurs années à l'issue du déclenchement de la procédure collective. A ce jour parmi les 43 dossiers en procédure collective, seuls 4 ont été comptabilisés en créances éteintes suite à la réception par le compte public du certificat d'irrecouvrabilité.

	2018	2019	2020	2021	2022	Total général
Nombre de prêt accordé au cours de la période	65	75	64	13	18	235
Nombre de prêt en procédure collective (PC)	14	13	11	3	2	43
Taux de provisionnement des prêts en PC	100%	100%	100%	100%	100%	100%
durée moyenne en mois entre l'attribution du prêt et le début d'une procédure collective	19	24	18	7	3	

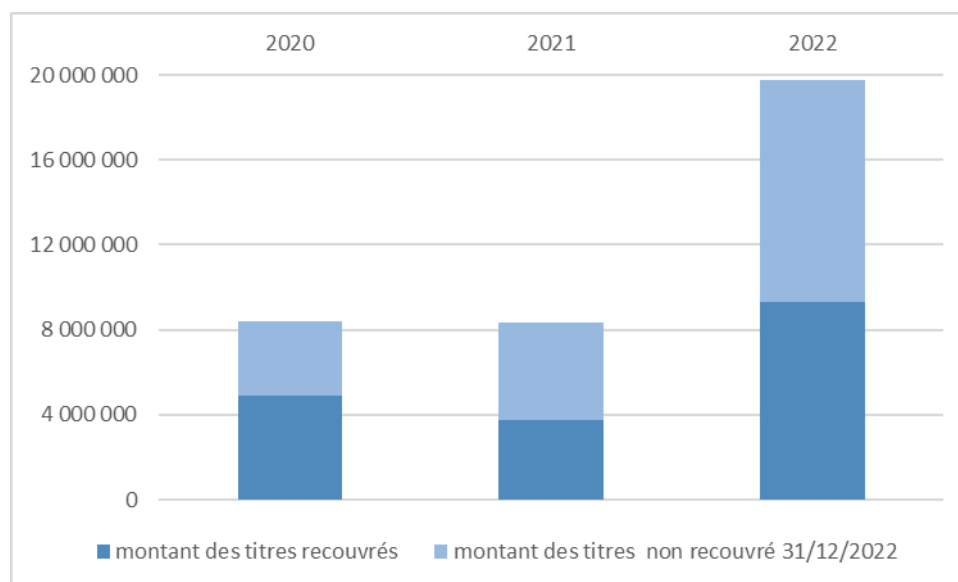
Dès qu'une entreprise à laquelle la Région a accordé un prêt tombe en procédure collective, une provision du montant du reste à rembourser est comptabilisée.

## 4/ Le recouvrement des titres d'échéance de prêt public

L'analyse porte sur les titres émis au cours des exercices comptables 2020, 2021 et 2022.

Pour rappel, la Région a attribué un report automatique des échéances des prêts publics entre le 13 mars 2020 et le 12 mars 2022. Aussi, le montant titré sur ces exercices est bien en deçà des montant habituels. La plupart des titres émis sur ces deux exercices concernent :

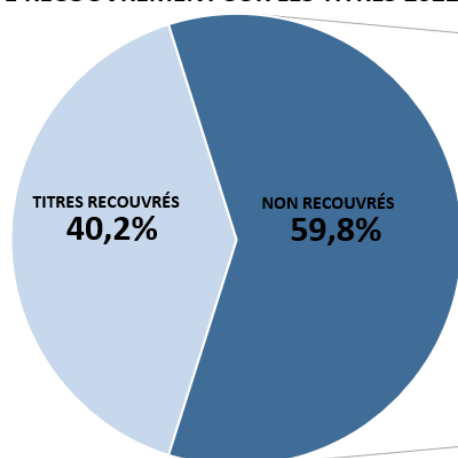
- Des entreprises qui ont souhaité ne pas bénéficier du report d'échéance et dont la créance est recouvrée ;
- Des entreprises tombées en procédure collective. Dans ce cas la collectivité a 3 mois pour déclarer la créance au mandataire, pour cela elle doit émettre un titre pour le montant total des échéances restant à payer par l'emprunteur afin que le comptable public puisse déclarer la totalité de la créance détenue par la Région.



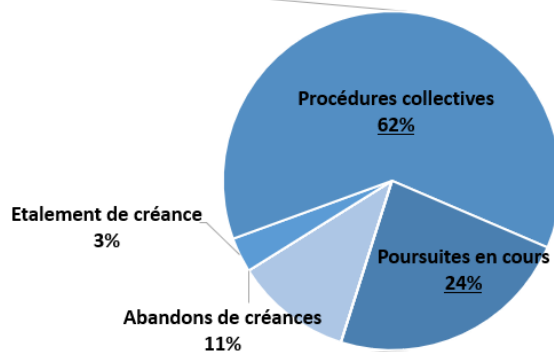
# LES RESSOURCES REGIONALES

Les titres émis sur l'exercice 2022, sont plus représentatifs d'une activité normale. Ils concernent les titres de remboursement des prêts émis depuis 2017 et non encore échus.

**TAUX DE RECOUVREMENT SUR LES TITRES 2022**



**MOTIFS DU NON-RECOUVREMENT 2022**



L'étalement de la créance et les poursuites en cours sont des démarches à l'initiative du comptable public en charge du recouvrement de la créance.

L'abandon de créance est voté par la commission permanente, c'est donc une décision de l'exécutif.

Quant aux motifs « procédures collectives » cela fait référence aux titres émis pour déclarer la créance détenue par la Région au mandataire en charge de la mise en œuvre de la procédure. Dans la majorité des cas, l'issu est la présentation des dossiers en commission permanente au titre des créances éteintes, cela peut prendre entre 3 ou 4 ans pour que la créance soit déclarée irrécouvrable.

## III. Les recettes relatives au FEADER et au FEAMP

en M€	2021		2022		Evolution 2021-2022 des recettes réalisées	
	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation		
FEADER - investissement	167,1	167,1	157,8	157,8	-9,4	-6%
FEADER - fonctionnement	21,9	21,9	29,6	29,6	7,7	35%
FEAMP - investissement	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	1%
<b>Total FEADER - FEAMP</b>	<b>190,1</b>	<b>190,1</b>	<b>188,4</b>	<b>188,4</b>	<b>-1,6</b>	<b>-1%</b>

La Région est autorité de gestion des Fonds Européens et, dans ce cadre, seuls les crédits FSE et FEDER transitent par le budget régional. Néanmoins, en ce qui concerne le FEADER et le FEAMP, gérés par l'ASP pour le compte de la Région, le budget régional doit enregistrer les montants globaux réalisés en recettes et en dépenses, sur la base des montants constatés et transmis par l'ASP. Dans ce cadre, ce sont 188,4 M€ de recettes qui ont été inscrites et réalisées en 2022.

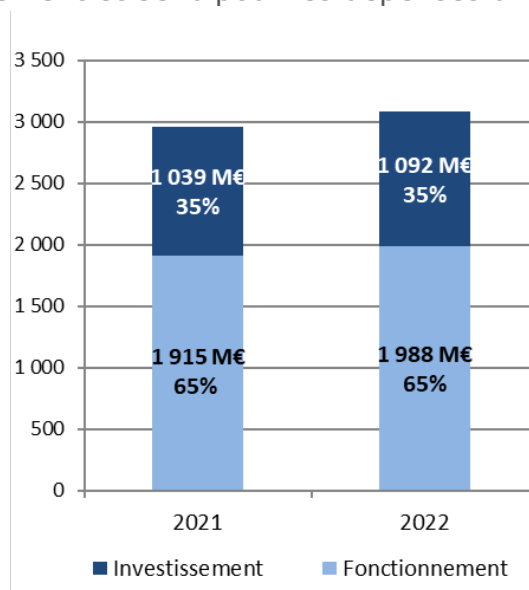
\*\*\*

# LES DEPENSES

## Les dépenses réalisées

En 2022, le montant des réalisations de dépenses totales s'élève à **3 079,8 M€** : 1 988 M€ au titre de la section de fonctionnement et 1 091,8 M€ au titre de l'investissement.

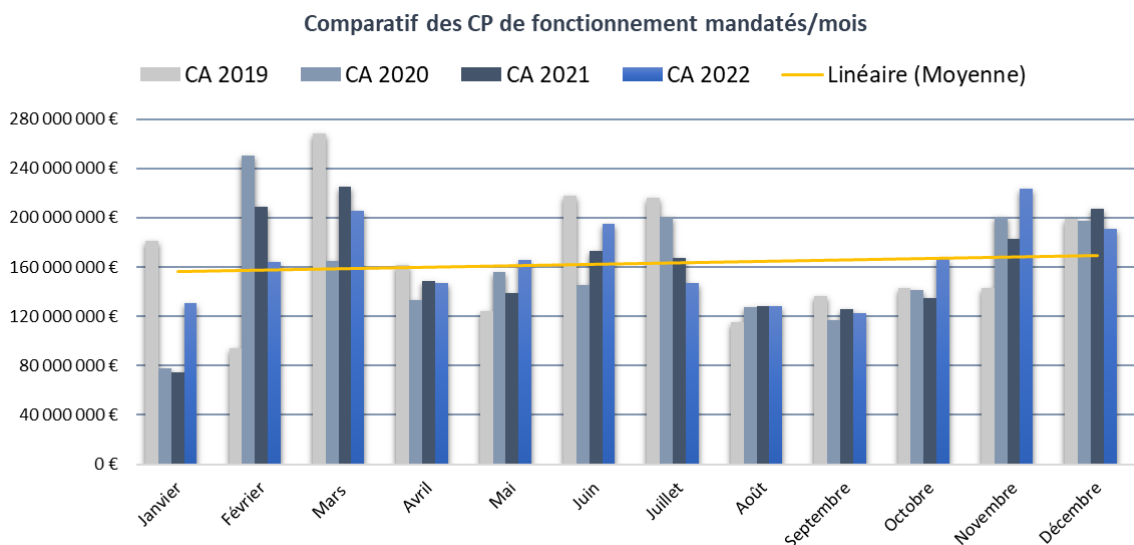
Les **dépenses totales affichent ainsi une évolution de +4,2%** par rapport à l'exercice précédent (+125,5 M€) : les dépenses de fonctionnement sont en hausse de 3,8% alors que les dépenses d'investissement progressent de 5,1%. La part des dépenses d'investissement dans les dépenses totales est stable : 65% pour les dépenses de fonctionnement et 35% pour les dépenses d'investissement.



## Le profil des réalisations mensuelles

### 1) en fonctionnement

La courbe de tendance des réalisations mensuelles en fonctionnement est linéaire.





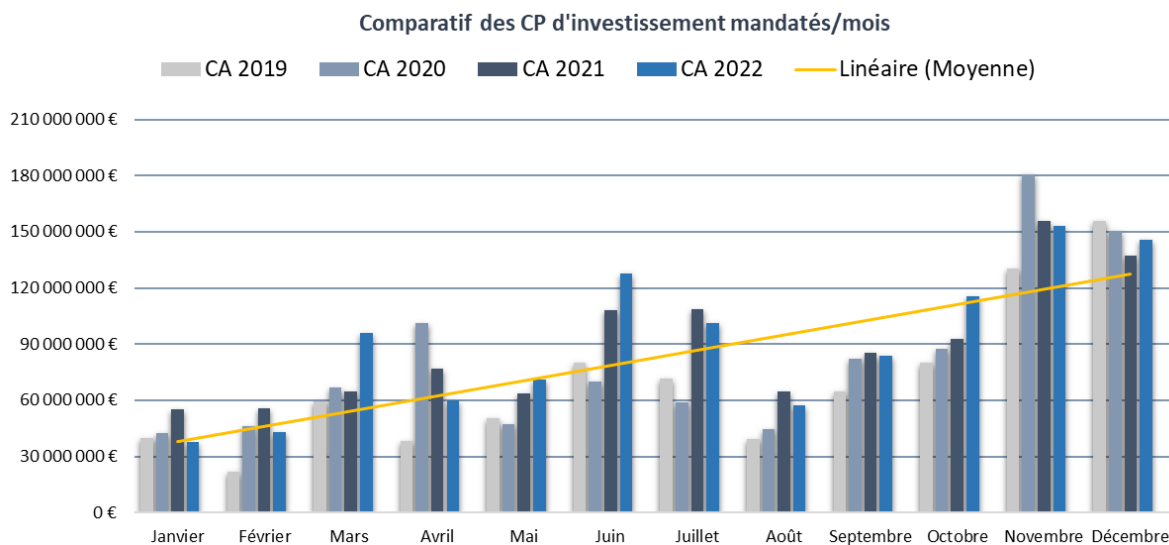
# LES DEPENSES

A noter :

- le profil de réalisation de janvier et février est impacté par les versements de la nouvelle convention TER dont le versement des 2 premiers acomptes a lieu soit fin janvier, soit début février (janvier pour les exercices 2019 et 2022 et février pour 2020 et 2021) ;
- la réforme de l'apprentissage à partir de 2020 qui se traduit par une diminution des réalisations significatives en janvier, mars et juin 2020 ;
- des mandatements plus importants en octobre 2022 sur le PO 2014-2020, la formation professionnelle et l'éducation (surcoût inflationniste) ainsi qu'en novembre 2022 sur l'éducation et les transports routiers et ferroviaires liés à la crise énergétique.

## 2) en investissement

La courbe de tendance des réalisations mensuelles en investissement est croissante. En moyenne, 40% des dépenses sont réalisés sur le dernier trimestre.



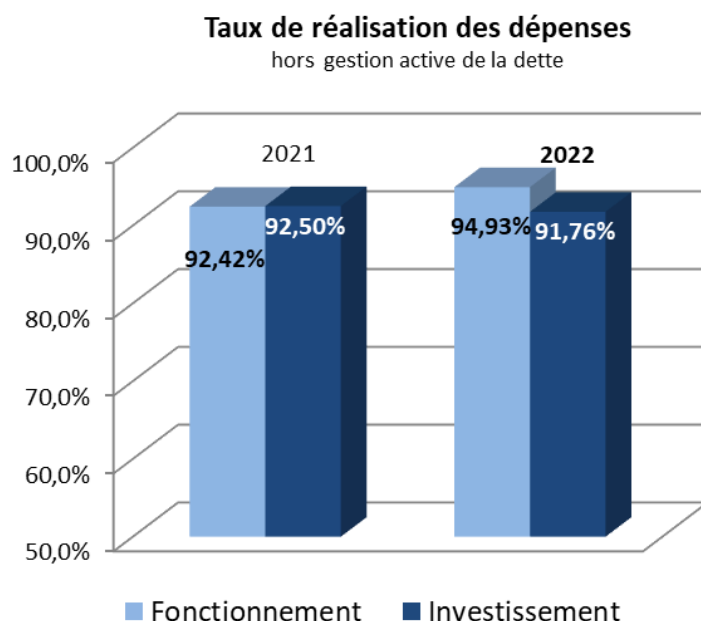
A noter :

- en avril 2020, le versement du Fonds national de solidarités COVID-19 (37M€) et en novembre 2020, les versements des fonds partenariaux COVID-19 (20 M€) ;
- en juin 2021, des mandatements importants dans le secteur des lycées et en juillet 2021, une opération financière revolving (30M€) ;
- en mars 2022, des versements plus importants concernant le PO 2014-2020 ainsi que le secteur des lycées ;
- deux opérations de remboursements in fine d'émission obligataire en juin et octobre 2022.

# LES DEPENSES

## Les taux de réalisation

Avec un montant de dépenses réalisées de 3 079,8 M€ pour 3 284 M€ de crédits inscrits, le taux de réalisation des dépenses totales (hors gestion active de la dette) s'élève, pour 2022, à 93,78%.



### 1) en fonctionnement

Sur la section de fonctionnement, le taux de réalisation global est en augmentation : 94,93% contre 92,2% pour 2021. Hors fonds européens et gestion active de la dette, le taux de réalisation progresse également et passe de 94,52% à 97,44% en 2022.

FONCTIONNEMENT PAR CHAPITRE		2021			2022		
		Total Prévisions	Total Réalisations	% Réalisations	Total Prévisions	Total Réalisations	% Réalisations
930	SERVICES GENERAUX	196,296	182,094	92,77%	201,926	189,198	93,70%
931	FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE	447,475	377,262	84,31%	408,556	391,920	95,93%
932	ENSEIGNEMENT	378,315	372,509	98,47%	405,312	398,982	98,44%
933	CULTURE, SPORTS ET LOISIRS	78,566	77,138	98,18%	82,570	82,057	99,38%
934	SANTE ET ACTION SOCIALE	5,450	4,647	85,27%	4,819	3,792	78,69%
935	AMENAGEMENT DES TERRITOIRES	10,115	8,588	84,90%	12,744	10,520	82,55%
936	GESTION DES FONDS EUROPEENS	63,407	16,361	25,80%	79,150	24,564	31,04%
937	ENVIRONNEMENT	25,160	22,480	89,35%	23,509	23,037	97,99%
938	TRANSPORTS	652,975	646,813	99,06%	673,006	663,509	98,59%
939	ACTION ECONOMIQUE	107,690	104,512	97,05%	92,047	91,267	99,15%
940	IMPOSITIONS DIRECTES	54,332	54,332	100,00%	54,332	54,332	100,00%
943	OPERATIONS FINANCIERES	46,107	37,447	81,22%	45,335	43,987	97,03%
944	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	1,969	1,611	81,79%	1,935	1,832	94,63%
945	PROVISIONS ET AUTRES OPERATIONS MIXTES	9,271	9,271	100,00%	9,000	8,983	99,81%
<b>TOTAL</b>		<b>2 077,128</b>	<b>1 915,064</b>	<b>92,20%</b>	<b>2 094,242</b>	<b>1 987,980</b>	<b>94,93%</b>
<b>TOTAL hors gestion active de la dette</b>		<b>2 072,128</b>	<b>1 915,064</b>	<b>92,42%</b>	<b>2 094,242</b>	<b>1 987,980</b>	<b>94,93%</b>
<b>TOTAL hors fonds européens et gestion active de la dette</b>		<b>2 008,720</b>	<b>1 898,703</b>	<b>94,52%</b>	<b>2 015,092</b>	<b>1 963,415</b>	<b>97,44%</b>

# LES DEPENSES

SECTION DE FONCTIONNEMENT PAR AXE	2021			2022		
	Axe	Total Prévisions	Total Réalisations	% Réalisations	Total Prévisions	Total Réalisations
1.1 - Economie numérique	3 790 837,47	3 678 237,64	97,03%	2 663 748,33	2 371 610,81	89,03%
1.2 - Filières, trans-filières et partenariats	11 708 048,84	11 497 080,43	98,20%	10 816 658,05	10 816 658,05	100,00%
1.3 - Performance industrielle	10 096 800,69	10 095 215,65	99,98%	9 502 331,26	9 448 420,53	99,43%
1.4 - Recherche, innovation et start-up	28 152 661,36	28 081 413,31	99,75%	25 782 072,58	25 612 761,25	99,34%
1.5 - Attractivité, internationalisation et financement	10 471 851,60	9 871 075,02	94,26%	2 960 227,51	2 855 918,51	96,48%
1.6 - Tourisme	9 701 934,45	9 477 260,04	97,68%	9 757 874,31	9 240 479,75	94,70%
1.7 - Agriculture	17 336 649,45	17 099 423,04	98,63%	15 708 318,08	15 678 569,09	99,81%
1.8 - Economie culturelle	9 784 418,74	9 766 867,79	99,82%	9 390 111,06	9 369 706,24	99,78%
1.9 - Economie sociale et solidaire	2 993 000,00	2 928 203,51	97,84%	3 166 077,71	3 157 187,96	99,72%
1.10 - Formation professionnelle continue	293 914 359,49	235 376 895,76	80,08%	253 948 169,75	242 985 376,89	95,68%
1.11 - Emploi et évolution professionnelle	18 732 751,30	17 705 574,45	94,52%	21 095 884,00	20 019 429,06	94,90%
<b>Pilier 1. Développement économique - Emploi</b>	<b>416 683 313,39</b>	<b>355 577 246,64</b>	<b>85,34%</b>	<b>364 791 472,64</b>	<b>351 556 118,14</b>	<b>96,37%</b>
2.1 - Orientation et accompagnement à l'insertion économique	20 610 922,21	16 316 324,32	79,16%	18 293 310,04	16 592 045,63	90,70%
2.2 - Apprentissage	17 131 370,00	12 604 212,74	73,57%	14 205 000,00	11 544 853,09	81,27%
2.3 - Education	368 660 286,09	363 730 084,24	98,66%	397 291 708,00	391 602 525,18	98,57%
2.4 - Lycées (bâtiments)	2 517 525,34	2 382 612,28	94,64%	2 485 625,14	2 258 075,26	90,85%
2.5 - Enseignement Supérieur	3 370 000,00	3 135 405,05	93,04%	2 135 171,21	2 044 421,22	95,75%
2.6 - Accompagnement des jeunes	12 413 799,16	12 343 640,76	99,43%	15 694 834,45	15 668 600,72	99,83%
2.7 - Vie quotidienne	200 351 328,67	198 497 966,03	99,07%	211 591 578,55	209 856 042,77	99,18%
<b>Pilier 2. Jeunesse</b>	<b>625 055 231,47</b>	<b>609 010 245,42</b>	<b>97,43%</b>	<b>661 697 227,39</b>	<b>649 566 563,87</b>	<b>98,17%</b>
3.2 - Politique contractuelle	4 519 298,13	3 277 149,94	72,51%	6 596 545,00	4 745 022,30	71,93%
3.3 - Economie territoriale et politique de retournement	9 348 217,58	8 728 523,64	93,37%	9 246 596,12	8 846 356,12	95,67%
3.4 - Culture	39 068 040,50	38 672 168,08	98,99%	40 626 956,30	40 301 341,99	99,20%
3.5 - Aménagement numérique du territoire	1 870 000,00	1 639 498,66	87,67%	2 082 565,00	2 064 022,96	99,11%
3.6 - Foncier, Habitat et politique de la ville	2 485 533,61	2 456 648,61	98,84%	2 465 210,00	2 286 858,35	92,77%
3.7 - Santé	98 059 070,00	95 998 069,52	97,90%	101 315 423,00	100 936 732,64	99,63%
3.8 - Sport	11 432 521,00	10 693 588,48	93,54%	11 293 762,12	11 154 334,99	98,77%
3.9 - Infrastructures, transports	182 504 437,93	179 814 812,18	98,53%	190 042 085,85	187 238 517,38	98,52%
3.10 - Europe et International	5 445 615,26	4 846 679,10	89,00%	5 779 206,06	5 572 173,27	96,42%
3.11 - Vie associative et Egalité	8 048 570,71	5 984 030,52	74,35%	4 819 250,00	3 792 391,71	78,69%
<b>Pilier 3. Aménagement du territoire</b>	<b>362 781 304,72</b>	<b>352 111 168,73</b>	<b>97,06%</b>	<b>374 267 599,45</b>	<b>366 937 751,71</b>	<b>98,04%</b>
4.2 - Eau - Littoral	3 736 419,13	3 347 343,20	89,59%	2 724 243,71	2 701 818,56	99,18%
4.3 - Economie Circulaire et Déchets	2 300 000,00	2 102 578,73	91,42%	1 482 256,68	1 457 710,70	98,34%
4.4 - Transition énergétique et adaptation aux changements climatiques	6 393 424,17	4 227 842,14	66,13%	6 246 042,04	5 597 212,42	89,61%
4.5 - Mobilité durable et intelligente	330 370 447,00	328 748 641,98	99,51%	331 582 522,00	326 576 352,54	98,49%
4.1 - Biodiversité, PNR et NATURA 2000	13 294 580,87	13 244 407,70	99,62%	13 363 564,57	13 331 036,44	99,76%
<b>Pilier 4. Transition énergétique et écologique</b>	<b>356 094 871,17</b>	<b>351 670 813,75</b>	<b>98,76%</b>	<b>355 398 629,00</b>	<b>349 664 130,66</b>	<b>98,39%</b>
5.1 - PO AQUITAINE	29 730 380,00	13 133 235,36	44,17%	32 686 195,00	20 211 763,41	61,84%
5.2 - PO LIMOUSIN	7 646 523,00	3 227 813,42	42,21%	10 913 374,00	4 352 620,36	39,88%
5.4 - PO AQUITAINE LIMOUSIN POITOU-CHARENTES	29 411 350,00	761 976,62	2,59%	39 027 631,94	1 318 635,36	3,38%
<b>Pilier 5. Gestion des fonds européens</b>	<b>66 788 253,00</b>	<b>17 123 025,40</b>	<b>25,64%</b>	<b>82 627 200,94</b>	<b>25 883 019,13</b>	<b>31,33%</b>
6.0 - Modernisation de l'Administration	9 657 242,32	8 989 449,20	93,09%	9 777 504,98	7 872 843,76	80,52%
6.1 - Ressources humaines	136 989 613,00	135 197 665,88	98,69%	142 326 049,00	139 131 246,17	97,76%
6.2 - Élus et Cesser	17 017 806,68	15 182 918,22	89,22%	17 191 656,39	15 970 503,25	92,90%
6.3 - Communication et attractivité	6 517 500,00	3 256 690,04	49,97%	6 802 878,00	5 144 625,29	75,62%
6.4 - Affaires juridiques	3 253 890,40	2 989 419,88	91,87%	3 849 363,93	3 712 230,38	96,44%
6.5 - Moyens généraux	17 905 294,56	14 432 352,62	80,60%	17 377 274,27	15 770 961,63	90,76%
6.6 - Opérations financières	58 383 387,00	49 522 607,46	84,82%	58 134 961,01	56 769 645,64	97,65%
<b>Pilier 6. Administration générale</b>	<b>249 724 733,96</b>	<b>229 571 103,30</b>	<b>91,93%</b>	<b>255 459 687,58</b>	<b>244 372 056,12</b>	<b>95,66%</b>
<b>TOTAL FONCTIONNEMENT</b>	<b>2 077 127 707,71</b>	<b>1 915 063 603,24</b>	<b>92,20%</b>	<b>2 094 241 817,00</b>	<b>1 987 979 639,63</b>	<b>94,93%</b>
<b>Total hors gestion active de la dette</b>	<b>2 072 127 707,71</b>	<b>1 915 063 603,24</b>	<b>92,42%</b>	<b>2 094 241 817,00</b>	<b>1 987 979 639,63</b>	<b>94,93%</b>
<b>Total hors gestion des fonds européens et gestion active de la dette</b>	<b>2 008 720 334,71</b>	<b>1 898 702 554,46</b>	<b>94,52%</b>	<b>2 015 092 248,00</b>	<b>1 963 415 255,86</b>	<b>97,44%</b>

# LES DEPENSES

Malgré la hausse du taux de réalisation, certains secteurs enregistrent des taux de réalisation plus faibles que la moyenne régionale. C'est notamment le cas :

- des fonds européens : tant en investissement qu'en fonctionnement, la moindre réalisation (en légère amélioration par rapport à 2021) s'explique par la conjonction de plusieurs facteurs :
  - des porteurs de projets qui ne déposent pas leurs demandes de paiement ;
  - des vérifications de service fait de leurs demandes complexes et nécessitant un accompagnement long des services de la Région et de ses prestataires ;
  - des reports de délais de réalisation en raison des diverses crises successives (retard livraison, difficultés d'approvisionnement, augmentation des prix....).

Pour autant, la Région a déclaré à la Commission européenne les montants attendus afin d'éviter toute perte de crédits (procédure du dégagement d'office) pour la 6<sup>ème</sup> année consécutive.

- de l'économie numérique en raison d'un problème d'exécution lié au versement des loyers de la Cité Numérique de Bègles.
- de l'apprentissage : la consommation est liée essentiellement au nombre de parcours réalisés réellement en 2021 par les organismes de formation soutenus au titre de l'AAP Carte 2021. Le nombre de parcours réalisé étant de 8 454 contre 10 036 prévisionnels, le montant des subventions réellement versées est inférieur au prévisionnel. Les 2 principales raisons sont que d'une part, certains organismes de formation surévaluent les effectifs prévisionnels dans leur demande de soutien et, d'autre part, certaines formations soutenues au titre de l'objectif 3 (ouverture de nouvelles formations) n'ont finalement pas ouvertes faute de demande.

Pour l'AAP 2023, il a été demandé aux organismes de revoir à la baisse leurs effectifs prévisionnels si une surévaluation des demandes antérieures a été constatée.

- de la politique contractuelle résultant de plusieurs facteurs :
  - le projet Ferrocampus : le report des acquisitions a entraîné le report des frais de gestion du site ;
  - la ruralité : certains dossiers ont été engagés plus tard que prévus au cours de l'exercice 2022, le paiement des soldes est décalé en 2023 ;
  - les études et prospective : report du versement de la subvention au GIP ATGeRI (programme Pigma) en 2023 qui n'a pas pu justifier de ses dépenses en raison du retard du versement du FEDER et des soldes de prestations d'études non terminées au 31/12/22.
- de la vie associative et l'égalité en raison de la difficulté des associations à réaliser leur programme d'action en 2021 du fait de la crise sanitaire donnant lieu à des annulations, des proratisations et des reports d'exécution d'où un décalage dans le paiement des soldes en 2023.

# LES DEPENSES

## 2) en investissement

Sur la section d'investissement, le taux de réalisation global est en hausse : 91,76% contre 90,63% pour 2021. Hors fonds européens et gestion active de la dette, le taux de réalisation est en diminution, il passe de 97,19% à 95,04% en 2022.

INVESTISSEMENT PAR CHAPITRE		2021			2022		
		Total Prévisions	Total Réalisations	% Réalisations	Total Prévisions	Total Réalisations	% Réalisations
900	SERVICES GENERAUX	17,337	12,591	72,63%	14,705	10,977	74,65%
901	FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE	32,397	25,014	77,21%	30,870	25,028	81,08%
902	ENSEIGNEMENT	272,355	269,924	99,11%	289,271	286,264	98,96%
903	CULTURE, SPORTS ET LOISIRS	50,527	45,119	89,30%	38,278	32,749	85,56%
904	SANTE ET ACTION SOCIALE	2,879	2,574	89,39%	0,682	0,682	99,98%
905	AMENAGEMENT DES TERRITOIRES	96,965	95,042	98,02%	110,497	101,158	91,55%
906	GESTION DES FONDS EUROPEENS	95,615	40,253	42,10%	104,880	60,634	57,81%
907	ENVIRONNEMENT	33,166	33,151	99,95%	30,905	30,835	99,77%
908	TRANSPORTS	104,980	99,346	94,63%	166,200	143,733	86,48%
909	ACTION ECONOMIQUE	254,560	253,555	99,61%	223,518	222,663	99,62%
923	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	218,955	192,644	87,98%	180,000	177,079	98,38%
<b>TOTAL</b>		<b>1 179,737</b>	<b>1 069,213</b>	<b>90,63%</b>	<b>1 189,807</b>	<b>1 091,802</b>	<b>91,76%</b>
<b>TOTAL hors gestion active de la dette</b>		<b>1 123,431</b>	<b>1 039,213</b>	<b>92,50%</b>	<b>1 189,807</b>	<b>1 091,802</b>	<b>91,76%</b>
<b>TOTAL hors fonds européens et gestion active de la dette</b>		<b>1 027,816</b>	<b>998,961</b>	<b>97,19%</b>	<b>1 084,927</b>	<b>1 031,168</b>	<b>95,04%</b>

# LES DEPENSES

SECTION D'INVESTISSEMENT PAR AXE	2021			2022		
	Axe	Total Prévisions	Total Réalisations	% Réalisations	Total Prévisions	Total Réalisations
1.1 - Economie numérique	6 948 078,93	6 948 078,93	100,00%	6 245 949,68	6 245 949,68	100,00%
1.2 - Filières, trans-filières et partenariats	11 885 675,97	10 662 291,22	89,71%	5 827 005,82	5 827 003,68	100,00%
1.3 - Performance industrielle	68 459 761,35	68 459 761,35	100,00%	53 512 712,05	53 505 990,93	99,99%
1.4 - Recherche, innovation et start-up	46 306 872,88	46 306 843,08	100,00%	44 471 848,46	44 464 060,59	99,98%
1.5 - Attractivité, internationalisation et financement	28 942 120,43	28 942 120,43	100,00%	21 222 365,27	21 222 365,27	100,00%
1.6 - Tourisme	15 471 779,63	15 464 287,64	99,95%	14 051 237,59	14 042 237,59	99,94%
1.7 - Agriculture	51 628 525,77	51 628 525,77	100,00%	48 021 355,91	47 984 355,91	99,92%
1.8 - Economie culturelle	11 345 612,06	11 342 622,38	99,97%	9 961 342,57	9 907 937,99	99,46%
1.9 - Economie sociale et solidaire	5 972 617,39	5 972 617,39	100,00%	4 760 723,87	4 760 723,87	100,00%
1.10 - Formation professionnelle continue	4 491 223,00	2 865 999,01	63,81%	4 041 765,97	2 629 672,32	65,06%
1.11 - Emploi et évolution professionnelle	274 904,28	274 904,28	100,00%	160 932,81	160 932,81	100,00%
<b>Pilier 1. Développement économique - Emploi</b>	<b>251 727 171,69</b>	<b>248 868 051,48</b>	<b>98,86%</b>	<b>212 277 240,00</b>	<b>210 751 230,64</b>	<b>99,28%</b>
2.1 - Orientation et accompagnement à l'insertion économique	580 000,00	60 771,99	10,48%	653 400,00	530 243,66	81,15%
2.2 - Apprentissage	27 218 782,72	21 847 800,34	80,27%	24 138 725,22	18 742 092,28	77,64%
2.3 - Education	48 583 433,75	47 936 323,71	98,67%	43 685 008,00	43 418 000,05	99,39%
2.4 - Lycées (bâtiments)	200 126 067,19	198 473 332,99	99,17%	222 039 255,67	219 407 057,79	98,81%
2.5 - Enseignement Supérieur	14 125 184,37	14 125 184,37	100,00%	11 325 000,00	11 257 938,62	99,41%
2.6 - Accompagnement des jeunes	700 000,00	438 899,91	62,70%	237 500,00	182 990,83	77,05%
2.7 - Vie quotidienne	5 397 724,51	4 758 491,89	88,16%	5 177 000,00	4 467 243,38	86,29%
<b>Pilier 2. Jeunesse</b>	<b>296 731 192,54</b>	<b>287 640 805,20</b>	<b>96,94%</b>	<b>307 255 888,89</b>	<b>298 005 566,61</b>	<b>96,99%</b>
3.2 - Politique contractuelle	16 355 751,83	16 180 901,85	98,93%	23 638 539,06	17 058 099,38	72,16%
3.3 - Economie territoriale et politique de retournement	23 492 174,49	23 492 174,49	100,00%	27 439 478,79	26 468 104,35	96,46%
3.4 - Culture	18 832 200,57	17 207 235,02	91,37%	14 969 384,65	14 359 508,49	95,93%
3.5 - Aménagement numérique du territoire	64 053 348,97	64 053 348,97	100,00%	69 748 827,39	69 748 827,39	100,00%
3.6 - Foncier, Habitat et politique de la ville	3 116 275,49	2 007 564,68	64,42%	3 337 340,00	2 406 911,02	72,12%
3.7 - Santé	2 085 587,00	1 849 288,09	88,67%	3 974 690,00	3 968 503,18	99,84%
3.8 - Sport	22 585 850,00	19 066 930,83	84,42%	16 188 933,98	11 377 875,55	70,28%
3.9 - Infrastructures, transports	87 553 995,04	83 053 462,09	94,86%	105 516 250,85	85 716 194,82	81,24%
3.10 - Europe et International	1 973 641,19	1 447 879,29	73,36%	2 808 672,08	1 481 637,21	52,75%
3.11 - Vie associative et Egalité	782 250,00	700 144,33	89,50%	591 250,00	591 129,48	99,98%
<b>Pilier 3. Aménagement du territoire</b>	<b>240 831 074,58</b>	<b>229 058 929,64</b>	<b>95,11%</b>	<b>268 213 366,80</b>	<b>233 176 790,87</b>	<b>86,94%</b>
4.2 - Eau - Littoral	6 109 889,47	6 106 394,97	99,94%	6 551 240,27	6 551 240,27	100,00%
4.3 - Economie Circulaire et Déchets	3 119 189,10	3 119 189,10	100,00%	3 234 632,83	3 234 632,83	100,00%
4.4 - Transition énergétique et adaptation aux changements climatiques	31 609 888,34	31 528 778,11	99,74%	33 036 200,45	32 953 975,25	99,75%
4.5 - Mobilité durable et intelligente	17 425 821,96	16 292 879,46	93,50%	60 683 902,15	58 016 376,92	95,60%
4.1 - Biodiversité, PNR et NATURA 2000	3 766 371,43	3 754 001,30	99,67%	1 974 261,69	1 945 776,59	98,56%
<b>Pilier 4. Transition énergétique et écologique</b>	<b>62 031 160,30</b>	<b>60 801 242,94</b>	<b>98,02%</b>	<b>105 480 237,39</b>	<b>102 702 001,86</b>	<b>97,37%</b>
5.1 - PO AQUITAINE	68 865 521,00	31 335 448,58	45,50%	70 739 619,00	47 143 360,16	66,64%
5.2 - PO LIMOUSIN	26 749 627,00	8 917 398,56	33,34%	34 140 518,00	13 490 618,77	39,51%
5.4 - PO AQUITAINE LIMOUSIN POITOU-CHARENTES	60 000,00	36 769,67	61,28%	60 000,00	0,00	0,00%
<b>Pilier 5. Gestion des fonds européens</b>	<b>95 675 148,00</b>	<b>40 289 616,81</b>	<b>42,11%</b>	<b>104 940 137,00</b>	<b>60 633 978,93</b>	<b>57,78%</b>
6.0 - Modernisation de l'Administration	6 524 378,07	3 971 003,20	60,86%	4 995 500,00	4 551 756,27	91,12%
6.1 - Ressources humaines	85 000,00	72 808,76	85,66%	94 000,00	56 218,78	59,81%
6.2 - Élus et Ceser	101 821,93	92 542,07	90,89%	33 660,00	0,00	0,00%
6.3 - Communication et attractivité	860 000,00	472 851,88	54,98%	817 000,00	479 152,41	58,65%
6.4 - Affaires juridiques				500,00	500,00	100,00%
6.5 - Moyens généraux	6 214 467,52	5 301 893,99	85,32%	4 111 293,92	2 788 526,74	67,83%
6.6 - Opérations financières	218 955 400,00	192 643 672,93	87,98%	181 588 379,40	178 656 691,09	98,39%
<b>Pilier 6. Administration générale</b>	<b>232 741 067,52</b>	<b>202 554 772,83</b>	<b>87,03%</b>	<b>191 640 333,32</b>	<b>186 532 845,29</b>	<b>97,33%</b>
<b>TOTAL INVESTISSEMENT</b>	<b>1 179 736 814,63</b>	<b>1 069 213 418,90</b>	<b>90,63%</b>	<b>1 189 807 203,40</b>	<b>1 091 802 414,20</b>	<b>91,76%</b>
<b>Total hors gestion active de la dette</b>	<b>1 123 431 414,63</b>	<b>1 039 213 418,90</b>	<b>92,50%</b>	<b>1 189 807 203,40</b>	<b>1 091 802 414,20</b>	<b>91,76%</b>
<b>Total hors gestion des fonds européens et gestion active de la dette</b>	<b>1 027 816 266,63</b>	<b>998 960 571,76</b>	<b>97,19%</b>	<b>1 084 927 066,40</b>	<b>1 031 168 435,27</b>	<b>95,04%</b>
Gestion active de la dette	56 305 400,00	30 000 000,00	53,28%	0,00	0,00	-

# LES DEPENSES

Les principaux secteurs concernés par une diminution du taux de réalisation ou un taux plus faible que la moyenne régionale sont les suivants :

- Les fonds européens : cf partie fonctionnement
- La formation professionnelle : la moindre réalisation résulte du programme « Aérocampus » en raison du retard des travaux de mise en accessibilité des bâtiments.
- L'apprentissage lié à deux opérations :
  - la modernisation du CFA de la chambre des métiers et de l'artisanat d'Agen en raison du retard dans l'exécution des travaux suite à l'augmentation du coût des matériaux et à l'infructuosité du marché des artisans ;
  - la rénovation du CFA de la chambre des métiers et de l'artisanat de Niort en raison d'un retard de facturation indépendant de la collectivité.

Par ailleurs, les équipements des nouveaux bâtiments sont différés en lien avec le retard des travaux.

- L'accompagnement des jeunes : dans le cadre de l'AAP "Equipement des structures partenaires du dispositif Rebond pour l'aide alimentaire des jeunes précaires", un RI a été voté en Séance Plénière de juin 2022, une partie des structures subventionnées ayant répondu à l'APP en fin d'année, les paiements ont été décalés début 2023.
- La politique contractuelle liée aux éléments suivants :
  - Le projet Ferrocampus : report des acquisitions prévues en 2022 et des travaux réhabilitation du site et des achats d'équipements (PIA3 et 4) ;
  - La ruralité : les crédits prévus devaient couvrir la totalité des conventions et arrêtés au titre des AMI Ruralité 2019/2021 se terminant en 2022. Il s'avère qu'un grand nombre de communes ont demandé des prolongations de délais pour des raisons de mise en œuvre difficile (covid + difficultés budgétaires).
- Le foncier, l'habitat, et la politique de la ville : la moindre réalisation concerne d'une part, les crédits prévus pour solder la politique ex-aquitaine RENO'AQT (la plupart des dossiers ont du être réengagés en septembre en raison des délais conventionnels et n'ont pu être soldés en 2022) et, d'autre part, les anciens AAP Habitat innovant en centre bourg dont les demandes de soldes n'ont pas été transmises avant la fin de l'exercice 2022 (elles arrivent depuis janvier 2023).
- Le sport lié au retard dans les opérations de rénovation des lieux d'hébergement des CREPS (Bordeaux et Poitiers).

## LES DEPENSES

- Les infrastructures et transports résultant de plusieurs facteurs :
  - La régénération des lignes ferroviaires :
    - ✓ régénération de Poitiers-Limoges : compte tenu du retard de la phase étude, SNCF Réseau n'a pas appelé le montant prévu ;
    - ✓ modernisation de la section La Rochelle-La Roche-sur-Yon : appels de fonds revus à la baisse en fonction de l'état d'avancement des travaux ;
    - ✓ retard de facturation de SNCF Réseau relative au programme de travaux d'urgence d'infrastructures de la ligne Busseau-Felletin et retard sur la ligne Périgeux-Brive ;
    - ✓ régénération Nexon-Brive : il était prévu une avance pour la phase étude et une avance pour la phase travaux, cependant, en application des conditions générales de SNCF Réseau (paiement des avances sur justificatifs de lancement de phase), seul le lancement de la phase étude a justifié le paiement d'un appel de fonds.
  - Le port de Bordeaux a concentré ses efforts en 2022 sur l'achèvement du terminal à conteneurs de Bassens. L'ensemble des autres opérations a accusé des retards de travaux, notamment sur le développement des capacités de stockage et la réhabilitation de voies ferrées portuaires.
  - Les programmes ferroviaires : retard dans la facturation par SNCF Réseau sur les acquisitions foncières et les travaux préalables relatifs aux AFSB ainsi qu'un retard concernant le projet de renforcement des installations fixes de traction électrique (IFTE) du noeud ferroviaire de Bordeaux ;
  - Les transports mixtes : retard sur l'exécution du marché "équipement points d'arrêts".
- L'Europe et International liés d'une part au retard dans les demandes de paiement du programme LEADER et d'autre part, aux travaux du bâtiment du Mirail (Institut des Afriques), les marchés ont été déclarés infructueux.



# LES DEPENSES

## I. Les dépenses de fonctionnement

Avec un montant de près de 1988 M€, les dépenses de fonctionnement, sont en augmentation de 3,8% par rapport à 2021 (+73 M€).

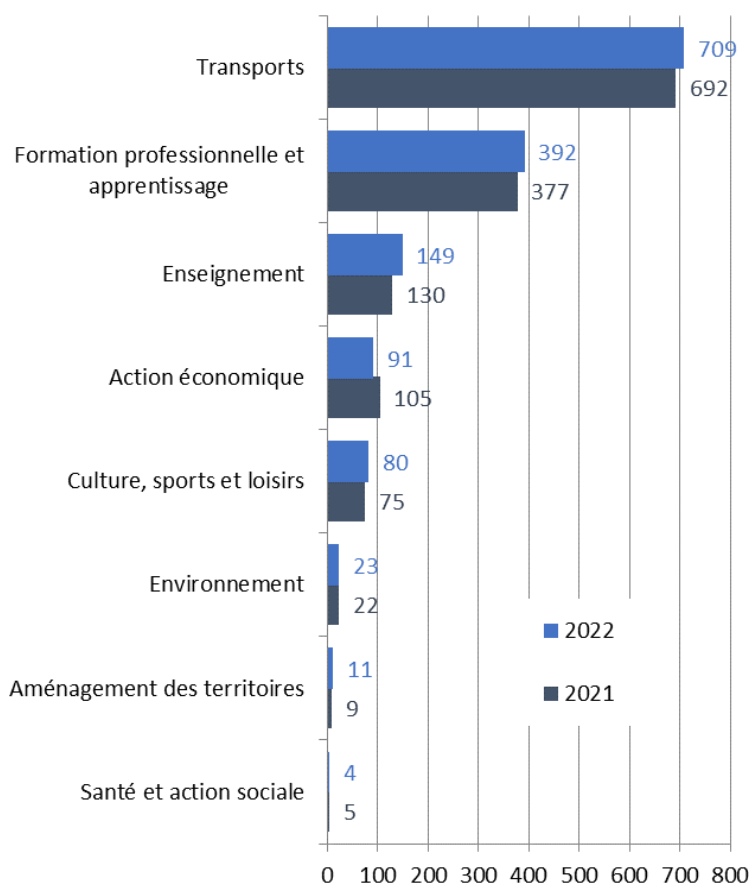
<b>Dépenses de fonctionnement</b>				
<i>en M€</i>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>écart</b>	<b>%</b>
Politiques d'intervention	1414,5	1458,4	43,9	3,1%
Fonds européens + actions interrégionales	21,3	30,6	9,3	43,3%
Charges à caractère général	42,4	44,4	2,0	4,7%
Charges de personnel	390,1	401,6	11,5	3,0%
Charges financières (y compris provisions)	46,7	53,0	6,3	13,4%
<b>Total dépenses de fonctionnement</b>	<b>1 915,1</b>	<b>1 988,0</b>	<b>72,9</b>	<b>3,8%</b>
Total dépenses de fonctionnement (hors fonds européens et gestion active de la dette)	1898,7	1963,4	64,7	3,4%

**Les dépenses d'intervention** s'élèvent à 1 458,4 M€ et représentent 73,4% des dépenses totales de fonctionnement. Elles augmentent de 3,1% en 2022 (+43,9 M€).

Cette augmentation globale comporte à la fois des hausses et des baisses :

- +17 M€ du secteur des transports et plus précisément des transports scolaires et interurbains en raison d'une part de l'actualisation des contrats de transports scolaires et de la hausse des carburants et, d'autre part, d'un retard de la SNCF dans la facturation des abonnements scolaires en 2021 régularisé en 2022 ;
- +15 M€ du secteur de la formation professionnelle liés à d'une part, au dispositif HSP (Habilitation de Service Public) qui atteint son rythme de croisière après un lancement difficile en 2020 du fait de la crise sanitaire et, d'autre part, la poursuite du déploiement de la mise en œuvre du Ségur de la Santé ;
- +19 M€ sur l'enseignement liés aux surcoûts énergétiques dans les lycées ;
- -14 M€ sur l'action économique liés à la sortie du plan de relance 2021 et notamment les chèques e-commerce.

# LES DEPENSES



Le transport (convention TER et transports scolaires) représente 49% des dépenses d'intervention, la formation professionnelle et l'apprentissage 27%, l'enseignement 10% et enfin l'action économique 6%.

en M€	Total Réalisations 2021	CA 2022				
		Total Prévisions	Total Réalisations	écart vs CA 2021	% écart vs CA 2021	% réalisations 2022
Action économique	104,5	92,0	91,3	-13,2	-13%	99%
Aménagement des territoires	8,6	12,7	10,5	1,9	22%	83%
Culture, sports et loisirs	75,5	80,6	80,2	4,7	6%	100%
Enseignement	129,6	150,8	148,9	19,3	15%	99%
Environnement	22,5	23,5	23,0	0,6	2%	98%
Formation professionnelle et apprentissage	377,3	408,6	391,9	14,7	4%	96%
Santé et action sociale	4,6	4,8	3,8	-0,9	-18%	79%
Transports	691,9	717,8	708,7	16,8	2%	99%
<b>Politiques d'intervention</b>	<b>1 414,5</b>	<b>1 490,8</b>	<b>1 458,4</b>	<b>43,9</b>	<b>3%</b>	<b>98%</b>

Les **charges à caractère général** regroupent les dépenses de moyens généraux et de fonctionnement de l'institution. En 2022, ces dépenses ont augmenté de 4,7%, s'établissant à 44,4M€. Cette hausse est principalement liée aux dépenses de communication (nombre de journaux supérieur en 2022, rattrapage des redditions non effectuées en 2021 du marché d'achat d'espaces publicitaires et report en 2022 de certains d'événements frappés par des restrictions COVID en 2021) et à la hausse des primes annuelles du nouveau marché d'assurances.

# LES DEPENSES

La part de ces dépenses à caractère général dans les dépenses de fonctionnement est identique à 2021. Elles ne représentent que 2,2%.

Les **charges de personnel**, composées des traitements et charges des personnels (siège et lycées) s'élèvent à 401,6 M€ et connaissent une évolution de +2,9% qui résulte d'un ensemble de facteurs :

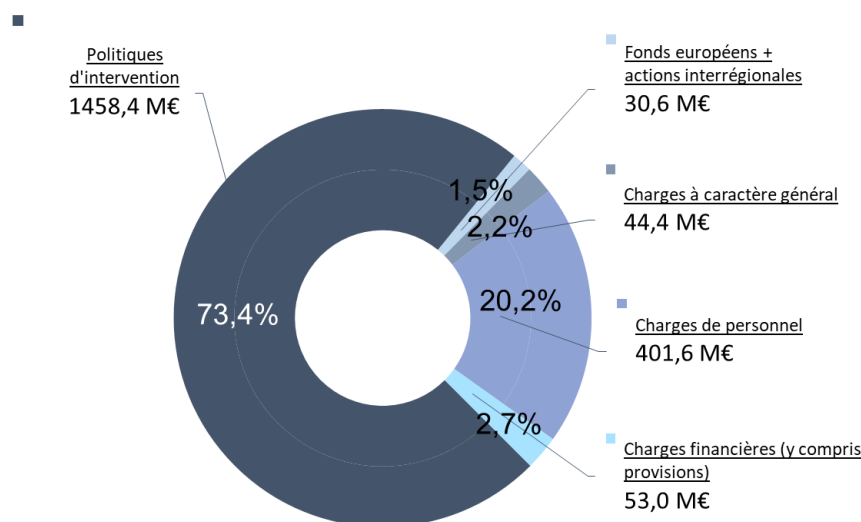
- l'augmentation du point d'indice intervenu à l'été 2022 (représentant une hausse de 5,7 M€) ;
- les revalorisations indiciaires et carrière, suite à la réforme de début 2022 (pour un peu plus de 3 M€) ;
- l'évolution du GVT (représentant environ +2 M€, par rapport à 2021) ;
- les indemnités de fin de contrats courts (IFC), qui se sont accrues de plus de 0,5 M€ par rapport à leur année d'introduction (2021).

Au global, l'évolution s'impose à la collectivité pour plus de 2/3.

Les **charges financières** intègrent principalement les intérêts d'emprunt et les lignes de trésorerie ainsi que les provisions.

La hausse de ce poste (+6,3M€) est liée, d'une part, à l'augmentation générale des taux d'intérêt qui impacte l'encours de dette à taux variable et, d'autre part, à la sécurisation d'une partie de l'encours à taux variable qui engendre des frais financiers supplémentaires sur l'exercice 2022 mais qui permet de se protéger face à des futures hausse de taux.

Les provisions constituées passent, quant à elle, de 9,3 M€ à 9 M€ en 2022. La Région a obligation de constituer une provision dès lors qu'elle constate une créance douteuse et notamment lorsqu'une entreprise détenant une créance tombe en procédure collective.



# LES DEPENSES

## II. Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement réalisées sont en hausse de 5% par rapport à l'année 2021 (+52,6 M€) et constituent un nouveau record de réalisation pour la Nouvelle-Aquitaine. Cette hausse résulte à la fois des politiques d'intervention, des fonds européens et du remboursement du capital de la dette.

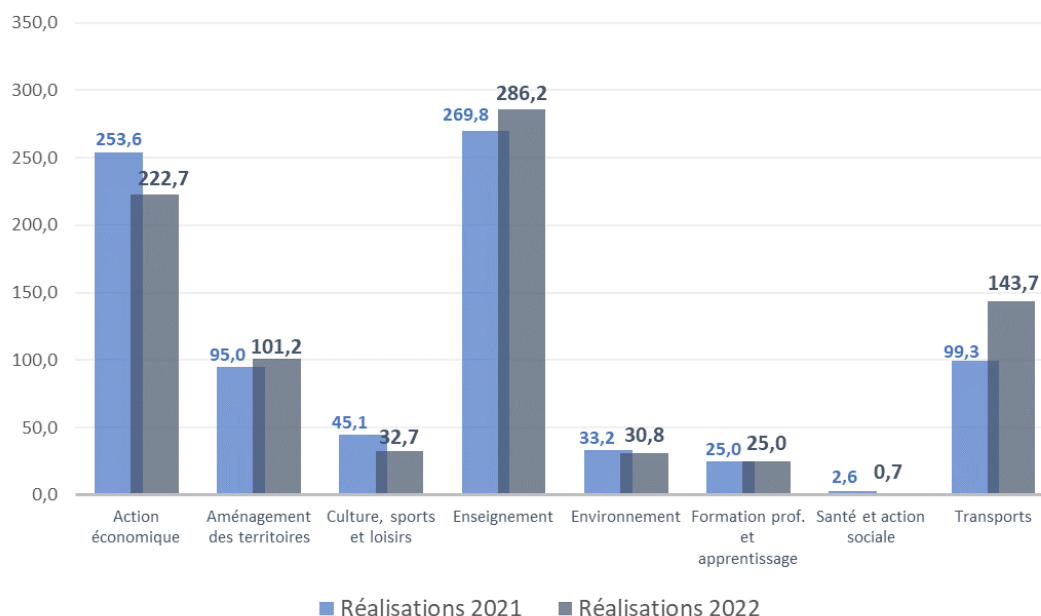
### Dépenses d'investissement

en M€	2021	2022	écart	%
Politiques d'intervention	823,6	843,0	19,4	2%
Fonds européens + actions interrégionales	40,8	61,2	20,4	50%
Charges à caractère général	12,1	10,5	-1,6	-13%
Remboursement du capital de la dette	162,6	177,1	14,4	9%
<b>Total dépenses d'investissement (hors gestion active de la dette)</b>	<b>1039,2</b>	<b>1091,8</b>	<b>52,6</b>	<b>5%</b>
Total dépenses d'investissement (hors fonds européens et gestion active de la dette)	999,0	1031,2	32,2	3%

Avec un montant de 843 M€, les **dépenses d'intervention** représentent 77,2% des dépenses totales d'investissement. Les principaux domaines d'intervention sont :

- L'enseignement (lycées et enseignement supérieur) : 33,9% ;
- L'action économique : 26,4% ;
- Les transports : 17% ;
- L'aménagement du territoire : 12%.

### Les dépenses d'intervention en investissement 2022/2021



## LES DEPENSES

Les dépenses d'action économique s'élèvent à 222,7 M€, en baisse de 30,9 M€ par rapport à 2021. Cette baisse porte essentiellement sur le secteur :

- de la performance industrielle car l'année 2021 a été marquée par le solde du prêt public attribué aux Papeteries de Condat, le paiement de plusieurs dossiers de grandes entreprises et les soldes du plan de relance ;
- de l'ingénierie financière résultant des variations dans les échéanciers des instruments financiers et du versement du solde de fonds rebond en 2021.

Les dépenses d'enseignement, qui s'élèvent à 286,2 M€, sont en progression de 16,4 M€ par rapport à 2021. Cette hausse est liée aux dépenses du PPI lycées 2017-2021 (pour mémoire, 1,3 Md€ ont été engagés au titre de ce PPI).

Les dépenses des transports s'élèvent à presque 144 M€ pour 2022 en hausse de 44,4 M€ par rapport à 2021. Cette augmentation résulte essentiellement de l'acquisition et de la maintenance du matériel roulant, de la Voie Ferrée des Landes et du port de Bayonne pour la restructuration des quais de Blancpignon et du quai Edmond Foy.

en M€	Total Réalisations 2021	CA 2022				
		Total Prévisions	Total Réalisations	écart vs CA 2021	% écart vs CA 2021	% réalisations 2022
Action économique	253,6	223,5	222,7	-30,9	-12%	100%
Aménagement des territoires	95,0	110,5	101,2	6,1	6%	92%
Culture, sports et loisirs	45,1	38,3	32,7	-12,4	-27%	86%
Enseignement	269,8	289,1	286,2	16,4	6%	99%
Environnement	33,2	30,9	30,8	-2,3	-7%	100%
Formation professionnelle et apprentissage	25,0	30,9	25,0	0,0	0%	81%
Santé et action sociale	2,6	0,7	0,7	-1,9	-73%	100%
Transports	99,3	166,2	143,7	44,4	45%	86%
<b>Politiques d'intervention</b>	<b>823,7</b>	<b>890,1</b>	<b>843,0</b>	<b>19,4</b>	<b>2%</b>	<b>95%</b>

Avec un montant de 10,5 M€, les **charges à caractère général** représentent 1% des dépenses totales d'investissement. Elles sont en baisse de 13% (-1,6 M€) en 2022.

Avec un montant de 177,1 M€, **le remboursement du capital de la dette** enregistre une hausse de 9% et représente 16,2% des dépenses totales d'investissement.

# LA GESTION DE LA DETTE ET DE LA TRESORERIE

Par délibération n° 2021.1221.SP du 2 juillet 2021, l'Assemblée a délégué au Président du Conseil Régional, pour la durée du mandat, les pouvoirs en matière de gestion des emprunts et des lignes de trésorerie.

En application des dispositions de l'article L.4221-5 du CGCT, le Conseil Régional est informé des actes pris par le Président dans le cadre de cette délégation.

## Gestion de la dette

L'encours de la dette de la Région Nouvelle-Aquitaine s'élève à 2 827 M€<sup>1</sup> au 31 décembre 2022 dont 37,291 M€ au titre des préfinancements initiaux des Fonds Européens 2014-2020. Compte tenu de l'envolée des prix de l'énergie et d'un effort d'investissement toujours soutenu, la Région a mobilisé 340 M€ de financements en 2022 (-45 M€ par rapport à 2021) tout au long de l'année.

L'année 2022 a été marquée par la plus forte hausse des taux observée depuis 1994 (+300 bps sur les taux longs. Dans ce contexte, nous avons pu mobiliser des financements bancaires (100 M€) sécurisés à des conditions très compétitives dans le cadre de la consultation de septembre 2021. Nous avons ensuite complété notre besoin de financement par des émissions obligataires durant l'été. Après une émission verte inaugurale de 100 M€ en juillet, la Région a émis trois obligations pour un total de 90 M€ aux mois d'août et de septembre. La Région a ensuite complété son besoin de financement avec une consultation bancaire en octobre.

### Financements mobilisés en 2022 (en millions d'euros)

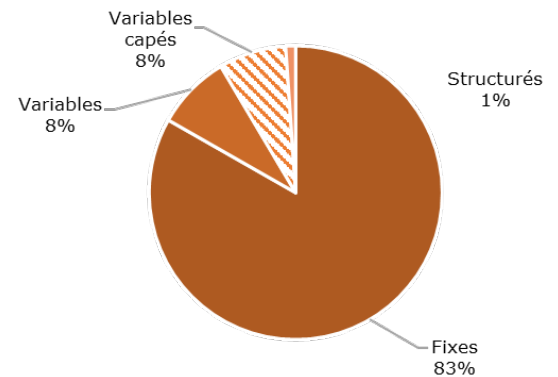
Financement	Date	Montant	Maturité	Conditions financières
Bancaire	Février	1,5 M€	20 ans	Fixe 0,55 %
Bancaire	Février	40 M€	20 ans	Fixe 2,55%
Bancaire	Mars	13,5 M€	20 ans	Fixe 0,55 %
Bancaire	Mars	35 M€	20 ans	0,83%
Bancaire	Mars	10 M€	20 ans	0,57%
Obligataire	Juillet	100 M€	20 ans	Fixe 2,361%
Obligataire	Août	20 M€	18 ans	Fixe 2,194 %
Obligataire	Septembre	40 M€	12 ans	Fixe 2,748%
Obligataire	Septembre	30 M€	13 ans	Fixe 2,763 %
Bancaire	Octobre	50 M€	20 ans	2,95%
<b>Total</b>		<b>340 M€</b>		

Ainsi le recours à l'emprunt a été de 340 M€ en 2022 pour un montant de remboursement contractuel de la dette de 177,1 M€. Le stock de dette a connu une évolution de +167,5 M€, soit une augmentation plus faible que celle observée en 2021 (+235 M€).

<sup>1</sup> Au budget principal

# LA GESTION DE LA DETTE ET DE LA TRESORERIE

Malgré le contexte de très forte remontée des taux, la Région a obtenu des conditions de financements inférieures à 3% tout au long de l'année 2022. En outre, la région a mis en place une stratégie de fixation. Dans le contexte de hausse des taux d'intérêts depuis le début de l'année 2022, la Région a mis en place une sécurisation de ses plus gros emprunts à taux variables pour limiter l'impact de la hausse des taux (voir ci-après). C'est ainsi que la part des financements à taux fixes ou variables capés atteint 91% de l'encours fin 2022 contre 80% au 1er janvier 2022. Cette stratégie a permis de limiter la hausse du taux moyen qui atteint 1,92% au 31/12/2022 contre 1,51% au 31/12/2021;



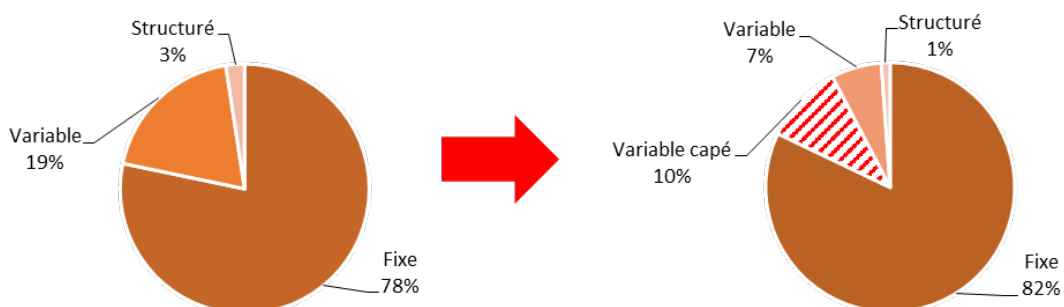
Dans le cadre de la stratégie de fixation de l'encours à taux variable de la Région (qui représentait 20% de l'encours total au début de l'année 2022), nous avons procédé le **19 juillet 2022** à la fixation de sept emprunts à taux variable pour un total de **328 M€** (soit près de 60% de l'encours à taux variable).

En particulier :

- Fixation d'un **emprunt à taux variable d'un montant de 49 375 000€ à un taux fixe de 2,55%** ;
- **Plafonnement (via l'achat d'option de plafonnement) de six emprunts à taux variable** pour un montant total de 278 500 000€.

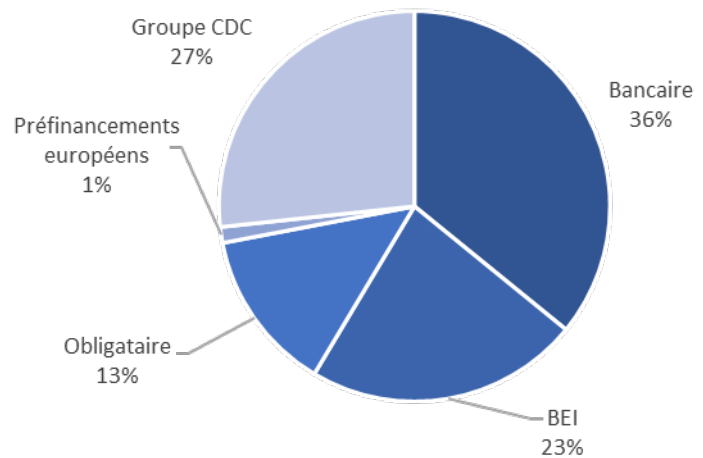
Cette fixation permet de faire passer la part des emprunts à taux variable (sans couverture) de 20% à 7% et de limiter les risques face à la remontée des taux. Les 7% d'encours variable qui demeurent ont une durée de vie résiduelle faible ou avec des paramètres de sécurisation plus complexe (soulte importante)

## Profil de dette de la Région avant et après la fixation – septembre 2022



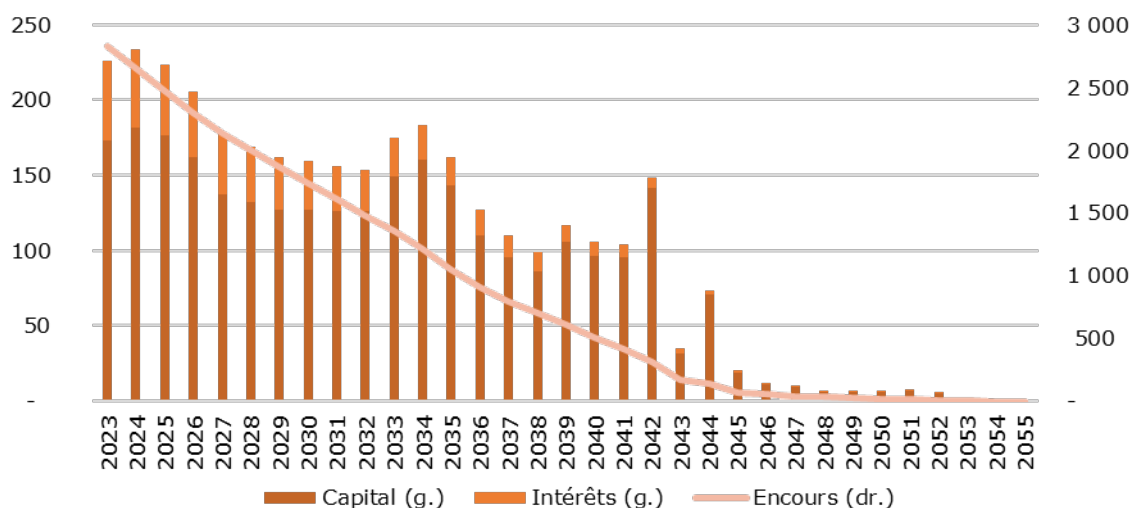
# LA GESTION DE LA DETTE ET DE LA TRESORERIE

Les banques commerciales (en incluant le groupe CDC) demeurent les principales sources de financement de la Région. Elles représentent 63% de l'encours de dette. Néanmoins, la Banque Européenne d'Investissement (BEI), qui détient 23% de notre encours, constitue aussi un partenaire privilégié de la Région. Enfin, le financement obligataire représente aujourd'hui 13% de notre encours, avec une part croissante d'obligations vertes, sociales ou durables.



Au 31 décembre 2022, le profil d'extinction de la dette et les échéances futures d'annuité de la dette (hors financements nouveaux) se présentent comme suit :

## Profil d'amortissement de la dette régionale au 31/12/2022 (en millions d'euros)



Le profil d'extinction de la dette de la Nouvelle-Aquitaine est marqué par :

- Des pics dans le profil liés au remboursement in fine des 12 emprunts obligataires émis par la Région depuis 2021 ;
- Un pic en 2024 et 2025 d'autre part, qui correspond au remboursement in fine des préfinancements européens des programmes opérationnels des Fonds Européens.

La Région tient compte de son profil d'amortissement lors des consultations bancaires et obligataires avec pour objectif de lisser au maximum les échéances.

La capacité de désendettement de la dette qui passe de 5,63 années en 2021 à 6,2 années en 2022, reste inférieure à 9 années.







# LA GESTION DE LA DETTE ET DE LA TRESORERIE

## Gestion des lignes de trésorerie

La gestion de la trésorerie est au cœur de la stratégie financière de la Région car elle permet d'assurer à la fois la bonne exécution du budget et de faire le lien avec la stratégie de financement à long terme.

La Région disposait au cours de l'année 2022 de lignes de trésorerie pour un total disponible de 250 millions d'euros. Ces lignes ont été renouvelées au cours de l'été 2022 à des conditions financières moins attractives qu'en 2021 compte tenu de la hausse des taux. Compte tenu des montants, il a été nécessaire de contractualiser avec plusieurs banques pour atteindre le montant de 250 M€.

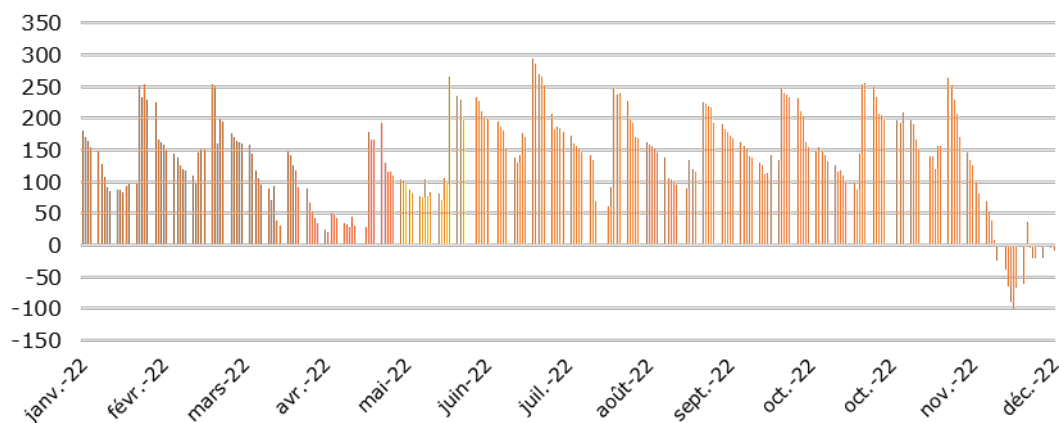
### Lignes de trésorerie de la Région en 2022

Banque	Montant	Utilisation 2022	Conditions financières
	100 M€	0 M€	€STR + 0,95%
	50 M€		€STR + 0,34%
	50 M€		€STR + 0,15%
	50 M€		T13M + 0,18%

La Région dispose également d'un programme de NEU CP (ex billets de trésorerie) avec un plafond de 500 M€ mis en place en juin 2022.

Nous n'avons pas utilisé nos lignes de trésorerie 2022 (contre 26,9 millions d'euros en 2021) compte tenu de la mobilisation importante d'emprunts sur les huit premiers mois de l'année (210 M€) et de l'émission d'un NEU CP de 50 M€ pour une durée d'un mois entre juin et juillet pour bénéficier de la dernière fenêtre de taux négatifs.

### Utilisation des lignes de trésorerie en 2022 et solde 515<sup>2</sup> hors instruments de trésorerie et mouvements de dette (en millions d'euros)



<sup>2</sup> Le compte 515 est le compte au Trésor géré par le payeur Régional qui retrace les flux journaliers de trésorerie

# LA PLURIANNUALITE

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable M71, un bilan de la gestion pluriannuelle doit être présenté à l'occasion du vote du compte administratif. Le détail des données analysées ci-après est consultable dans les annexes C7 et C8 du document comptable.

## Analyse du stock au 31 décembre 2022

Ayant pour objectif d'améliorer la visibilité financière de la collectivité à moyen terme, cette analyse du stock des engagements au 31 décembre 2022 distingue deux notions :

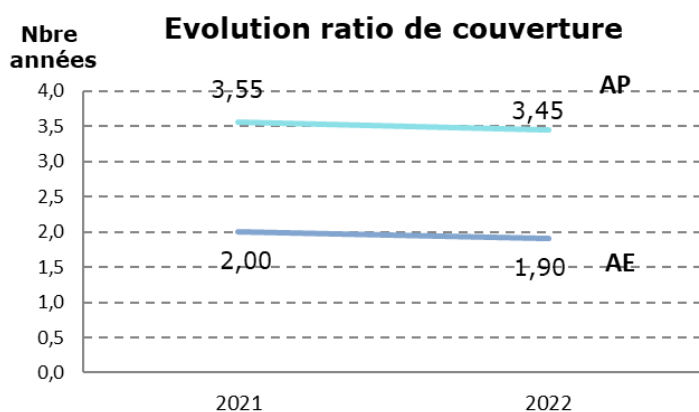
- les autorisations de programme (AP) et autorisations d'engagement (AE) restant à mandater (affectées et non mandatées),
- les AP et AE disponibles (libres d'emploi), c'est-à-dire ouvertes et non affectées.

## Les montants affectés et non mandatés

Les montants ci-dessous correspondent aux AP/AE affectées et non mandatées millésimées des exercices antérieurs, cumulés des montants affectés et non mandatés de l'exercice 2022.

	Stock au 01/01/2022	Montants votés dans l'année 2022	Flux affectés dans l'année	Montants affectés annulés (DM)	Stock affecté restant à financer	CP mandatés sur 2022	% CP mandatés sur stock antérieur à 2022	Stock au 31/12/2022
Autorisation de programme	3 112	1 582	1 074	120	4 066	914	44%	3 152
Autorisation d'engagement	2 807	1 867	1 589	169	4 227	1 456	49%	2 771
<b>TOTAL</b>	<b>5 919</b>	<b>3 449</b>	<b>2 663</b>	<b>289</b>	<b>8 293</b>	<b>2 370</b>	<b>47%</b>	<b>5 923</b>

Le stock total se stabilise avec +4 M€, soit une légère hausse de 0,06%. Le stock d'AP enregistre une hausse de 1,28% (+40 M€) et le stock d'AE baisse de 1,29% (-36 M€).



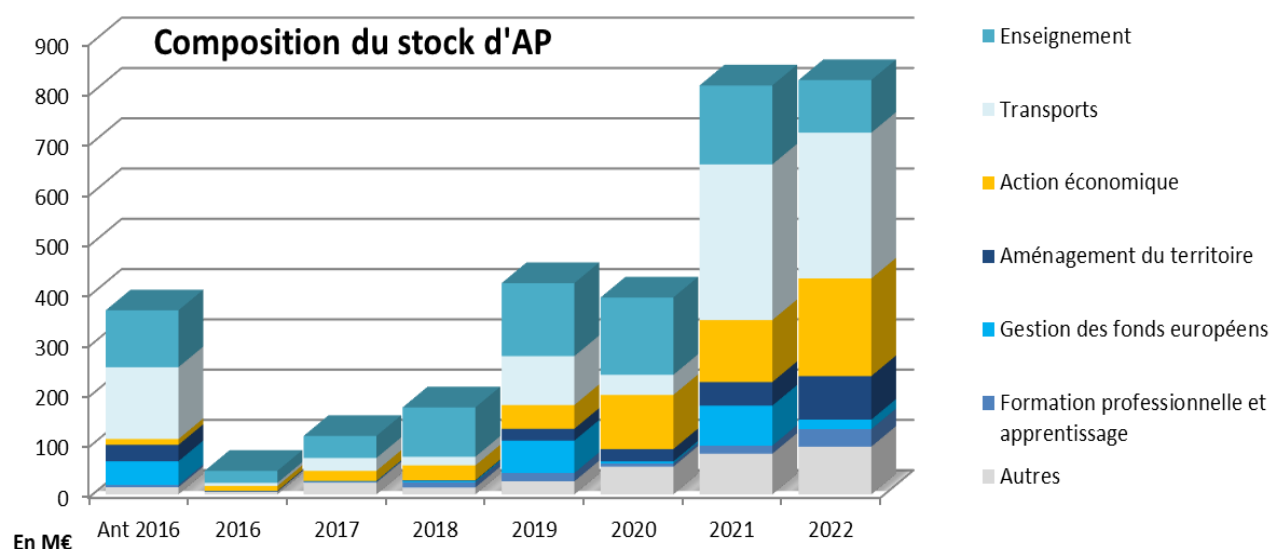
Du rapport entre le stock d'autorisations restant à mandater et les crédits mandatés sur 2022, résulte le ratio de couverture.

Cet indicateur, exprimé en nombre d'années, mesure la capacité de la collectivité à honorer ses engagements pluriannuels.

En 2022, ce ratio enregistre une légère diminution tant en AP qu'en AE.

# LA PLURIANNUALITE

## Détail des activités et des millésimes composant le stock d'AP



Le stock d'AP est principalement constitué des AP antérieures à 2016 (dont 60% millésimées 2015), 2019, 2020, 2021 et 2022.

Pour 2015, cela coïncide avec l'ouverture et l'affectation préventive de crédits à la veille de la fusion des trois anciennes régions.

Pour l'exercice 2019, les AP concernent le PPI n°1 lycées, les transports (impacts de la nouvelle convention TER, certaines dépenses de fonctionnement, en réalité des travaux, ont été désormais imputées en investissement) et les fonds européens.

Les AP de l'exercice 2020 sont principalement concernées par le PPI n°1 lycées et l'action économique (ingénierie financière et performance industrielle).

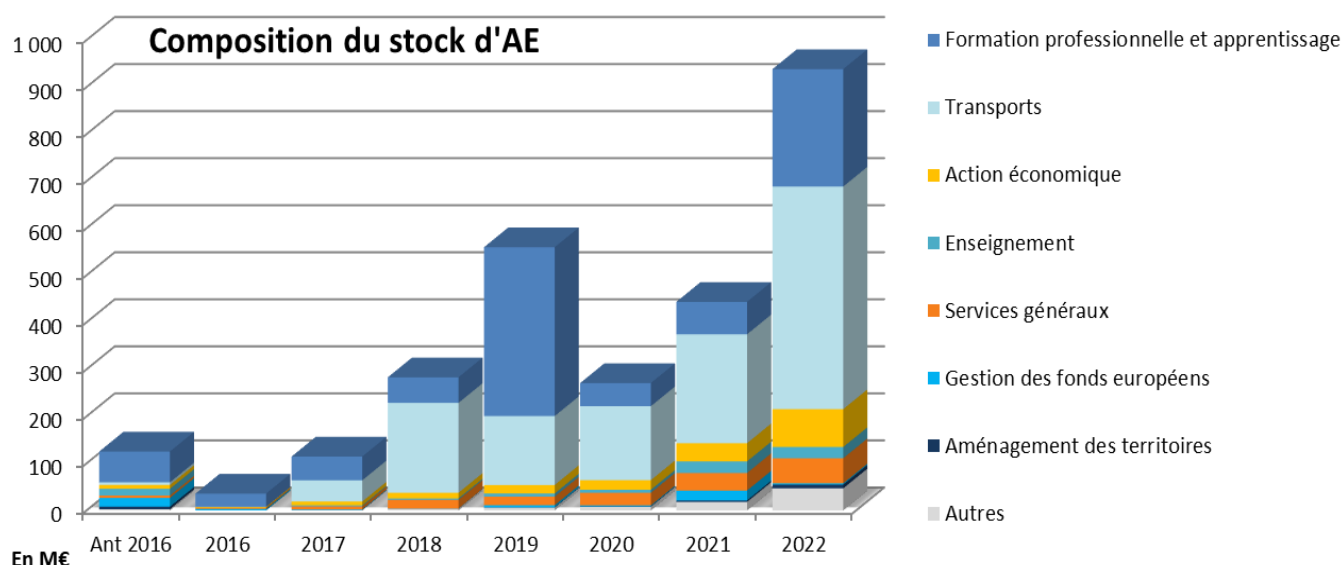
Concernant les AP 2021, elles sont impactées, comme 2019 et 2020, par le PPI n°1 lycées, les transports (maintenance matériel roulant/rénovation des rames), l'action économique (performance industrielle et agriculture avec le Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitation) et les fonds européens.

Les AP 2022 sont essentiellement composée des transports (modernisation du parc matériel et RER Métropolitain) et de l'action économique (Flying Whales, démarrage CPER Recherche 2021-2027 et réhabilitation du patrimoine Condorcet). L'exercice 2022 marque, également, le lancement du PPI n°2 lycées.

Les trois secteurs prépondérants sont les transports, l'enseignement et l'action économique. Ces trois secteurs représentent respectivement 29,5%, 26,6% et 17,2% du stock total.

# LA PLURIANNUALITE

## Détail des activités et des millésimes composant le stock d'AE



Le stock d'AE est composé majoritairement des AE millésimées 2019, 2021 et 2022.

Deux secteurs sont prépondérants : la formation professionnelle, l'apprentissage et les transports représentent 79% du stock total. Leur stock est principalement composé d'AE ouvertes et affectées au titre de marchés pluriannuels (formation, transports interurbains et transports scolaires).

En ce qui concerne 2019, des AE ont été ouvertes pour le PACTE.

Les AE de l'exercice 2022 des transports résultent des transports interurbains hors transports à la demande pour un renouvellement de CSP (département de la Charente-Maritime) et des transports scolaires pour le renouvellement des marchés du département de la Gironde et le renouvellement de la convention AO2 tous sites. Ces AE varient en fonction des périmètres à renouveler.

Les AE de l'exercice 2022 de la formation professionnelle résultent de la reconduction et la prolongation de l'offre de formation (HSP socle et 1er niveau de qualification, marchés de formation) votées lors de la séance plénière du 20 juin 2022 en lien avec la prolongation du PACTE en 2023.

## Les montants disponibles ou libres d'emplois

En M€	Montants disponibles au 1er janv. 2022	Flux disponible dans l'année	Montants disponibles au 31 déc. 2022
Autorisation de programme	385	542	927
Autorisation d'engagement	184	270	454
<b>TOTAL</b>	<b>569</b>	<b>812</b>	<b>1381</b>

Les AP et AE votées en 2022 non affectées, et maintenues ouvertes au-delà de la clôture de l'exercice s'élèvent à 812 M€.

Elles correspondent aux AP et AE des PO et des CPER.

# LE BILAN ET LA SITUATION PATRIMONIALE (BUDGET PRINCIPAL)

Le bilan présente la situation patrimoniale de la Région. Il est composé de deux parties, l'actif et le passif.

A l'actif, on trouve les emplois, c'est-à-dire les biens et valeurs appartenant à la Région. Le passif comprend les ressources c'est-à-dire les moyens dont dispose la Région pour financer ses emplois.

La situation patrimoniale de la collectivité est présentée dans la première partie du compte de gestion tenu par le comptable public.

**Le total du bilan fin 2022 s'élève à 9,984 milliards d'euros.**

<b>ACTIF NET (*) (M€)</b>		<b>PASSIF (M€)</b>	
Immobilisations incorporelles	3 615,233	Dotations, fonds globalisés d'investissement, subventions	1 904,801
Immobilisations corporelles	5 456,784	Réserves	8 616,977
Immobilisations financières	364,451	Neutralisations des amortissements et différences sur réalisations d'immobilisations	-4 234,984
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>9 436,468</b>	Report à nouveau	202,543
		Résultat de l'exercice	377,832
		Droits de l'affectant, du remettant, du concédant, de l'affermant	94,154
		<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>6 961,321</b>
		<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>5,920</b>
Créances	389,826	Dettes financières à long terme	2 841,225
Opérations pour compte de tiers	156,300	Opérations pour compte de tiers	54,394
Disponibilités	217,156	Autres dettes, fournisseurs	84,366
Autres actifs circulants	-	<b>TOTAL DETTES</b>	<b>2 979,985</b>
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>546,126</b>	<b>COMPTES DE REGULARISATIONS</b>	<b>37,495</b>
<b>COMPTES DE REGULARISATIONS</b>	<b>2,128</b>	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>9 984,722</b>
<b>TOTAL ACTIF NET</b>	<b>9 984,722</b>		

(\*) déduction faite des amortissements

# LE BILAN ET LA SITUATION PATRIMONIALE (BUDGET PRINCIPAL)

## ANALYSE DE L'ACTIF

L'actif de la Région est de **9 984,722 M€**.

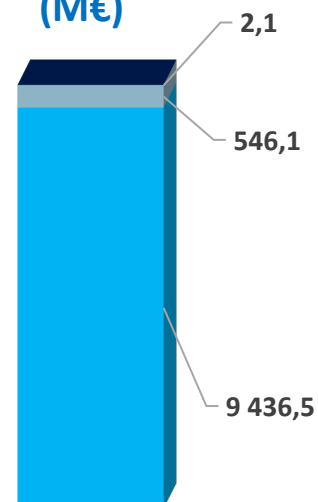
**L'actif immobilisé (9 436,5 M€)** est prédominant dans la composition de l'actif de la Région et comprend :

- ✓ Les immobilisations incorporelles (3 615,233 M€), qui sont essentiellement composées de subventions d'équipement versées (3 593,291 M€) ;
- ✓ Les immobilisations corporelles (5 456,784 M€) constituées du patrimoine immobilier (terrains et bâtiments), des équipements, du mobilier, des matériels techniques et des véhicules ;
- ✓ Les immobilisations financières qui totalisent 364,451 M€ et comportent notamment les prises de participations et les titres immobilisés détenus par la Région ainsi que les avances consenties par la collectivité.

**L'actif circulant (546,126 M€)** est constitué essentiellement des créances à court terme (154,043 M€), des disponibles sur le compte au trésor (156,300 M€) ainsi que des opérations pour compte de tiers (235,783 M€).

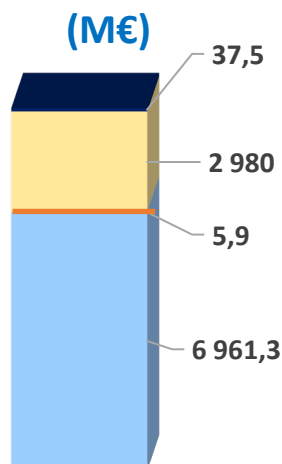
**Les comptes de régularisations (2,128 M€)** concernent essentiellement les indemnités de renégociation de la dette.

## L'ACTIF DE LA REGION (M€)



- COMPTES DE REGULARISATIONS
- ACTIF CIRCULANT
- ACTIF IMMOBILISE

## LE PASSIF DE LA REGION (M€)



- COMPTES DE REGULARISATIONS
- DETTES
- PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES
- FONDS PROPRES

## ANALYSE DU PASSIF

Avec **6 961,321 M€**, les fonds propres, qui constituent les ressources non empruntées de la collectivité, représentent la majeure partie du passif de la Région.

**Les fonds propres** sont principalement constitués :

- ✓ Des réserves, c'est-à-dire du cumul des résultats annuels affectés à l'investissement (8 616,977 M€) ;
- ✓ Des subventions et autres recettes propres d'investissement (FCTVA, Fonds européens, DRES, fonds de concours reçus) pour un montant de 1 904,801 M€
- ✓ De la neutralisation des amortissements et des différences sur réalisations d'immobilisations qui viennent en diminution (-4 234,984 M€).

**Les dettes** s'élèvent à **2 979,985 M€**. Elles comprennent les dettes financières à long terme, les opérations pour compte de tiers et les dettes à court terme.

# LES BUDGETS ANNEXES

Le budget général de la Région Nouvelle-Aquitaine est composé d'un budget principal et de quatre budgets annexes, à savoir :

## I. Budget annexe « CINEMA »

Le budget annexe du service public administratif « cinéma » est voté par nature dans le cadre de l'instruction budgétaire et comptable M71.

Pour l'exercice 2022, les dépenses s'établissent à **0,149 M€** et les recettes à **0,212 M€**.

en M€	Dépenses			Recettes		
	Réelles et mixtes	Ordre	Total	Réelles et mixtes	Ordre	Total
<b>Investissement</b>		30 000,00	30 000,00	105 962,41	70 918,00	176 880,41
<b>Fonctionnement</b>	48 055,03	70 918,00	118 973,03	4 800,00	30 000,00	34 800,00
<b>Total réalisations</b>	48 055,03	100 918,00	148 973,03	110 762,41	100 918,00	211 680,41

Le résultat global de clôture présente un excédent comptable de **0,145 M€** se décomposant en un solde d'investissement positif de 0,096 M€ et un excédent de fonctionnement de 0,049 M€.

	Mandats émis	Titres émis	Résultat comptable 2022	Résultat comptable N-1	Résultat comptable	opération d'ordre non budgétaire	Résultat global de clôture
<b>Investissement</b>	30 000,00	176 880,41	146 880,41	-50 962,41	95 918,00	0,00	95 918,00
<b>dont c/1068</b>		50 962,41					
<b>Fonctionnement</b>	118 973,03	34 800,00	-84 173,03	132 766,48	48 593,45	0,00	48 593,45
<b>Total réalisations</b>	148 973,03	211 680,41	62 707,38	81 804,07	144 511,45	0,00	144 511,45

## II. Budget annexe « FONDS EUROPEENS »

La régie « fonds régional européen » est une régie à autonomie financière créée le 1<sup>er</sup> janvier 2013 dont l'objectif principal est de gérer l'ensemble des programmes européens de la période 2014/2020 (FEDER / FSE / FEADER / FEAMP). Le budget annexe qui s'y rattache est voté par fonction dans le cadre de l'instruction budgétaire et comptable M71.

Pour l'exercice 2022, les dépenses s'établissent à **278,38 M€** et les recettes à **284,83 M€**.

en M€	Dépenses			Recettes		
	Réelles et mixtes	Ordre	Total	Réelles et mixtes	Ordre	Total
<b>Investissement</b>	85 967 321,49	82 657 793,13	168 625 114,62	92 630 992,91	85 670 775,17	178 301 768,08
<b>Fonctionnement</b>	24 082 460,38	85 670 775,17	109 753 235,55	23 870 613,85	82 657 793,13	106 528 406,98
<b>Total réalisations</b>	110 049 781,87	168 328 568,30	278 378 350,17	116 501 606,76	168 328 568,30	284 830 175,06

## LES BUDGETS ANNEXES

Le résultat de clôture présente un excédent comptable de **52,6 M€** se décomposant en un solde d'investissement positif de 60,8 M€ et un solde de fonctionnement négatif de 8,2 M€.

	Mandats émis	Titres émis	Résultat 2022	Résultat N-1	Résultat ou solde
<b>Investissement</b>	168 625 114,62	178 301 768,08	9 676 653,46	51 120 688,89	60 797 342,35
<b>dont c/1068</b>					
<b>Fonctionnement</b>	109 753 235,55	106 528 406,98	-3 224 828,57	-4 980 861,67	-8 205 690,24
<b>Total réalisations</b>	<b>278 378 350,17</b>	<b>284 830 175,06</b>	<b>6 451 824,89</b>	<b>46 139 827,22</b>	<b>52 591 652,11</b>

### III. Budget annexe « AGENCE REGIONALE DE L'INNOVATION »

Le budget annexe du service public administratif « Agence Régionale de l'Innovation » est voté par fonction dans le cadre de l'instruction budgétaire et comptable M71.

Pour l'exercice 2022, les dépenses s'établissent à **0,109 M€** et les recettes à **0,141 M€**.

en M€	Dépenses			Recettes		
	Réelles et mixtes	Ordre	Total	Réelles et mixtes	Ordre	Total
<b>Investissement</b>	0,00	51 717,00	51 717,00	37 695,61	51 717,02	89 412,63
<b>Fonctionnement</b>	5 831,00	51 717,02	57 548,02	0,00	51 717,00	51 717,00
<b>Total réalisations</b>	<b>5 831,00</b>	<b>103 434,02</b>	<b>109 265,02</b>	<b>37 695,61</b>	<b>103 434,02</b>	<b>141 129,63</b>

Le résultat de clôture présente un excédent comptable de **0,992 M€** se décomposant en un solde d'investissement positif de 0,863 M€ et un excédent de fonctionnement de 0,129 M€.

	Mandats émis	Titres émis	Résultat 2022	Résultat N-1	Résultat ou solde
<b>Investissement</b>	51 717,00	89 412,63	37 695,63	825 374,95	863 070,58
<b>dont c/1068</b>					
<b>Fonctionnement</b>	57 548,02	51 717,00	-5 831,02	135 116,19	129 285,17
<b>Total réalisations</b>	<b>109 265,02</b>	<b>141 129,63</b>	<b>31 864,61</b>	<b>960 491,14</b>	<b>992 355,75</b>

### IV. Budget annexe « PRODUCTION D'ENERGIE PHOTOVOLTAÏQUE »

Le budget annexe du service public industriel et commercial de « Production d'énergie photovoltaïque » est voté par nature dans le cadre de l'instruction budgétaire et comptable M4. Ce budget est assujéti de plein droit à la TVA.



# LES BUDGETS ANNEXES

Pour l'exercice 2022, les dépenses s'établissent à **0,177 M€** et les recettes à **0,146 M€**.

en M€	Dépenses			Recettes		
	Réelles et mixtes	Ordre	Total	Réelles et mixtes	Ordre	Total
<b>Investissement</b>	76 722,97		76 722,97		78 937,00	78 937,00
<b>Fonctionnement</b>	21 428,12	78 937,00	100 365,12	67 476,21		67 476,21
<b>Total réalisations</b>	<b>98 151,09</b>	<b>78 937,00</b>	<b>177 088,09</b>	<b>67 476,21</b>	<b>78 937,00</b>	<b>146 413,21</b>

Le résultat de clôture présente un excédent comptable de **0,174 M€** se décomposant en un solde d'investissement positif de 0,085 M€ et un excédent de fonctionnement de 0,089 M€.

	Mandats émis	Titres émis	Résultat 2022	Résultat N-1	Résultat ou solde
<b>Investissement</b>	76 722,97	78 937,00	2 214,03	82 699,72	84 913,75
<b>dont c/1068</b>					
<b>Fonctionnement</b>	100 365,12	67 476,21	-32 888,91	122 033,71	89 144,80
<b>Total réalisations</b>	<b>177 088,09</b>	<b>146 413,21</b>	<b>-30 674,88</b>	<b>204 733,43</b>	<b>174 058,55</b>

# LES RATIOS

Les données synthétiques sur la situation de la Région comme le prévoit les articles L4313-2 et R4313-1 du C.G.C.T.

Pour le calcul des ratios, la population prise en compte est celle référencée dans le décret annuel authentifiant les chiffres des populations, soit respectivement :

- En 2021 : 6 148 663 habitants (populations légales 2019 authentifiées par le décret n° 2021-1946 du 31 décembre 2021) ;
- En 2022 : 6 171 721 habitants (populations légales 2020 authentifiées par le décret n° 2022-1702 du 29 décembre 2022).

RATIOS DE NIVEAU	2021	2022
<b>Ratio 1</b> : Dépenses réelles de fonctionnement / Habitant	315,03 €	326,91 €
<b>Ratio 2</b> : Produit des Impositions directes / Habitant *	25,14 €	12,89 €
<b>Ratio 3</b> : Recettes Réelles de Fonctionnement / Habitant	391,89 €	400,78 €
<b>Ratio 4</b> : Dépenses d'Equipement Brut / Habitant	48,07 €	52,39 €
<b>Ratio 5</b> : Encours de la Dette / Habitant	432,53 €	458,06 €
<b>Ratio 6</b> : Dotation Globale de Fonctionnement/ Habitant	sans objet	sans objet

\* Le produit des impositions directes comptabilise les impôts locaux inscrits au compte 731. La diminution de ce ratio, en 2022, est la conséquence de l'intégration du FNGIR (comptabilisée au compte 73121) dans la fraction du produit de TVA (comptabilisée au compte 7331).

RATIOS DE STRUCTURE	2021	2022
<b>Ratio 7</b> : Dépenses de Personnel / Dépenses réelles de fonctionnement	20,1%	19,9%
<b>Ratio 9</b> : Dépenses réelles de fonctionnement + Remboursement annuel de la dette en capital / Recettes réelles de fonctionnement	87,1%	88,7%
<b>Ratio 10</b> : Dépenses d'équipement Brut / Recettes réelles de fonctionnement	12,3%	13,1%
<b>Ratio 11</b> : Encours de la dette / Recettes réelles de fonctionnement	110,4%	114,3%

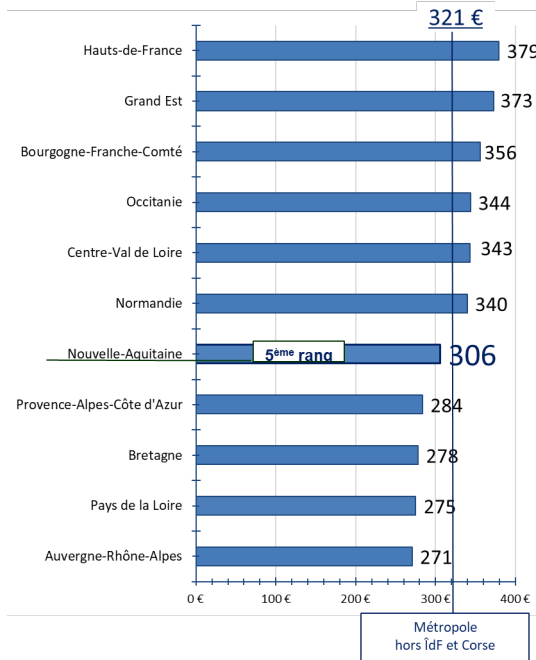
# LES COMPARAISONS REGIONALES

Source : DGCL « les Finances des régions en 2021 » - données DGFIP INSEE (population totale en 2021 – année de référence 2018)

## DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

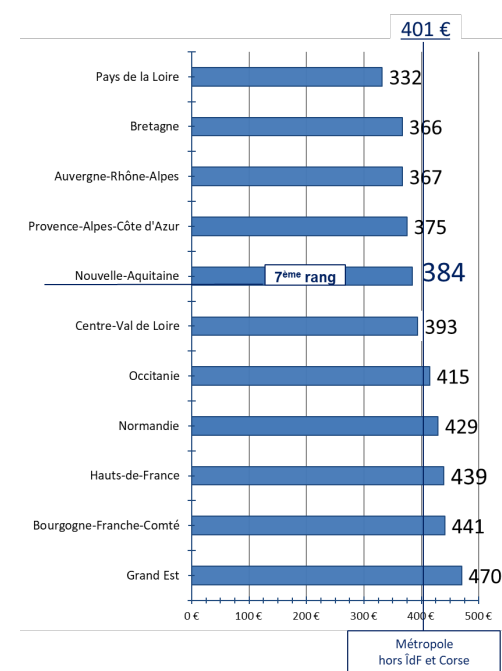
(Hors travaux en régie) /habitant

### Ratio 1



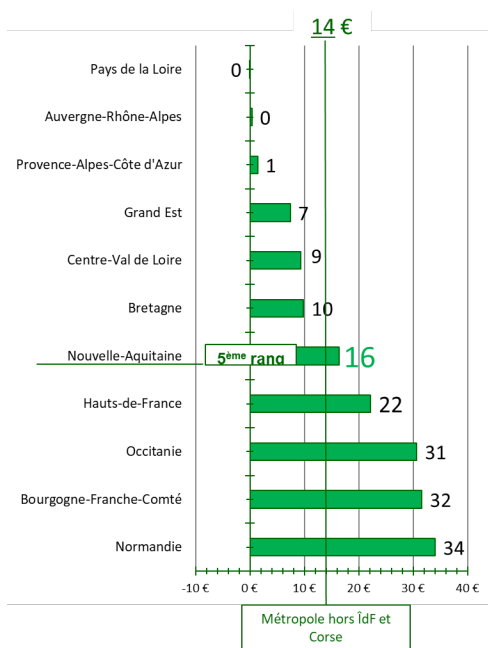
## RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT /habitant

### Ratio 3



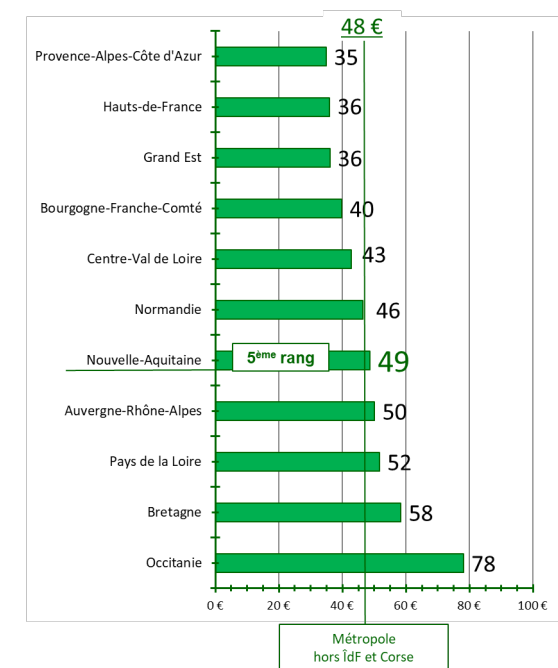
## PRODUIT DES IMPOTS LOCAUX(\*) /habitant

### Ratio 2 bis



## DEPENSES D'ÉQUIPEMENT BRUT(\*) /habitant

### Ratio 4



(\*) Les impôts locaux sont égaux au crédit net des comptes :

- 7311 et 7318 correspondant aux **contributions directes**.
- 7312 (732 en M57) correspondant aux **versements de fiscalité**.
- 7391 (7391, 7392 et 7393 en M57) correspondant aux **prélèvements de fiscalité**.

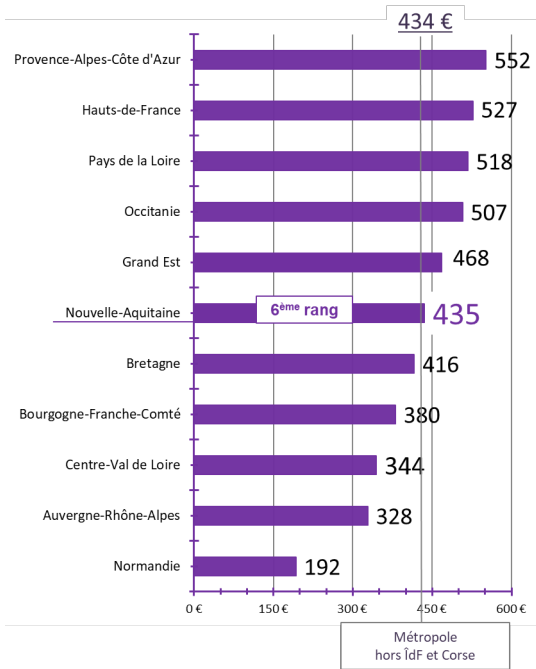
NB : En 2021, la CVAE disparaît compensée par une nouvelle fraction de TVA. Par ailleurs, les versements de fiscalité sont pour certaines régions égaux ou supérieurs aux contributions directes, d'où certains montants du ratio 2bis nuls ou négatifs.

(\*) Pour le calcul de ce ratio, la D.G.C.L. exclut le compte 204 (subventions). Les dépenses d'équipement brut regroupent les comptes 20 (hors subventions), 21 et 23 (respectivement immobilisations incorporelles, immobilisations corporelles, immobilisations en cours).

# LES COMPARAISONS REGIONALES

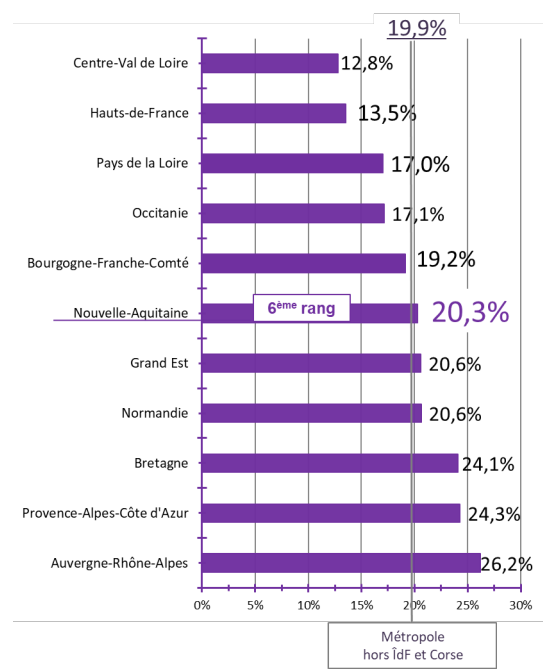
## ENCOURS DE LA DETTE /habitant

Ratio 5



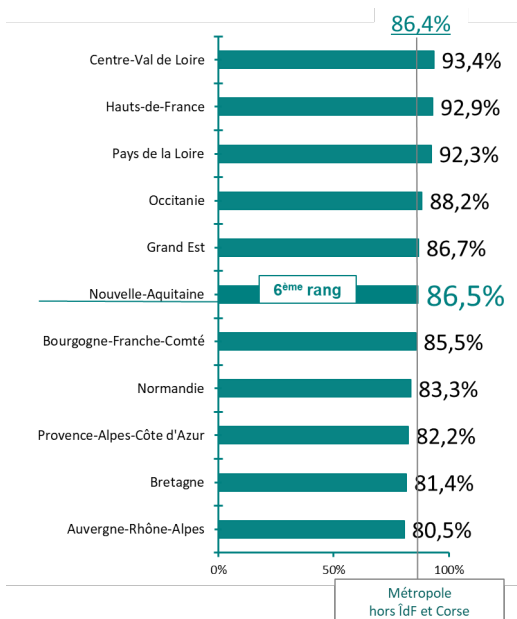
## EPARGNE BRUTE /RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Taux d'épargne brute



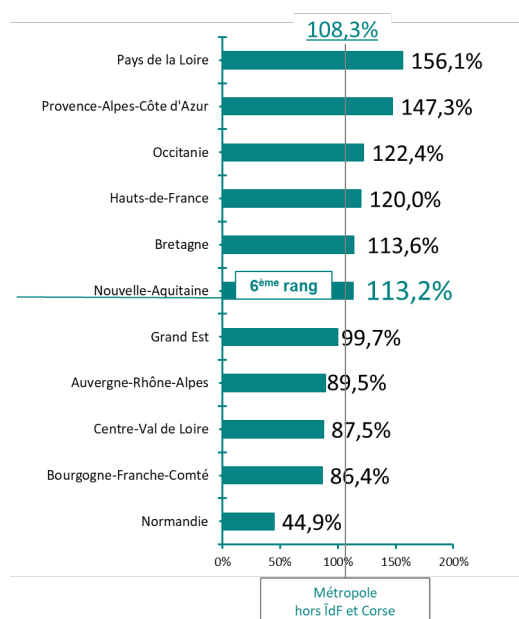
## DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT (hors Travaux en régie) ET REMBOURSEMENT DE LA DETTE EN CAPITAL /RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Ratio 9



## ENCOURS DE LA DETTE / RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Ratio 11



## LA FICHE DE SYNTHÈSE

La modification du contexte macro-économique au cours de l'exercice du fait de l'importante inflation, n'a pas permis la poursuite du rétablissement des ratios financiers. L'année 2022 se caractérise par une légère contraction des équilibres financiers tout en respectant la nouvelle trajectoire budgétaire que la région s'est fixée lors des orientations budgétaires 2023.

Les dépenses globales de la Région Nouvelle-Aquitaine affichent une augmentation de 3,2% par rapport à l'exercice précédent (4,2% hors gestion active de la dette). Elles s'élèvent à 3 080 M€ dont 1 988 M€ au titre de la section en fonctionnement et 1 092 M€ au titre de la section d'investissement.

En contrepartie, les recettes totales hors emprunt, avec un montant de 2 681 M€ (2 444 M€ au titre de la section de fonctionnement et 237 M€ au titre de l'investissement), enregistrent une augmentation de 2,6%.

Les recettes de fonctionnement progressent de 2,4% et s'établissent à 2 443,9 M€. Les dépenses de fonctionnement, avec un montant de 1 988 M€, sont, quant à elles, en augmentation de 3,8%. L'évolution des dépenses de fonctionnement sur un rythme supérieur à celui des recettes de fonctionnement a engendré une légère contraction de l'épargne brute qui enregistre une diminution de 3,5%. Elle s'établit pour 2022 à 456 M€.

La conjugaison du recul de l'épargne brute et de la progression du remboursement en capital de la dette (+9%) conduit à une diminution de l'épargne nette, destinée à l'autofinancement des investissements, de 10%.

En investissement, les dépenses (hors gestion active de la dette et annuité de dette) s'établissent à près de 915 M€, en hausse de 4,4%. Elles représentent 32%<sup>1</sup> des dépenses totales.

L'investissement régional s'est accru ce qui a nécessité un recours à l'emprunt de 340 M€ en 2022 (en baisse par rapport à 2021) car la Région avait décidé de consommer en 2022 une partie de son fonds de roulement pour ne pas trop impacter à la hausse l'endettement régional.

L'encours global de dette a augmenté de 167,5 M€ sur l'exercice pour atteindre 2,83 Mds€ et la capacité de désendettement s'établit à 6,2 ans, en légère augmentation par rapport à 2021 (5,6 ans).

Le résultat de clôture s'établit à 148 M€.

Le taux de réalisation des dépenses totales s'établit 93,8% contre 91,6% en 2021.

Ce taux est de 91,8% en investissement et 94,9% en fonctionnement.

---

<sup>1</sup> 35,5% pour l'ensemble de la section d'investissement, remboursement du capital compris

## LES PARTENAIRES DE LA REGION

La Région est le financeur principal de plusieurs organismes qui apportent, chacun dans leur domaine, une contribution décisive à la réalisation des objectifs politiques de la collectivité.

Parfois dénommées « Agences », ces structures publiques ou privées intègrent dans leur gouvernance des élus représentant la Région dans leurs conseils d'administration, conseils de surveillance et assemblées générales. Elles entretiennent des relations de travail étroites avec les élus et les services régionaux, auxquels elles rendent compte régulièrement de leur activité et de leur situation financière.

Sur la base de ces éléments, des fiches synthétiques ont été réalisées par le pôle Finances, comprenant une partie identité et relations avec la Région, un rappel des financements alloués ces trois dernières années, ainsi qu'une analyse financière sur les 3 derniers exercices.

Une fiche a été réalisée pour les organismes suivants :

- Agence de l'agriculture et de l'alimentation en Nouvelle-Aquitaine (AANA)
- Agence Développement Innovation (ADI)
- Agence A
- Agence Livre, Cinéma et Audiovisuel (ALCA)
- Agence régionale de la biodiversité et Nouvelle-Aquitaine (ARBNA)
- Cap Métiers
- Centre François Mauriac, domaine de Malagar
- Comité Régional du Tourisme
- FRAC Artothèque Limoges
- FRAC Méca Bordeaux
- FRAC Poitou-Charentes Poitiers
- La Maison Nouvelle-Aquitaine à Paris (MNA)
- La Mission des offices de tourisme en Nouvelle-Aquitaine (MONA)
- Nouvelle-Aquitaine mobilités (NAM)
- L'Office artistique de Nouvelle-Aquitaine (OARA)

Identité

Siret 47948027900039  
 Statut juridique Association  
 ETP 21 (CPOM 2019 2021)  
 Site(s) Bordeaux (siège),  
 Président(s) Jean-Pierre RAYNAUD  
 Directeur(rice) Julien TOUEILLE  
 DAF Alexandra Hernandez

Date de création/fusion Créée le 14/12/2016 par la fusion de l'AAPRA, de l'IRQUA et du CREPAL

Missions Une agence pour la qualité, la promotion des produits agricoles et agroalimentaires de Nouvelle-Aquitaine

Relations avec la région

Gouvernance 9,5% d'élus Région  
 4 élus régionaux

Contractualisation CPOM sur 3 ans 2019/2021  
 Convention(s) financière(s) 2021 : 3 267 250€ voté - 2022 : 3 098 732€ voté

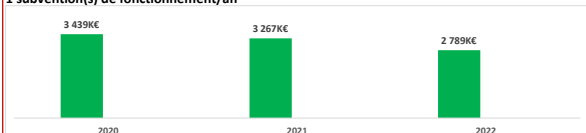
Accompagnement financier de la Région

2022

(Source : Coriols au 28/02/2023)

Montant mandaté en K€

1 subvention(s) de fonctionnement/an



Autres subventions Fonctionnement/Investissement



Commentaires

Les subventions de fonctionnement 2020 et 2021 ont été versées en intégralité. Il reste à verser le solde 2022 (0,3M€).

En complément des subventions de fonctionnement, la structure a perçu 705K€ en 2020 dont 660K€ pour le programme de communication et 44K€ pour l'aide aux salons internationaux.

En 2021, la structure a perçu 40K€ pour le programme de communication.

En 2022, la structure a perçu 63K€ pour l'aide aux salons internationaux.

Analyse financière

Fin 2021

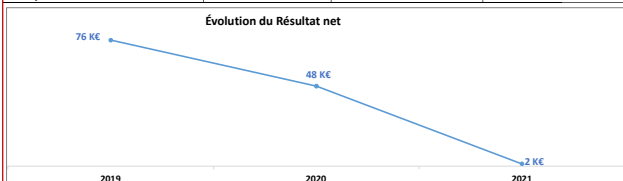
(Source : Comptes certifiés)

Compte de résultat simplifié

En K€	2019	2020	N-1	2021	N-1
<b>Produits d'exploitation</b>	7 150 K€	5 162 K€	-28%	4 778 K€	-7%
Dont subventions d'exploitation	3 663 K€	3 858 K€	+5%	3 502 K€	-9%
<b>Charges d'exploitation</b>	-6 961 K€	-5 110 K€	-27%	-4 672 K€	-9%
Dont Masse salariale	-1 084 K€	-1 103 K€	+2%	-1 028 K€	-7%
Dont services extérieurs	-2 482 K€	-2 317 K€	-7%	-1 875 K€	-19%
<b>Autres produits &amp; charges</b>	-113 K€	-4 K€	-96%	-105 K€	+2434%
<b>Résultat net</b>	76 K€	48 K€	-36%	2 K€	-97%

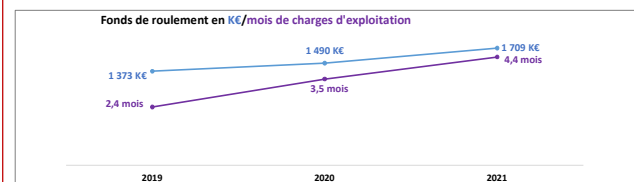
Capacité d'autofinancement

	91 K€	184 K€	+102%	339 K€	+33025%
--	-------	--------	-------	--------	---------

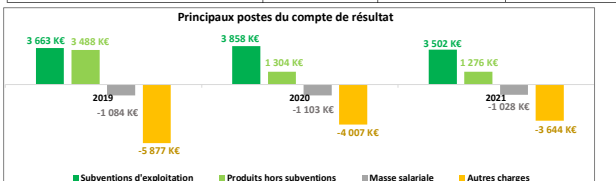


Bilan simplifié

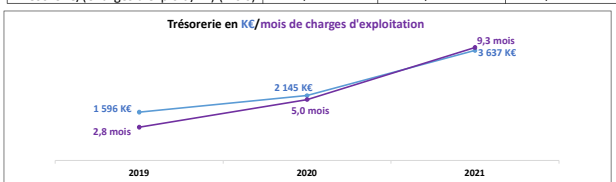
En K€	2019	2020	N-1	2021	N-1
<b>Immobilités</b>	94 K€	157 K€	+67%	133 K€	-15%
<b>Stocks et en-cours</b>	0 K€	0 K€		0 K€	
<b>Créances</b>	1 270 K€	2 065 K€	+63%	2 156 K€	+4%
<b>Trésorerie</b>	1 596 K€	2 145 K€	+34%	3 637 K€	+70%
<b>Autres Actif</b>	632 K€	506 K€	-20%	641 K€	+27%
<b>Actif</b>	3 593 K€	4 873 K€	+36%	6 567 K€	+35%
<b>Capitaux propres</b>	1 162 K€	1 210 K€	+4%	1 212 K€	+0%
<b>Prov. pour risques et charges</b>	305 K€	437 K€	+43%	630 K€	+44%
<b>Dettes financières</b>	0 K€	0 K€		0 K€	+2083%
<b>Dettes exploitation</b>	1 972 K€	2 827 K€	+43%	3 466 K€	+23%
<b>Autres Passif</b>	154 K€	399 K€	+158%	1 259 K€	+216%
<b>Passif</b>	3 593 K€	4 873 K€	+36%	6 567 K€	+35%



Ratios et indicateurs	2019	2020	2021
<b>Résultat net rapporté à l'activité</b>			
Résultat net/Prod.d'exploitation	1%	1%	0%
<b>Dépendance subventions</b>			
Sub.d'exploitation/Prod. d'exploitation	51%	75%	73%
Sub fnt Région/Prod.d'exploitation	45%	67%	68%
<b>Poids de la Masse salariale</b>			
Frais de personnel/Prod. d'exploitation	15%	21%	22%
<b>Poids des services extérieurs</b>			
Serv. extérieurs /Prod. d'exploitation	35%	45%	39%



Ratios et indicateurs	2019	2020	2021
<b>Structure financière</b>			
Fonds propres/Bilan	32%	25%	18%
<b>Capacité de désendettement</b>			
Dettes financières/CAF (années)	0 an(s)	0 an(s)	0 an(s)
<b>Fonds de roulement</b>			
Capitaux permanents-Actif immobilisé	1 373 K€	1 490 K€	1 709 K€
FR/(Charges d'exploit./12) (mois)	2,4 mois	3,5 mois	4,4 mois
<b>Besoin en Fonds de Roulement</b>			
Stocks + Créances - Dettes CT	-224 K€	-654 K€	-1 928 K€
BFR/ (Produits d'exploit./ 12) (mois)	-0,4 mois	-1,5 mois	-4,8 mois
<b>Trésorerie</b>			
Disponibilités + VMP	1 596 K€	2 145 K€	3 637 K€
Trésorerie/(Charges d'exploit./12) (mois)	2,8 mois	5,0 mois	9,3 mois



Commentaires

On observe une baisse globale de l'activité ainsi que des charges d'exploitation du fait du COVID et de la saisonnalité de l'activité sur ces trois dernières années. L'augmentation du niveau de trésorerie à 9 mois de charges d'exploitation est principalement due à la hausse des dettes d'exploitation de +23% par rapport à 2020 (saisonnalité de l'activité, report des salons) et des provisions (+44% vs 2020) sur l'année 2021.

### Identité

**Siret** 82033673300010  
**Statut juridique** Association  
**ETP** 82 (CR conf. de gestion 0722)  
**Site(s)** Principaux sites : Pessac, Limoges, Poitiers, Pau  
 Antennes : Angoulême, La Rochelle et Bidard  
**Président(s)** Alain ROUSSET (conseil de surveillance); Christian HOUEL (Directoire)  
**Directeur(rice)** Vincent Bost  
**DAF** Pascale Canestro

**Date de création/fusion** Créée le 21/04/2016

**Missions** L'ADI a 4 domaines d'actions : l'accompagnement à la transformation des entreprises (1), le développement de filière émergentes (2), l'animation du réseau régional de l'innovation (3), l'attractivité et l'implantation d'activités (4).

### Relations avec la région

**Gouvernance** 22,5% d'élus Région  
9 élus régionaux

**Contractualisation** CPOM sur 3 ans 2023/2025  
**Convention(s) financière(s)** 2021 : 5 900 000€ voté - 2022 : 5 888 000€ voté

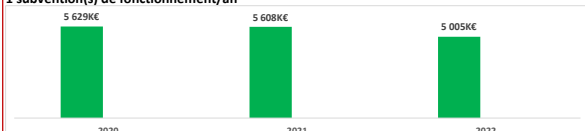
### Accompagnement financier de la Région

2022

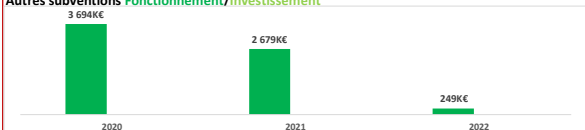
(Source : Coriols au 28/02/2023)

#### Montant mandaté en K€

##### 1 subvention(s) de fonctionnement/an



##### Autres subventions Fonctionnement/Investissement



#### Commentaires

Concernant la subvention de fonctionnement, les soldes 2020 et 2021 ont été proratisés. Il reste à verser le solde 2022 (0,9M€).

En complément de la subvention de fonctionnement, la structure a perçu 3,7M€ en 2020 notamment 2,6M€ de fonds européens et 0,5M€ pour le projet d'incubation Space Hub. En 2021, elle a perçu 2,6M€ dont 2,1M€ de fonds européens. Les fonds européens 2022(1,7M€ voté) sont en attente de versement.

### Analyse financière

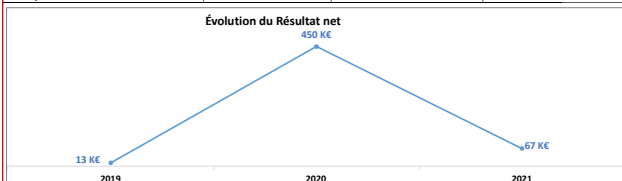
Fin 2021

(Source : Comptes certifiés)

#### Compte de résultat simplifié

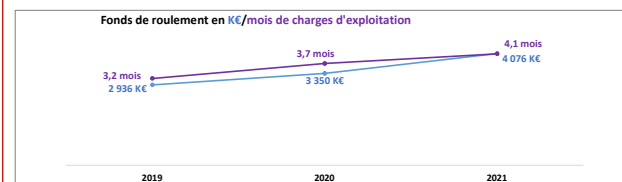
En K €	2019	2020	N-1	2021	N-1
<b>Produits d'exploitation</b>	10 988 K€	10 698 K€	-3%	11 822 K€	+11%
<i>Dont subventions d'exploitation</i>	9 965 K€	9 801 K€	-2%	10 644 K€	+9%
<b>Charges d'exploitation</b>	-11 102 K€	-10 825 K€	-2%	-12 031 K€	+11%
<i>Dont Masse salariale</i>	-5 864 K€	-6 094 K€	+4%	-6 169 K€	+1%
<i>Dont services extérieurs</i>	-2 763 K€	-2 190 K€	-21%	-3 334 K€	+52%
<b>Autres produits &amp; charges</b>	127 K€	577 K€	+353%	276 K€	-52%
<b>Résultat net</b>	13 K€	450 K€	+3388%	67 K€	-85%

Capacité d'autofinancement	2019	2020	N-1	2021	N-1
	315 K€	562 K€	+79%	-102 K€	-13136%

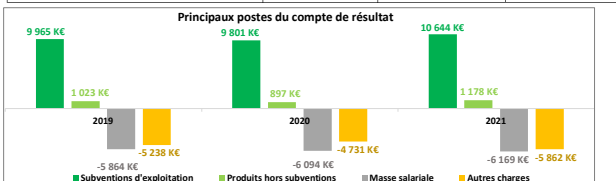


#### Bilan simplifié

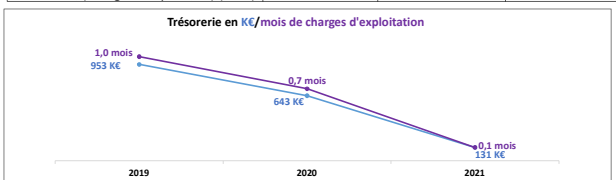
En K€	2019	2020	N-1	2021	N-1
<b>Immobiliations</b>	285 K€	242 K€	-15%	201 K€	-17%
<b>Stocks et en-cours</b>	0 K€	0 K€		0 K€	
<b>Créances</b>	5 192 K€	6 980 K€	+34%	7 515 K€	+8%
<b>Trésorerie</b>	953 K€	643 K€	-33%	131 K€	-80%
<b>Autres Actif</b>	133 K€	198 K€	+49%	154 K€	-22%
<b>Actif</b>	6 563 K€	8 063 K€	+23%	8 001 K€	-1%
<b>Capitaux propres</b>	1 935 K€	2 247 K€	+16%	2 360 K€	+5%
<b>Prov. pour risques et charges</b>	1 285 K€	1 343 K€	+4%	1 446 K€	+8%
<b>Dettes financières</b>	0 K€	1 K€		472 K€	+32348%
<b>Dettes exploitation</b>	2 323 K€	2 271 K€	-2%	2 637 K€	+16%
<b>Autres Passif</b>	1 020 K€	2 200 K€	+116%	1 087 K€	-51%
<b>Passif</b>	6 563 K€	8 063 K€	+23%	8 001 K€	-1%



Ratios et indicateurs	2019	2020	2021
<b>Résultat net rapporté à l'activité</b>			
Résultat net/Prod.d'exploitation	0%	4%	1%
<b>Dépendance subventions</b>			
Sub.d'exploitation/Prod. d'exploitation	91%	92%	90%
Sub fnt Région/Prod.d'exploitation	47%	53%	50%
<b>Poids de la Masse salariale</b>			
Frais de personnel/Prod. d'exploitation	53%	57%	52%
<b>Poids des services extérieurs</b>			
Serv. extérieurs /Prod. d'exploitation	25%	20%	28%



Ratios et indicateurs	2019	2020	2021
<b>Structure financière</b>			
Fonds propres/Bilan	29%	28%	29%
<b>Capacité de désendettement</b>			
Dettes financières/CAF (années)	0 an(s)	0 an(s)	-5 an(s)
<b>Fonds de roulement</b>			
Capitaux permanents-Actif immobilisé	2 936 K€	3 350 K€	4 076 K€
FR/(Charges d'exploit./12) (mois)	3,2 mois	3,7 mois	4,1 mois
<b>Besoin en Fonds de Roulement</b>			
Stocks + Créances - Dettes CT	1 982 K€	2 707 K€	3 945 K€
BFR/ (Produits d'exploit./ 12) (mois)	2,2 mois	3,0 mois	4,0 mois
<b>Trésorerie</b>			
Disponibilités + VMP	953 K€	643 K€	131 K€
Trésorerie/(Charges d'exploit./12) (mois)	1,0 mois	0,7 mois	0,1 mois



#### Commentaires

On observe une hausse de l'activité en 2021 de +11% par rapport à 2020 du fait de la reprise de salons après COVID. La hausse de la masse salariale de +1% en 2021 par rapport à 2020 est due au recrutement temporaire d'un chef de mission. Les décalages de versement d'acomptes de fonds européens entraînent des difficultés de trésorerie.



Identité

Siret 34099869900037  
 Statut juridique Association  
 ETP 18 (Internet)  
 Site(s) Poitiers, Limoges  
 Président(s) Nicolas DEXTREIT  
 Directeur(rice) Thierry SZABO  
 DAF Alice Vanderbroucke

Date de création/fusion Créée le 01/01/1987 et signature d'une convention tripartite Etat-Région-ACNA

Missions Accompagne les acteurs artistiques et culturels dans leur développement.

Relations avec la région

Gouvernance 21,1% d'élus Région  
 4 élus régionaux

Contractualisation CPOM sur 5 ans 2019/2022 + avenant 2023  
 Convention(s) financière(s) 2021 : 735 810€ voté - 2022 : 735 810€ voté

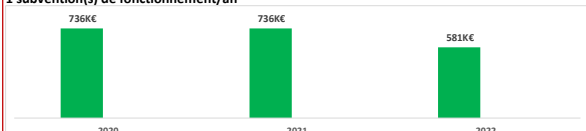
Accompagnement financier de la Région

2022

(Source : Coriols au 28/02/2023)

Montant mandaté en K€

1 subvention(s) de fonctionnement/an



Autres subventions Fonctionnement/Investissement



Commentaires

Les subventions de fonctionnement 2020 et 2021 ont été versées en intégralité. Il reste le solde 2022 à verser pour 154K€.

Analyse financière

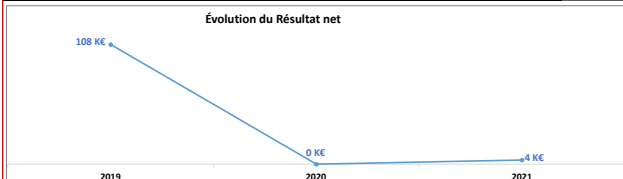
Fin 2021

(Source : Comptes certifiés)

Compte de résultat simplifié

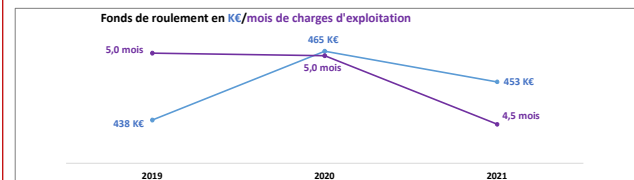
En K €	2019	2020	N-1	2021	N-1
<b>Produits d'exploitation</b>	1 156 K€	1 138 K€	-2%	1 208 K€	+6%
<i>Dont subventions d'exploitation</i>	1 129 K€	1 105 K€	-2%	1 123 K€	+2%
<b>Charges d'exploitation</b>	-1 049 K€	-1 120 K€	+7%	-1 212 K€	+8%
<i>Dont Masse salariale</i>	-736 K€	-816 K€	+11%	-846 K€	+4%
<i>Dont services extérieurs</i>	-257 K€	-227 K€	-12%	-282 K€	+24%
<b>Autres produits &amp; charges</b>	2 K€	-18 K€	-1158%	8 K€	-146%
<b>Résultat net</b>	108 K€	0 K€	-100%	4 K€	+382600%

Capacité d'autofinancement	2019	2020	2021
	107 K€	44 K€	-59%
			-12 K€
			+1862%

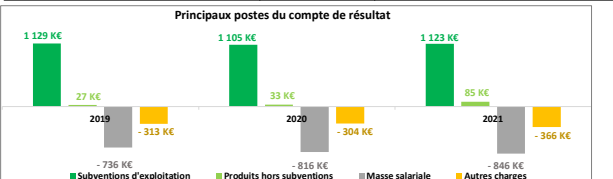


Bilan simplifié

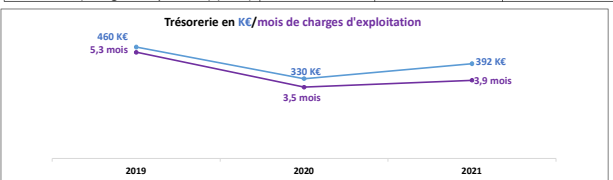
En K€	2019	2020	N-1	2021	N-1
<b>Immobilisations</b>	64 K€	78 K€	+22%	74 K€	-5%
<b>Stocks et en-cours</b>	0 K€	0 K€		0 K€	
<b>Créances</b>	153 K€	306 K€	+100%	198 K€	-35%
<b>Trésorerie</b>	460 K€	330 K€	-28%	392 K€	+19%
<b>Autres Actif</b>	21 K€	16 K€	-24%	20 K€	+25%
<b>Actif</b>	697 K€	729 K€	+5%	684 K€	-6%
<b>Capitaux propres</b>	473 K€	506 K€	+7%	493 K€	-3%
<b>Prov. pour risques et charges</b>	29 K€	37 K€	+30%	34 K€	-9%
<b>Dettes financières</b>	0 K€	0 K€		0 K€	
<b>Dettes exploitation</b>	169 K€	159 K€	-6%	157 K€	-2%
<b>Autres Passif</b>	27 K€	27 K€	+0%	0 K€	-100%
<b>Passif</b>	697 K€	729 K€	+5%	684 K€	-6%



Ratios et indicateurs	2019	2020	2021
<b>Résultat net rapporté à l'activité</b>			
Résultat net/Prod.d'exploitation	9%	0%	0%
<b>Dépendance subventions</b>			
Sub.d'exploitation/Prod. d'exploitation	98%	97%	93%
Sub fnt Région/Prod.d'exploitation	64%	65%	61%
<b>Poids de la Masse salariale</b>			
Frais de personnel/Prod. D'exploitation	64%	72%	70%
<b>Poids des services extérieurs</b>			
Serv. extérieurs /Prod. d'exploitation	22%	20%	23%



Ratios et indicateurs	2019	2020	2021
<b>Structure financière</b>			
Fonds propres/Bilan	68%	69%	72%
<b>Capacité de désendettement</b>			
Dettes financières/CAF (années)	0 an(s)	0 an(s)	0 an(s)
<b>Fonds de roulement</b>			
Capitaux permanents-Actif immobilisé	438 K€	465 K€	453 K€
FR/(Charges d'exploit./12) (mois)	5,0 mois	5,0 mois	4,5 mois
<b>Besoin en Fonds de Roulement</b>			
Stocks + Créances - Dettes CT	-23 K€	135 K€	61 K€
BFR/ (Produits d'exploit./ 12) (mois)	-0,2 mois	1,4 mois	0,6 mois
<b>Trésorerie</b>			
Disponibilités + VMP	460 K€	330 K€	392 K€
Trésorerie/(Charges d'exploit./12) (mois)	5,3 mois	3,5 mois	3,9 mois



Commentaires

On observe une hausse de l'activité de +6% par rapport à 2020 du fait de la reprise post-COVID.  
 La masse salariale augmente de +4% par rapport à 2020 car la structure a embauché un CDI et a dû verser des indemnités de départs.  
 Le niveau de trésorerie à fin 2021 augmente à 4 mois de charges d'exploitation notamment grâce à une diminution des créances.

Identité

Siret 83431565700058  
 Statut juridique Association  
 ETP 50 ? (décompte organigramme site internet)  
 Site(s) Bordeaux (Siège à la MECA), Limoges, Angoulême, Poitiers  
 Président(s) Bruno Boutleux  
 Directeur(rice) Rachel Cordier  
 DAF Helene Dhoosche

Date de création/fusion Créée le 01/12/2017 par la fusion d'ECLA, du CRL Poitou-Charentes et du CRL Limousin

Missions ALCA est l'interlocutrice privilégiée des professionnels du livre et de l'écrit, du cinéma et de l'audiovisuel, elle leur propose des ressources et les accompagne dans leurs projets de développement.

Relations avec la région

Gouvernance 22,5% d'élus Région  
 9 élus régionaux

Contractualisation CPOM sur 5 ans 2019/2022 + avenant 2023  
 Convention(s) financière(s) 2021 : 3 810 950€ voté - 2022 : 3 610 950€ voté

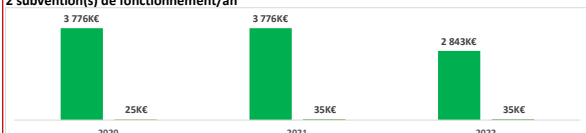
Accompagnement financier de la Région

2022

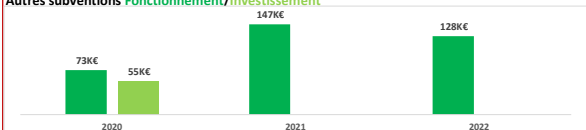
(Source : Coriols au 28/02/2023)

Montant mandaté en K€

2 subvention(s) de fonctionnement/an



Autres subventions Fonctionnement/Investissement



Commentaires

Les subventions de fonctionnement 2020 et 2021 ont été versées intégralement, à l'exception du solde de la subvention 2020 "Nouveau Festival" (25K€ versé) qui a été proratisé. Il reste à verser le solde 2022 de la subvention principale (2 843K€ versé), soit 0,7M€.

En complément des subventions de fonctionnement, la structure a reçu 128K€ en 2020, dont 55K€ d'investissement au titre de l'aménagement des locaux, 41K€ pour les résidences d'artistes et 32K€ pour le programme international.

En 2021, la structure a perçu 147K€ dont 70K€ pour organiser le prix de littérature lycéens, 39K€ pour les dispositifs 2021-2022 d'éducation artistique et culturelle, 38K€ pour le programme international.

Puis en 2022, la Région a versé 128K€ à la structure, notamment 49K€ pour organiser le prix de littérature lycéens, 31K€ pour les résidences d'artistes, 21K€ pour le projet coupe du monde de rugby et 19K€ pour le programme international.

Analyse financière

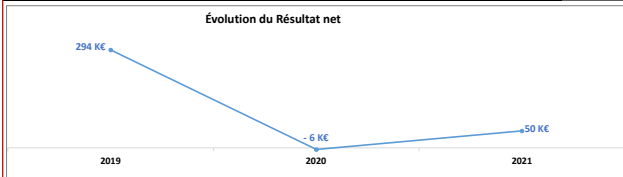
Fin 2021

(Source : Comptes certifiés)

Compte de résultat simplifié

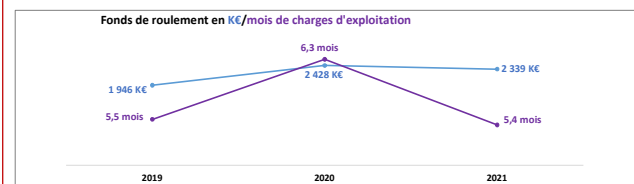
En K €	2019	2020	N-1	2021	N-1
<b>Produits d'exploitation</b>	4 649 K€	4 797 K€	+3%	5 227 K€	+9%
Dont subventions d'exploitation	4 498 K€	4 626 K€	+3%	4 761 K€	+3%
<b>Charges d'exploitation</b>	-4 268 K€	-4 590 K€	+8%	-5 208 K€	+13%
Dont Masse salariale	-2 493 K€	-2 423 K€	-3%	-2 562 K€	+6%
Dont services extérieurs	-1 275 K€	-1 016 K€	-20%	-1 498 K€	+47%
<b>Autres produits &amp; charges</b>	-88 K€	-212 K€	+143%	31 K€	-115%
<b>Résultat net</b>	294 K€	-6 K€	-102%	50 K€	-999%

Capacité d'autofinancement	2019	2020	2021
	477 K€	6 K€	-99%
			173 K€
			-17626%

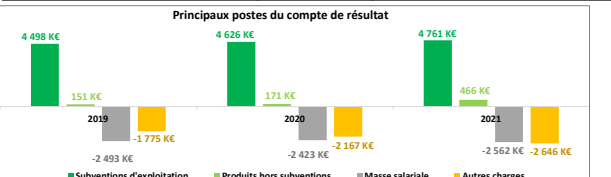


Bilan simplifié

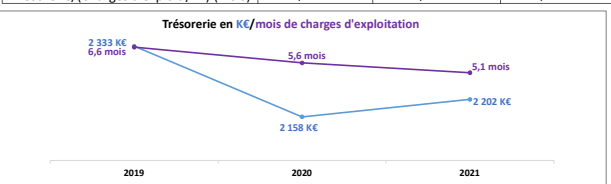
En K €	2019	2020	N-1	2021	N-1
<b>Immobilités</b>	134 K€	254 K€	+90%	297 K€	+17%
Stocks et en-cours	0 K€	0 K€		0 K€	
Créances	560 K€	1 081 K€	+93%	1 036 K€	-4%
Trésorerie	2 333 K€	2 158 K€	-7%	2 202 K€	+2%
Autres Actif	23 K€	31 K€	+36%	34 K€	+11%
<b>Actif</b>	3 049 K€	3 524 K€	+16%	3 569 K€	+1%
Capitaux propres	1 576 K€	2 236 K€	+42%	2 127 K€	-5%
Prov. pour risques et charges	500 K€	445 K€	-11%	509 K€	+14%
Dettes financières	5 K€	1 K€	-75%	0 K€	-100%
Dettes exploitation	688 K€	578 K€	-16%	729 K€	+26%
Autres Passif	281 K€	263 K€	-6%	204 K€	-23%
<b>Passif</b>	3 049 K€	3 524 K€	+16%	3 569 K€	+1%



Ratios et indicateurs	2019	2020	2021
<b>Résultat net rapporté à l'activité</b>			
Résultat net/Prod.d'exploitation	6%	0%	1%
<b>Dépendance subventions</b>			
Sub.d'exploitation/Prod. d'exploitation	97%	96%	91%
Sub fnt Région/Prod.d'exploitation	79%	79%	73%
<b>Poids de la Masse salariale</b>			
Frais de personnel/Prod. d'exploitation	54%	51%	49%
<b>Poids des services extérieurs</b>			
Serv. extérieurs /Prod. d'exploitation	27%	21%	29%



Ratios et indicateurs	2019	2020	2021
<b>Structure financière</b>			
Fonds propres/Bilan	52%	63%	60%
<b>Capacité de désendettement</b>			
Dettes financières/CAF (années)	0 an(s)	0 an(s)	0 an(s)
<b>Fonds de roulement</b>			
Capitaux permanents-Actif immobilisé	1 946 K€	2 428 K€	2 339 K€
FR/(Charges d'exploit./12) (mois)	5,5 mois	6,3 mois	5,4 mois
<b>Besoin en Fonds de Roulement</b>			
Stocks + Créances - Dettes CT	-387 K€	270 K€	138 K€
BFR/ (Produits d'exploit./12) (mois)	-1,0 mois	0,7 mois	0,3 mois
<b>Trésorerie</b>			
Disponibilités + VMP	2 333 K€	2 158 K€	2 202 K€
Trésorerie/(Charges d'exploit./12) (mois)	6,6 mois	5,6 mois	5,1 mois



Commentaires

En 2021, on observe une hausse de l'activité de +9% par rapport à 2020 mais le résultat de 50K€ a fortement diminué en comparaison à 2019, dont le résultat était de 294K€. Le renforcement des capitaux propres entre 2019 et 2020 est dû essentiellement à la hausse des fonds dédiés imputable aux projets reportés suite au COVID. La trésorerie à 5 mois de charges d'exploitation est en baisse sur ces trois dernières années car le niveau des créances a doublé depuis 2020.

Identité

Siret 83287903500018  
 Statut juridique Association (jusqu'à fin juin 2023)  
 ETP 20 (BP 2023)  
 Site(s) Bordeaux, Poitiers  
 Président(s) Alain Dutartre  
 Directeur(rice) Franck TROUSLOT  
 DAF

Date de création/fusion Créée le 01/01/2018 par la fusion de l'Observatoire Régional de l'Environnement de Poitou-Charentes et de l'Agence Régionale de la Biodiversité d'Aquitaine

Missions Elle a pour ambition de permettre à chacun, par le développement et le transfert de l'information, de s'impliquer et d'agir dans la préservation et la reconquête de la biodiversité. Elle donne à tous l'opportunité de s'informer, de participer au débat public sur les thèmes qui entourent la biodiversité. Elle accompagne également les politiques publiques

Relations avec la région

Gouvernance 17,1% d'élus Région  
 7 élus régionaux

Contractualisation CPOM sur 3 ans 2020/2022  
 Convention(s) financière(s) 2021 : 772 002€ voté - 2022 : 849 861€ voté

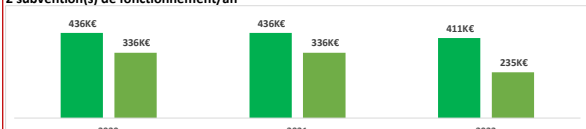
Accompagnement financier de la Région

2022

(Source : Coriols au 28/02/2023)

Montant mandaté en K€

2 subvention(s) de fonctionnement/an



Autres subventions Fonctionnement/Investissement



Commentaires

Les subventions de fonctionnement ont été intégralement versées. Il reste à verser les soldes 2022 (0,1M€ pour les deux).

En complément des subventions de fonctionnement, la Région a versé 221K€ en 2021 dont 154K€ de fonds européens et 67K€ pour le projet d'élaboration de la Stratégie de la Biodiversité Régionale (SRB).

En 2022, la structure a perçu 21K€ concernant le projet d'accompagner en vue d'améliorer la prise en compte de la biodiversité dans les projets d'énergie renouvelable.

Analyse financière

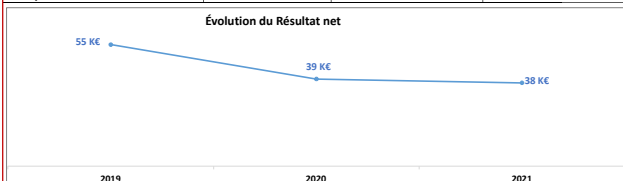
Fin 2021

(Source : Comptes certifiés)

Compte de résultat simplifié

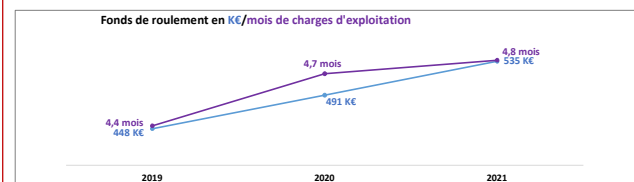
En K €	2019	2020	N-1	2021	N-1
<b>Produits d'exploitation</b>	1 287 K€	1 282 K€	-0%	1 391 K€	+8%
<i>Dont subventions d'exploitation</i>	1 145 K€	1 160 K€	+1%	1 279 K€	+10%
<b>Charges d'exploitation</b>	-1 214 K€	-1 248 K€	+3%	-1 338 K€	+7%
<i>Dont Masse salariale</i>	-929 K€	-1 010 K€	+9%	-1 067 K€	+6%
<i>Dont services extérieurs</i>	-218 K€	-159 K€	-27%	-197 K€	+24%
<b>Autres produits &amp; charges</b>	-18 K€	6 K€	-133%	-15 K€	-350%
<b>Résultat net</b>	55 K€	39 K€	-28%	38 K€	-4%

Capacité d'autofinancement	2019	2020	N-1	2021	N-1
	27 K€	37 K€	+37%	30 K€	+8081%

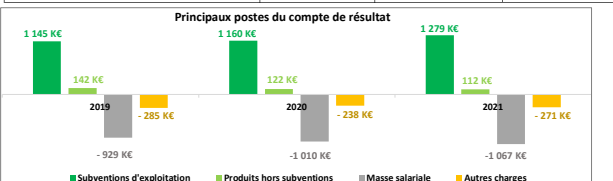


Bilan simplifié

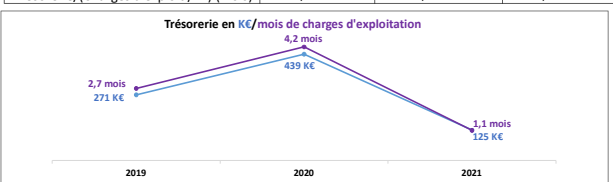
En K€	2019	2020	N-1	2021	N-1
<b>Immobilisations</b>	12 K€	16 K€	+36%	9 K€	-45%
<b>Stocks et en-cours</b>	0 K€	0 K€		0 K€	
<b>Créances</b>	910 K€	614 K€	-33%	1 270 K€	+107%
<b>Trésorerie</b>	271 K€	439 K€	+62%	125 K€	-71%
<b>Autres Actif</b>	23 K€	24 K€	+3%	21 K€	-13%
<b>Actif</b>	1 217 K€	1 093 K€	-10%	1 425 K€	+30%
<b>Capitaux propres</b>	361 K€	401 K€	+11%	438 K€	+9%
<b>Prov. pour risques et charges</b>	98 K€	106 K€	+8%	105 K€	-1%
<b>Dettes financières</b>	0 K€	0 K€		0 K€	
<b>Dettes exploitation</b>	163 K€	210 K€	+29%	148 K€	-29%
<b>Autres Passif</b>	595 K€	376 K€	-37%	733 K€	+95%
<b>Passif</b>	1 217 K€	1 093 K€	-10%	1 425 K€	+30%



Ratios et indicateurs	2019	2020	2021
<b>Résultat net rapporté à l'activité</b>			
Résultat net/Prod.d'exploitation	4%	3%	3%
<b>Dépendance subventions</b>			
Sub.d'exploitation/Prod. d'exploitation	89%	90%	92%
Sub fnt Région/Prod.d'exploitation	60%	60%	56%
<b>Poids de la Masse salariale</b>			
Frais de personnel/Prod. d'exploitation	72%	79%	77%
<b>Poids des services extérieurs</b>			
Serv. extérieurs /Prod. d'exploitation	17%	12%	14%



Ratios et indicateurs	2019	2020	2021
<b>Structure financière</b>			
Fonds propres/Bilan	30%	37%	31%
<b>Capacité de désendettement</b>			
Dettes financières/CAF (années)	0 an(s)	0 an(s)	0 an(s)
<b>Fonds de roulement</b>			
Capitaux permanents-Actif immobilisé	448 K€	491 K€	535 K€
FR/(Charges d'exploit./12) (mois)	4,4 mois	4,7 mois	4,8 mois
<b>Besoin en Fonds de Roulement</b>			
Stocks + Créances - Dettes CT	176 K€	52 K€	410 K€
BFR/ (Produits d'exploit./ 12) (mois)	1,6 mois	0,5 mois	3,5 mois
<b>Trésorerie</b>			
Disponibilités + VMP	271 K€	439 K€	125 K€
Trésorerie/(Charges d'exploit./12) (mois)	2,7 mois	4,2 mois	1,1 mois



Commentaires

On observe une hausse de l'activité +8% à fin 2021.

La masse salariale a augmenté de +6% par rapport à 2020 car la structure a recruté.

La trésorerie a fortement diminué en 2021 par rapport à 2020. Elle est est passée de 4 à 1 mois de charges d'exploitation. Cette baisse est en grande partie due au décalage de versements des acomptes de subventions.

**Identité**

Siret 8395276600014  
 Statut juridique Association  
 ETP 88 (rapport CAC 2021)  
 Site(s) Pessac (siège), Poitiers, Limoges, La Rochelle  
 Président(s) Pierre-Yves Duwoye  
 Directeur(rice) Corinne Lafitte  
 DAF Fany LACOSTE

Date de création/fusion Créée le 24/05/2018 par la fusion Aquitaine CapMétiers, Prisme Limousin et ARFTLV

Missions Fournir des informations aux professionnels et au grand public sur la formation, l'emploi, l'orientation et les métiers, observer et analyser la relation formation-emploi et ses évolutions dans les territoires, outiller et professionnaliser les acteurs de l'orientation, de la formation, de l'insertion et de l'emploi pour répondre aux demandes de leurs publics, développer un appui et une expertise auprès de ses financeurs et de ses partenaires, et faciliter la mise en réseau des acteurs

**Relations avec la région**

Gouvernance 18,4% d'élus Région  
 9 élus régionaux

Contractualisation CPOM sur 3 ans 2020/2022  
 Convention(s) financière(s) 2021 : 5 218 947€ voté - 2022 : 5 168 987€ voté

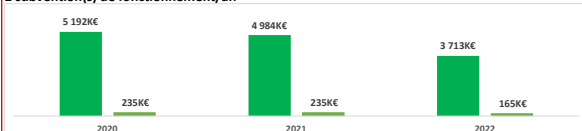
**Accompagnement financier de la Région**

**2022**

(Source : Coriols au 28/02/2023)

**Montant mandaté en K€**

**2 subvention(s) de fonctionnement/an**



**Autres subventions Fonctionnement/Investissement**



**Commentaires**

Les subventions de fonctionnement 2020 et 2021 ont été versées en intégralité. Il reste à verser les soldes 2022 (1,2M€ et 0,1M€).

En complément des subventions de fonctionnement, la structure a perçu 250K€ en 2020 dont 200K€ pour le développement d'un système d'information et 50K€ pour le projet VITIREV. En 2022, la structure a perçu 60K€ pour adapter et améliorer ses systèmes d'information.

**Analyse financière**

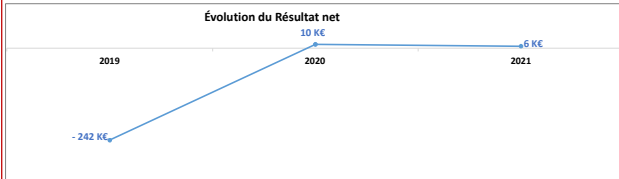
**Fin 2021**

(Source : Comptes certifiés)

**Compte de résultat simplifié**

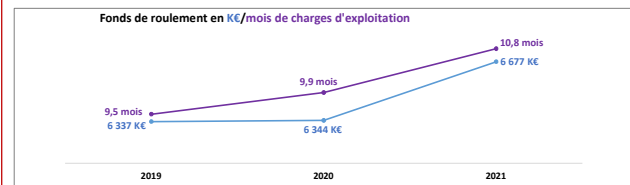
En K €	2019	2020	N-1	2021	N-1
<b>Produits d'exploitation</b>	7 626 K€	7 620 K€	-0%	7 453 K€	-2%
Dont subventions d'exploitation	7 495 K€	7 427 K€	-1%	7 288 K€	-2%
<b>Charges d'exploitation</b>	-8 007 K€	-7 663 K€	-4%	-7 402 K€	-3%
Dont Masse salariale	-4 776 K€	-4 530 K€	-5%	-4 534 K€	+0%
Dont services extérieurs	-2 445 K€	-2 543 K€	+4%	-2 247 K€	-12%
<b>Autres produits &amp; charges</b>	139 K€	53 K€	-62%	-46 K€	-186%
<b>Résultat net</b>	-242 K€	10 K€	-104%	6 K€	-45%

Capacité d'autofinancement	2019	2020	N-1	2021	N-1
	127 K€	173 K€	+36%	398 K€	+109046%

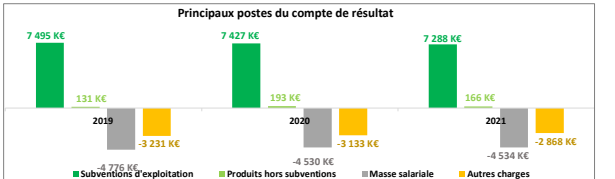


**Bilan simplifié**

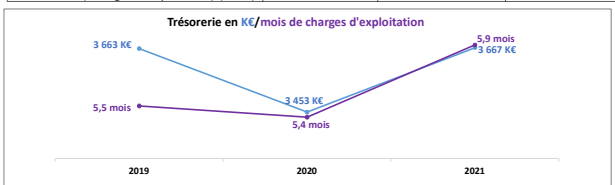
En K €	2019	2020	N-1	2021	N-1
<b>Immobilisations</b>	571 K€	689 K€	+21%	557 K€	-19%
<b>Stocks et en-cours</b>	6 K€	8 K€	+39%	7 K€	-10%
<b>Créances</b>	4 750 K€	4 888 K€	+3%	4 588 K€	-6%
<b>Trésorerie</b>	3 663 K€	3 453 K€	-6%	3 667 K€	+6%
<b>Autres Actif</b>	116 K€	178 K€	+54%	249 K€	+40%
<b>Actif</b>	9 106 K€	9 216 K€	+1%	9 067 K€	-2%
<b>Capitaux propres</b>	6 104 K€	6 198 K€	+2%	6 179 K€	-0%
<b>Prov. pour risques et charges</b>	804 K€	835 K€	+4%	1 055 K€	+26%
<b>Dettes financières</b>	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€
<b>Dettes exploitation</b>	2 195 K€	2 161 K€	-2%	1 507 K€	-30%
<b>Autres Passif</b>	4 K€	22 K€	+509%	327 K€	+1385%
<b>Passif</b>	9 106 K€	9 216 K€	+1%	9 067 K€	-2%



Ratios et indicateurs	2019	2020	2021
<b>Résultat net rapporté à l'activité</b>			
Résultat net/Prod.d'exploitation	-3%	0%	0%
<b>Dépendance subventions</b>			
Sub.d'exploitation/Prod. d'exploitation	98%	97%	98%
Sub fnt Région/Prod.d'exploitation	72%	71%	70%
<b>Poids de la Masse salariale</b>			
Frais de personnel/Prod. d'exploitation	63%	59%	61%
<b>Poids des services extérieurs</b>			
Serv. extérieurs /Prod. d'exploitation	32%	33%	30%



Ratios et indicateurs	2019	2020	2021
<b>Structure financière</b>			
Fonds propres/Bilan	67%	67%	68%
<b>Capacité de désendettement</b>			
Dettes financières/CAF (années)	0 an(s)	0 an(s)	0 an(s)
<b>Fonds de roulement</b>			
Capitaux permanents-Actif immobilisé	6 337 K€	6 344 K€	6 677 K€
FR/(Charges d'exploit./12) (mois)	9,5	9,9	10,8
<b>Besoin en Fonds de Roulement</b>			
Stocks + Créances - Dettes CT	2 673 K€	2 891 K€	3 010 K€
BFR/ (Produits d'exploit./ 12) (mois)	4,2	4,6	4,8
<b>Trésorerie</b>			
Disponibilités + VMP	3 663 K€	3 453 K€	3 667 K€
Trésorerie/(Charges d'exploit./12) (mois)	5,5	5,4	5,9



**Commentaires**

On observe une baisse de l'activité de -2% par rapport à 2019. La fusion des 3 anciennes structures a généré des économies pérennes, par la suppression de doublons ou triplons. L'augmentation du niveau de trésorerie à 6 mois de charges d'exploitation par rapport à 2020 est principalement due à la hausse des provisions (3 dossiers FSE, 1 dossier RH prud'homme, 1 dossier RH de reconnaissance en maladie professionnelle) sur l'année 2021.

Identité

Siret 33809004600040  
 Statut juridique Association  
 ETP 12 (rapport d'activités 2020)  
 Site(s) Saint-Maixant  
 Président(s) Anne-Marie Cocula  
 Directeur(rice) Marie-Sylvie Bitarelle  
 DAF Mélanie SEYRAL

Date de création/fusion Créée en 1986

Missions Le Centre François Mauriac est chargé de la conservation du domaine et des collections, et propose un centre de ressources documentaires, des actions de médiation scolaire et un programme d'activités culturelles. Elle mène aussi des recherches en collaboration avec l'université Bordeaux Montaigne.

Relations avec la région

Gouvernance 10,3% d'élus Région  
 3 élus régionaux

Contractualisation CPOM sur 5 ans 2019/2022 + avenant 2023  
 Convention(s) financière(s) 2021 : 1 071 300€ voté - 2022 : 1 021 300€ voté

Accompagnement financier de la Région

2022

(Source : Coriols au 28/02/2023)

Montant mandaté en K€

1 subvention(s) de fonctionnement/an



Autres subventions Fonctionnement/Investissement



Commentaires

Les subventions de fonctionnement 2020 et 2021 ont été versées dans leur intégralité. Il reste à verser le solde 2022 pour 2M€.

En complément de la subvention de fonctionnement, la Région a versé 15K€ en 2020 pour un numéro spécial consacré à François Mauriac et 20K€ en 2022 pour l'équipement du Chai Blanc.

Analyse financière

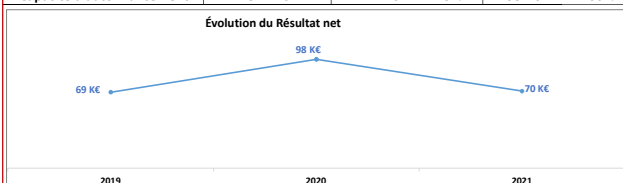
Fin 2021

(Source : Comptes certifiés)

Compte de résultat simplifié

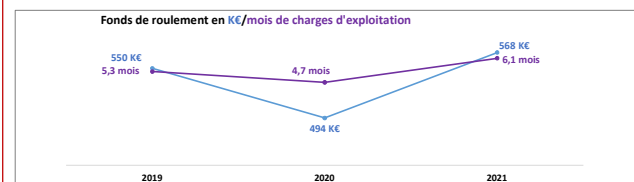
En K€	2019	2020	N-1	2021	N-1
Produits d'exploitation	1 582 K€	1 356 K€	-14%	1 190 K€	-12%
Dont subventions d'exploitation	1 471 K€	1 103 K€	-25%	1 116 K€	+1%
Charges d'exploitation	-1 514 K€	-1 259 K€	-17%	-1 122 K€	-11%
Dont Masse salariale	-689 K€	-587 K€	-15%	-643 K€	+10%
Dont services extérieurs	-469 K€	-541 K€	+15%	-384 K€	-29%
Autres produits & charges	1 K€	1 K€	+47%	1 K€	+28%
Résultat net	69 K€	98 K€	+43%	70 K€	-29%

Capacité d'autofinancement	2019	2020	N-1	2021	N-1
	317 K€	-117 K€	-137%	58 K€	-4304%

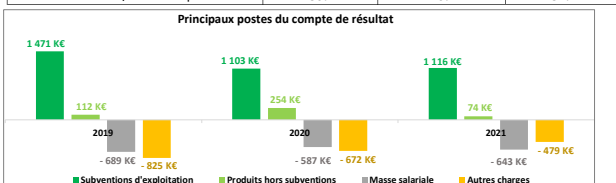


Bilan simplifié

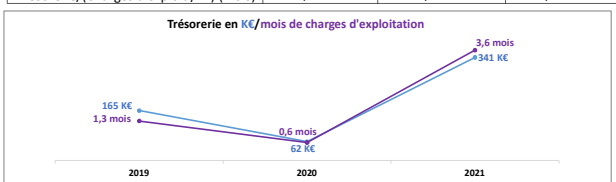
En K€	2019	2020	N-1	2021	N-1
Immobilisations	65 K€	54 K€	-17%	43 K€	-20%
Stocks et en-cours	32 K€	28 K€	-15%	27 K€	-2%
Créances	520 K€	474 K€	-9%	301 K€	-36%
Trésorerie	165 K€	62 K€	-62%	341 K€	+447%
Autres Actif	17 K€	38 K€	+125%	27 K€	-30%
<b>Actif</b>	<b>799 K€</b>	<b>656 K€</b>	<b>-18%</b>	<b>739 K€</b>	<b>+13%</b>
Capitaux propres	605 K€	540 K€	-11%	607 K€	+12%
Prov. pour risques et charges	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€
Dettes financières	9 K€	8 K€	-20%	4 K€	-52%
Dettes exploitation	185 K€	109 K€	-41%	128 K€	+18%
Autres Passif	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€
<b>Passif</b>	<b>799 K€</b>	<b>656 K€</b>	<b>-18%</b>	<b>739 K€</b>	<b>+13%</b>



Ratios et indicateurs	2019	2020	2021
<b>Résultat net rapporté à l'activité</b>			
Résultat net/Prod.d'exploitation	4%	7%	6%
<b>Dépendance subventions</b>			
Sub.d'exploitation/Prod. d'exploitation	93%	81%	94%
Sub fnt Région/Prod.d'exploitation	68%	78%	90%
<b>Poids de la Masse salariale</b>			
Frais de personnel/Prod. d'exploitation	44%	43%	54%
<b>Poids des services extérieurs</b>			
Serv. extérieurs /Prod. d'exploitation	30%	40%	32%



Ratios et indicateurs	2019	2020	2021
<b>Structure financière</b>			
Fonds propres/Bilan	76%	82%	82%
<b>Capacité de désendettement</b>			
Dettes financières/CAF (années)	0 an(s)	0 an(s)	0 an(s)
<b>Fonds de roulement</b>			
Capitaux permanents-Actif immobilisé	550 K€	494 K€	568 K€
FR/(Charges d'exploit./12) (mois)	5,3 mois	4,7 mois	6,1 mois
<b>Besoins en Fonds de Roulement</b>			
Stocks + Créances - Dettes CT	385 K€	431 K€	227 K€
BFR/ (Produits d'exploit./ 12) (mois)	2,9 mois	3,8 mois	2,3 mois
<b>Trésorerie</b>			
Disponibilités + VMP	165 K€	62 K€	341 K€
Trésorerie/(Charges d'exploit./12) (mois)	1,3 mois	0,6 mois	3,6 mois



Commentaires

On observe une baisse d'activité de -12% par rapport à 2020 due à la fermeture du site en raison du COVID et des travaux. Le niveau de trésorerie à 4 mois de charges d'exploitation est en hausse à fin 2021, en raison d'un renforcement des capitaux propres (affectation du résultat 2020 aux réserves) et d'une diminution des créances (subventions d'exploitation en baisse).

**Identité**

Siret 82864784200016  
 Statut juridique Association  
 ETP 50 (à confirmer) 47 (Annexe délib sub 2019)  
 Site(s) Bordeaux, Limoges, Poitiers  
 Président(s) Christelle CHASSAGNE  
 Directeur(rice) Aurélie Loubès  
 DAF Myriam VANDENBOSSCHE

Date de création/fusion Créée le 17/03/2017

Missions Une association au service du développement du tourisme régional notamment dans le domaine des études, de la planification, de la structuration et le développement de l'offre.

**Relations avec la région**

Gouvernance 43,6% d'élus Région  
 24 élus régionaux

Contractualisation Pas de CPOM  
 Convention(s) financière(s) 2021 : 5 762 221€ voté - 2022 : 5 590 000€ voté

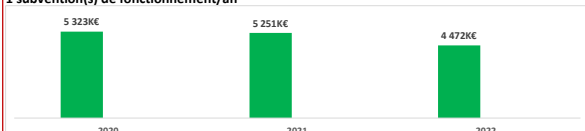
**Accompagnement financier de la Région**

**2022**

(Source : Coriols au 28/02/2023)

Montant mandaté en K€

1 subvention(s) de fonctionnement/an



Autres subventions Fonctionnement/Investissement



**Commentaires**

Pour la subvention de fonctionnement : les soldes 2020 et 2021 ont été proratisés. Il reste à verser le solde 2022 (1,1M€).

En complément de cette subvention, la structure a perçu 47K€ en 2022 pour le projet Terra Aventura.

**Analyse financière**

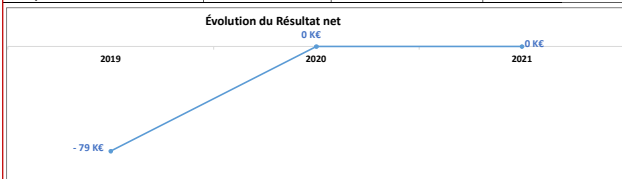
**Fin 2021**

(Source : Comptes certifiés)

Compte de résultat simplifié

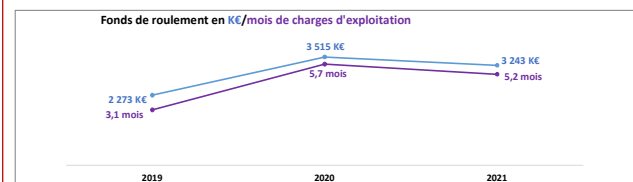
En K €	2019	2020	N-1	2021	N-1
<b>Produits d'exploitation</b>	8 521 K€	7 356 K€	-14%	7 569 K€	+3%
<i>Dont subventions d'exploitation</i>	6 537 K€	5 940 K€	-9%	5 108 K€	-14%
<b>Charges d'exploitation</b>	-8 666 K€	-7 343 K€	-15%	-7 538 K€	+3%
<i>Dont Masse salariale</i>	-3 082 K€	-2 652 K€	-14%	-2 666 K€	+1%
<i>Dont services extérieurs</i>	-5 139 K€	-2 967 K€	-42%	-3 724 K€	+26%
<b>Autres produits &amp; charges</b>	67 K€	-13 K€	-119%	-31 K€	+139%
<b>Résultat net</b>	-79 K€	0 K€	-100%	0 K€	+100%

Capacité d'autofinancement	2019	2020	N-1	2021	N-1
	-125 K€	946 K€	-859%	-155 K€	+1706%

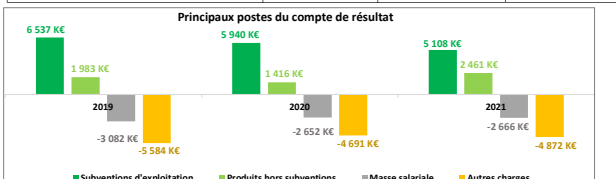


Bilan simplifié

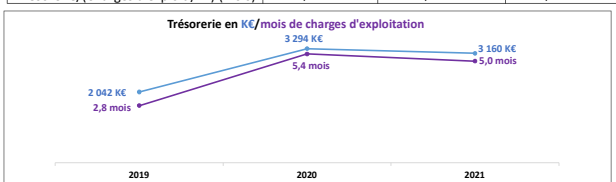
En K€	2019	2020	N-1	2021	N-1
<b>Immobilisations</b>	44 K€	16 K€	-63%	20 K€	+24%
<b>Stocks et en-cours</b>	72 K€	196 K€	+172%	106 K€	-46%
<b>Créances</b>	1 899 K€	1 406 K€	-26%	1 429 K€	+2%
<b>Trésorerie</b>	2 042 K€	3 294 K€	+61%	3 160 K€	-4%
<b>Autres Actif</b>	237 K€	60 K€	-75%	124 K€	+108%
<b>Actif</b>	4 294 K€	4 973 K€	+16%	4 840 K€	-3%
<b>Capitaux propres</b>	1 246 K€	1 713 K€	+37%	1 602 K€	-6%
<b>Prov. pour risques et charges</b>	1 070 K€	1 819 K€	+70%	1 662 K€	-9%
<b>Dettes financières</b>	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€
<b>Dettes exploitation</b>	1 875 K€	1 441 K€	-23%	1 556 K€	+8%
<b>Autres Passif</b>	103 K€	0 K€	-100%	20 K€	20 K€
<b>Passif</b>	4 294 K€	4 973 K€	+16%	4 840 K€	-3%



Ratios et indicateurs	2019	2020	2021
<b>Résultat net rapporté à l'activité</b>			
Résultat net/Prod.d'exploitation	-1%	0%	0%
<b>Dépendance subventions</b>			
Sub.d'exploitation/Prod. d'exploitation	77%	81%	67%
Sub fnt Région/Prod.d'exploitation	71%	72%	76%
<b>Poids de la Masse salariale</b>			
Frais de personnel/Prod. D'exploitation	36%	36%	35%
<b>Poids des services extérieurs</b>			
Serv. extérieurs /Prod. d'exploitation	60%	40%	49%



Ratios et indicateurs	2019	2020	2021
<b>Structure financière</b>			
Fonds propres/Bilan	29%	34%	33%
<b>Capacité de désendettement</b>			
Dettes financières/CAF (années)	0 an(s)	0 an(s)	0 an(s)
<b>Fonds de roulement</b>			
Capitaux permanents-Actif immobilisé	2 273 K€	3 515 K€	3 243 K€
FR/(Charges d'exploit./12) (mois)	3,1 mois	5,7 mois	5,2 mois
<b>Besoin en Fonds de Roulement</b>			
Stocks + Créances - Dettes CT	230 K€	221 K€	83 K€
BFR/ (Produits d'exploit./ 12) (mois)	0,3 mois	0,4 mois	0,1 mois
<b>Trésorerie</b>			
Disponibilités + VMP	2 042 K€	3 294 K€	3 160 K€
Trésorerie/(Charges d'exploit./12) (mois)	2,8 mois	5,4 mois	5,0 mois



**Commentaires**

On observe une hausse de l'activité en 2021 de +3% par rapport à 2020 du fait de la reprise post-COVID. Malgré la baisse des subventions d'exploitation de -14%, le résultat reste à l'équilibre à fin 2021 (produits hors subventions +74% vs 2020). La masse salariale progresse de +1% par rapport à 2020, sous l'effet du départ de l'ancien directeur général, de l'augmentation du point d'indice en 2021 et de la reprise des formations en interne. La trésorerie est confortable à 5 mois de charges d'exploitation.

**Identité**

Siret 42129652600021  
 Statut juridique Association  
 ETP 10 (décompte organigramme site internet)  
 Site(s) Limoges  
 Président(s) Frédéric Bernardaud  
 Directeur(rice) Catherine Texier  
 DAF Jean Poussin

Date de création/fusion Créée en 1982

Missions Soutenir la création contemporaine par la constitution d'une collection d'œuvres d'art pour la porter à la connaissance du plus grand nombre.

**Relations avec la région**

Gouvernance 25,0% d'élus Région  
 4 élus régionaux

Contractualisation CPOM sur 5 ans 2019/2022 + avenant 2023  
 Convention(s) financière(s) 2021 : 582 220€ voté - 2022 : 627 200€ voté

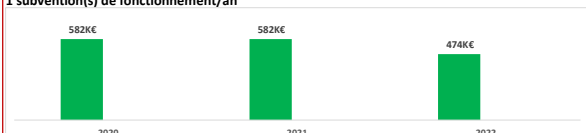
**Accompagnement financier de la Région**

**2022**

(Source : Coriols au 28/02/2023)

**Montant mandaté en K€**

**1 subvention(s) de fonctionnement/an**



**Autres subventions Fonctionnement/Investissement**



**Commentaires**

Les subventions de fonctionnement 2020 et 2021 ont été intégralement versées. Il reste à verser le solde 2022 pour 0,2M€.

En complément des subventions de fonctionnement, la Région a versé 231K€ en 2020 notamment 214K€ pour la collection d'art contemporain. En 2021, la structure a perçu 142K€ pour la collection d'art contemporain et 14K€ pour le projet "Vis-à-vis... L'ubiquité de l'œuvre".

**Analyse financière**

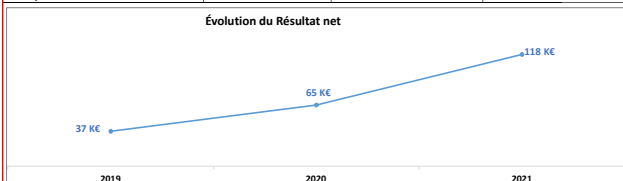
**Fin 2021**

(Source : Comptes certifiés)

**Compte de résultat simplifié**

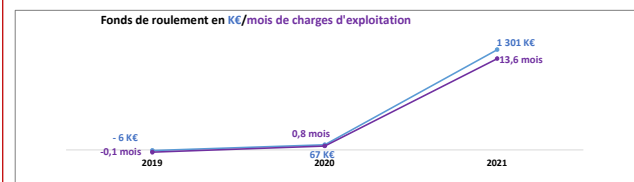
En K €	2019	2020	N-1	2021	N-1
<b>Produits d'exploitation</b>	865 K€	1 016 K€	+17%	1 259 K€	+24%
<i>Dont subventions d'exploitation</i>	803 K€	978 K€	+22%	1 210 K€	+24%
<b>Charges d'exploitation</b>	-843 K€	-965 K€	+15%	-1 150 K€	+19%
<i>Dont Masse salariale</i>	-612 K€	-521 K€	-15%	-707 K€	+36%
<i>Dont services extérieurs</i>	-147 K€	-257 K€	+75%	-225 K€	-13%
<b>Autres produits &amp; charges</b>	14 K€	13 K€	-9%	9 K€	-33%
<b>Résultat net</b>	37 K€	65 K€	+75%	118 K€	+82%

Capacité d'autofinancement	77 K€	89 K€	+15%	141 K€	+96412%
----------------------------	-------	-------	------	--------	---------

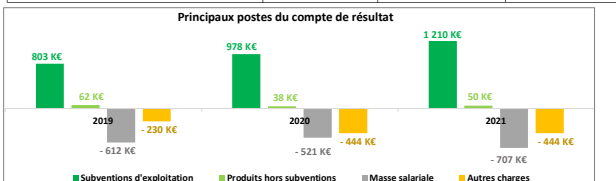


**Bilan simplifié**

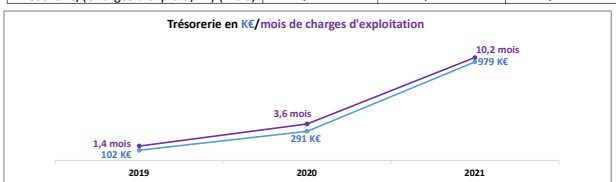
En K €	2019	2020	N-1	2021	N-1
<b>Immobilisations</b>	174 K€	177 K€	+2%	209 K€	+18%
<b>Stocks et en-cours</b>	32 K€	32 K€	-0%	31 K€	-0%
<b>Créances</b>	127 K€	178 K€	+40%	799 K€	+350%
<b>Trésorerie</b>	102 K€	291 K€	+186%	979 K€	+236%
<b>Autres Actif</b>	80 K€	0 K€	-100%	0 K€	+133%
<b>Actif</b>	514 K€	678 K€	+32%	2 019 K€	+198%
<b>Capitaux propres</b>	168 K€	244 K€	+45%	1 509 K€	+519%
<b>Prov. pour risques et charges</b>	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€
<b>Dettes financières</b>	0 K€	0 K€	-34%	0 K€	+34%
<b>Dettes exploitation</b>	344 K€	433 K€	+26%	508 K€	+17%
<b>Autres Passif</b>	2 K€	0 K€	-100%	2 K€	2 K€
<b>Passif</b>	514 K€	678 K€	+32%	2 019 K€	+198%



Ratios et indicateurs	2019	2020	2021
<b>Résultat net rapporté à l'activité</b>			
Résultat net/Prod.d'exploitation	4%	6%	9%
<b>Dépendance subventions</b>			
Sub.d'exploitation/Prod. d'exploitation	93%	96%	96%
Sub fnt Région/Prod.d'exploitation	8%	57%	46%
<b>Poids de la Masse salariale</b>			
Frais de personnel/Prod. d'exploitation	71%	51%	56%
<b>Poids des services extérieurs</b>			
Serv. extérieurs /Prod. d'exploitation	17%	25%	18%



Ratios et indicateurs	2019	2020	2021
<b>Structure financière</b>			
Fonds propres/Bilan	33%	36%	75%
<b>Capacité de désendettement</b>			
Dettes financières/CAF (années)	0 an(s)	0 an(s)	0 an(s)
<b>Fonds de roulement</b>			
Capitaux permanents-Actif immobilisé	-6 K€	67 K€	1 301 K€
FR/(Charges d'exploit./12) (mois)	-0,1 mois	0,8 mois	13,6 mois
<b>Besoin en Fonds de Roulement</b>			
Stocks + Créances - Dettes CT	-107 K€	-224 K€	322 K€
BFR/ (Produits d'exploit./ 12) (mois)	-1,5 mois	-2,6 mois	3,1 mois
<b>Trésorerie</b>			
Disponibilités + VMP	102 K€	291 K€	979 K€
Trésorerie/(Charges d'exploit./12) (mois)	1,4 mois	3,6 mois	10,2 mois



**Commentaires**

On observe une hausse d'activité à +24% et un résultat net qui progresse de +82% par rapport à 2020. Le niveau de trésorerie est à 10 mois de charges d'exploitation en 2021. Il augmente fortement par rapport aux années précédentes notamment par le renforcement des capitaux propres (subventions d'investissement).

Identité

Siret 32794647100031  
 Statut juridique Association  
 ETP 19 (rapport CAC 2021)  
 Site(s) Bordeaux (Siège à la MECA)  
 Président(s) Bernard de Montferrand  
 Directeur(rice) Claire Jacquet  
 DAF Maud Meunier

Date de création/fusion Créée en 1982

Missions Soutenir la création contemporaine par la constitution d'une collection d'œuvres d'art pour la porter à la connaissance du plus grand nombre.

Relations avec la région

Gouvernance 22,7% d'élus Région  
 5 élus régionaux

Contractualisation CPOM sur 5 ans 2019/2022 + avenant 2023  
 Convention(s) financière(s) 2021 : 1 341 000€ voté - 2022 : 1 361 000€ voté

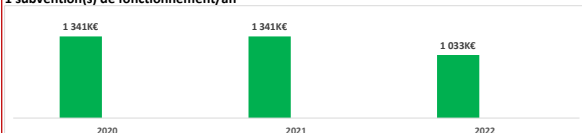
Accompagnement financier de la Région

2022

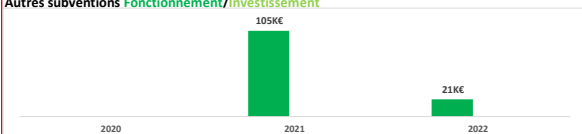
(Source : Coriols au 28/02/2023)

Montant mandaté en K€

1 subvention(s) de fonctionnement/an



Autres subventions Fonctionnement/Investissement



Commentaires

Les subventions de fonctionnement 2020 et 2021 ont été intégralement versées. Il reste à verser le solde 2022 pour 0,3M€.

En complément des subventions de fonctionnement, la Région a versé pour le projet de commande photographique 105K€ en 2021 et 21K€ en 2022.

Analyse financière

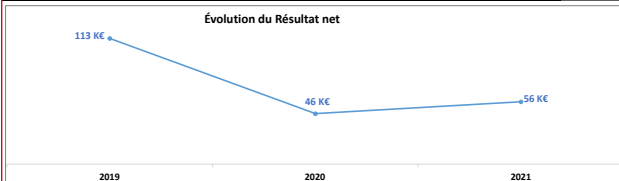
Fin 2021

(Source : Comptes certifiés)

Compte de résultat simplifié

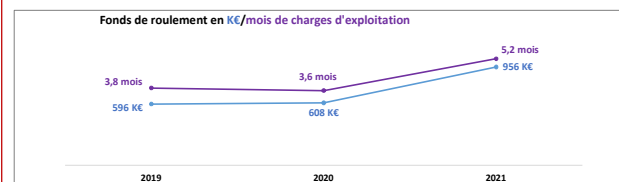
En K€	2019	2020	N-1	2021	N-1
<b>Produits d'exploitation</b>	1 962 K€	2 005 K€	+2%	2 221 K€	+11%
<i>Dont subventions d'exploitation</i>	1 813 K€	1 907 K€	+5%	2 099 K€	+10%
<b>Charges d'exploitation</b>	-1 901 K€	-2 004 K€	+5%	-2 212 K€	+10%
<i>Dont Masse salariale</i>	-866 K€	-933 K€	+8%	-930 K€	-0%
<i>Dont services extérieurs</i>	-827 K€	-758 K€	-8%	-706 K€	-7%
<b>Autres produits &amp; charges</b>	53 K€	45 K€	-16%	47 K€	+6%
<b>Résultat net</b>	113 K€	46 K€	-60%	56 K€	+23%

Capacité d'autofinancement	2019	2020	N-1	2021	N-1
	113 K€	104 K€	-8%	125 K€	-153223%

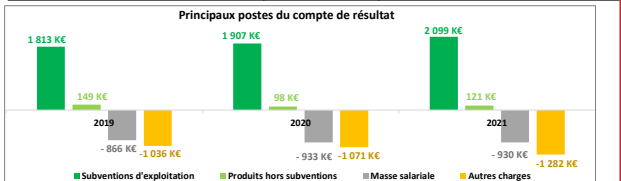


Bilan simplifié

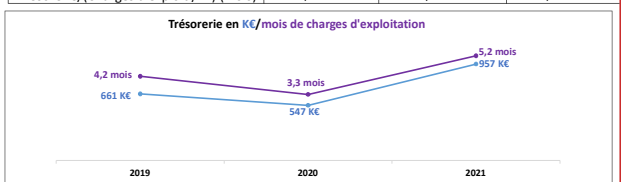
En K€	2019	2020	N-1	2021	N-1
<b>Immobilités</b>	4 885 K€	5 257 K€	+8%	5 551 K€	+6%
<b>Stocks et en-cours</b>	0 K€	0 K€		0 K€	
<b>Créances</b>	322 K€	387 K€	+20%	487 K€	+26%
<b>Trésorerie</b>	661 K€	547 K€	-17%	957 K€	+75%
<b>Autres Actif</b>	12 K€	22 K€	+74%	18 K€	-18%
<b>Actif</b>	5 880 K€	6 213 K€	+6%	7 012 K€	+13%
<b>Capitaux propres</b>	5 461 K€	5 777 K€	+6%	6 408 K€	+11%
<b>Prov. pour risques et charges</b>	20 K€	88 K€	+338%	98 K€	+12%
<b>Dettes financières</b>	0 K€	0 K€		0 K€	
<b>Dettes exploitation</b>	245 K€	256 K€	+4%	461 K€	+80%
<b>Autres Passif</b>	154 K€	92 K€	-40%	45 K€	-52%
<b>Passif</b>	5 880 K€	6 213 K€	+6%	7 012 K€	+13%



Ratios et indicateurs	2019	2020	2021
<b>Résultat net rapporté à l'activité</b>			
Résultat net/Prod.d'exploitation	6%	2%	3%
<b>Dépendance subventions</b>			
Sub.d'exploitation/Prod. d'exploitation	92%	95%	95%
Sub fnt Région/Prod.d'exploitation	53%		
<b>Poids de la Masse salariale</b>			
Frais de personnel/Prod. d'exploitation	44%	47%	42%
<b>Poids des services extérieurs</b>			
Serv. extérieurs /Prod. d'exploitation	42%	38%	32%



Ratios et indicateurs	2019	2020	2021
<b>Structure financière</b>			
Fonds propres/Bilan	93%	93%	91%
<b>Capacité de désendettement</b>			
Dettes financières/CAF (années)	0 an(s)	0 an(s)	0 an(s)
<b>Fonds de roulement</b>			
Capitaux permanents-Actif immobilisé	596 K€	608 K€	956 K€
FR/(Charges d'exploit./12) (mois)	3,8	3,6	5,2
<b>Besoin en Fonds de Roulement</b>			
Stocks + Créances - Dettes CT	-65 K€	60 K€	-1 K€
BFR/ (Produits d'exploit./ 12) (mois)	-0,4	0,4	0,0
<b>Trésorerie</b>			
Disponibilités + VMP	661 K€	547 K€	957 K€
Trésorerie/(Charges d'exploit./12) (mois)	4,2	3,3	5,2



Commentaires

On observe une hausse de l'activité de +11% par rapport à 2020 et le résultat reste à peu près stable. Le niveau de trésorerie est à 5 mois de charges d'exploitation en 2021. Il a augmenté par rapport à 2020, notamment en raison du renforcement des capitaux propres (fonds dédiés) dû aux décalages de certains projets en raison du COVID et aux versements de nouvelles subventions d'investissement.



## Identité

Siret 33129227600044  
 Statut juridique Association  
 ETP 9 (décompte organigramme site internet)  
 Site(s) Angoulême  
 Président(s) Charline Claveau  
 Directeur(rice) Alexandre Bohn  
 DAF Béatrice Pailler

Date de création/fusion Créée en 1983

Missions Soutenir la création contemporaine par la constitution d'une collection d'œuvres d'art pour la porter à la connaissance du plus grand nombre.

## Relations avec la région

Gouvernance 21,1% d'élus Région  
 4 élus régionaux

Contractualisation CPOM sur 5 ans 2019/2022 + avenant 2023  
 Convention(s) financière(s) 2021 : 327 000€ voté - 2022 : 327 000€ voté

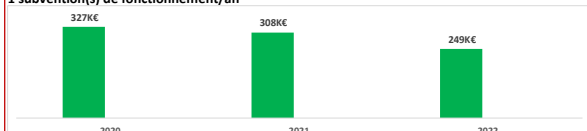
## Accompagnement financier de la Région

2022

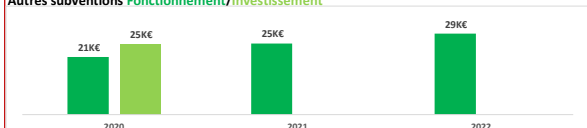
(Source : Coriols au 28/02/2023)

## Montant mandaté en K€

## 1 subvention(s) de fonctionnement/an



## Autres subventions Fonctionnement/Investissement



## Commentaires

Le solde de la subvention de fonctionnement 2021 a été proratisé.  
 Il reste à verser le solde 2022 pour 78K€.

En complément de la subvention de fonctionnement, la Région a versé 46K€ en 2020 dont 25K€ pour l'aide à l'équipement d'un véhicule de transport et 21K€ pour le projet "Nouveau Festival".  
 La structure a reçu également pour le projet "Nouveau Festival" 25K€ en 2021 et 29K€ en 2022.

## Analyse financière

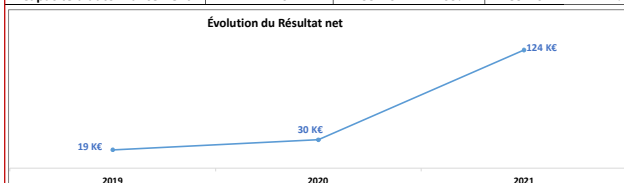
Fin 2021

(Source : Comptes certifiés)

## Compte de résultat simplifié

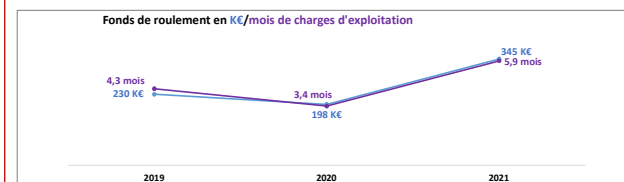
En K €	2019	2020	N-1	2021	N-1
<b>Produits d'exploitation</b>	655 K€	736 K€	+12%	806 K€	+10%
<i>Dont subventions d'exploitation</i>	626 K€	671 K€	+7%	734 K€	+9%
<b>Charges d'exploitation</b>	-636 K€	-707 K€	+11%	-697 K€	-1%
<i>Dont Masse salariale</i>	-354 K€	-405 K€	+14%	-349 K€	-14%
<i>Dont services extérieurs</i>	-247 K€	-248 K€	+0%	-280 K€	+13%
<b>Autres produits &amp; charges</b>	1 K€	1 K€	+52%	16 K€	+980%
<b>Résultat net</b>	19 K€	30 K€	+54%	124 K€	+314%

Capacité d'autofinancement	2019	2020	N-1	2021	N-1
	22 K€	35 K€	+59%	85 K€	+14272%

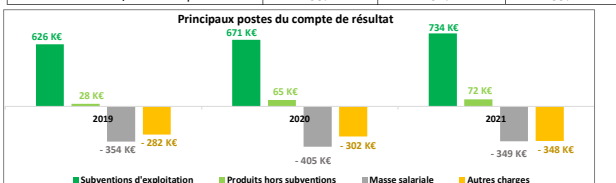


## Bilan simplifié

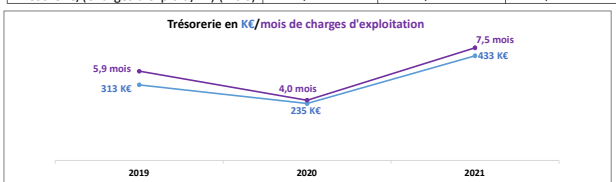
En K€	2019	2020	N-1	2021	N-1
<b>Immobilités</b>	3 769 K€	3 963 K€	+5%	4 123 K€	+4%
<b>Stocks et en-cours</b>	2 K€	2 K€	-2%	2 K€	+2%
<b>Créances</b>	62 K€	128 K€	+106%	162 K€	+27%
<b>Trésorerie</b>	313 K€	235 K€	-25%	433 K€	+84%
<b>Autres Actif</b>	21 K€	22 K€	+3%	5 K€	-77%
<b>Actif</b>	4 167 K€	4 350 K€	+4%	4 725 K€	+9%
<b>Capitaux propres</b>	3 926 K€	4 079 K€	+4%	4 377 K€	+7%
<b>Prov. pour risques et charges</b>	73 K€	82 K€	+12%	91 K€	+11%
<b>Dettes financières</b>	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€
<b>Dettes exploitation</b>	164 K€	189 K€	+15%	246 K€	+31%
<b>Autres Passif</b>	3 K€	0 K€	-100%	11 K€	
<b>Passif</b>	4 167 K€	4 350 K€	+4%	4 725 K€	+9%



Ratios et indicateurs	2019	2020	2021
<b>Résultat net rapporté à l'activité</b>			
Résultat net/Prod.d'exploitation	3%	4%	15%
<b>Dépendance subventions</b>			
Sub.d'exploitation/Prod. d'exploitation	96%	91%	91%
Sub fnt Région/Prod.d'exploitation	47%	44%	41%
<b>Poids de la Masse salariale</b>			
Frais de personnel/Prod. d'exploitation	54%	55%	43%
<b>Poids des services extérieurs</b>			
Serv. extérieurs /Prod. d'exploitation	38%	34%	35%



Ratios et indicateurs	2019	2020	2021
<b>Structure financière</b>			
Fonds propres/Bilan	94%	94%	93%
<b>Capacité de désendettement</b>			
Dettes financières/CAF (années)	0 an(s)	0 an(s)	0 an(s)
<b>Fonds de roulement</b>			
Capitaux permanents-Actif immobilisé	230 K€	198 K€	345 K€
FR/(Charges d'exploit./12) (mois)	4,3	3,4	5,9
<b>Besoins en Fonds de Roulement</b>			
Stocks + Créances - Dettes CT	-82 K€	-37 K€	-88 K€
BFR/ (Produits d'exploit./12) (mois)	-1,5	-0,6	-1,3
<b>Trésorerie</b>			
Disponibilités + VMP	313 K€	235 K€	433 K€
Trésorerie/(Charges d'exploit./12) (mois)	5,9	4,0	7,5



## Commentaires

On observe une nette augmentation du résultat net (+314% vs 2020) due à une hausse des produits d'exploitation de +10%, alors que les charges d'exploitation restent stables par rapport à 2020. En effet, cette hausse de produits est due à une aide exceptionnelle COVID et aux aides au paiement des cotisations de l'Urssaf.  
 L'augmentation du résultat net, en plus de nouvelles subventions d'investissement à fin 2021, renforce le niveau de trésorerie qui passe à 7 mois de charges d'exploitation.

Identité

Siret 83263513000020  
 Statut juridique Association  
 ETP 7 (décompte organigramme site internet)  
 Site(s) Paris  
 Président(s) Philippe NAUCHE  
 Directeur(rice) Sébastien AUFORT  
 DAF Ludmila VOLYNKINA

Date de création/fusion Créée en 2003

Missions Ambassade de la région à Paris, c'est un lieu remarquable pour la promotion économique, touristique et culturelle du territoire :  
 - un centre d'affaires : location de salles de 2 à 50 personnes à tarifs préférentiels  
 - une boutique éphémère : savoir-faire et produits à prix direct  
 - des événements et des rencontres professionnelles  
 - un show-room pour les entreprises et acteurs du territoire

Relations avec la région

Gouvernance 19,4% d'élus Région  
 6 élus régionaux

Contractualisation Pas de CPOM  
 Convention(s) financière(s) 2021 : 584 500€ voté - 2022 : 584 500€ voté

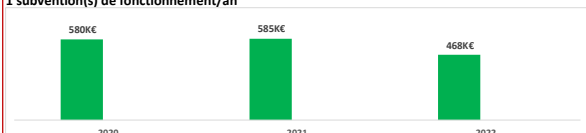
Accompagnement financier de la Région

2022

(Source : Coriols au 28/02/2023)

Montant mandaté en K€

1 subvention(s) de fonctionnement/an



Autres subventions Fonctionnement/Investissement



Commentaires

Les subventions 2020 et 2021 ont été intégralement versées. Il reste à verser le solde 2022 pour 1,2M€.

En complément des subventions de fonctionnement, la Région a versé 63K€ en 2020 et également 74K€ en 2021 pour la rénovation et l'aménagement des locaux de la structure.

En 2022, la structure a reçu 62K€ pour le projet transformation numérique.

Analyse financière

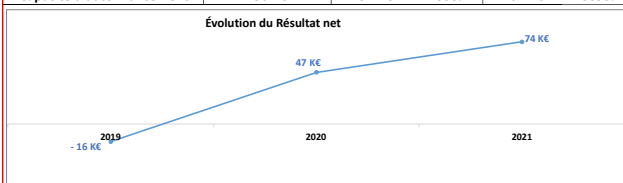
Fin 2021

(Source : Comptes certifiés)

Compte de résultat simplifié

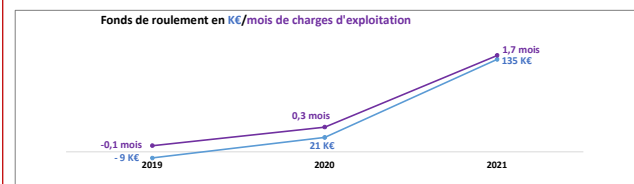
En K €	2019	2020	N-1	2021	N-1
<b>Produits d'exploitation</b>	1 065 K€	932 K€	-12%	1 004 K€	+8%
<i>Dont subventions d'exploitation</i>	851 K€	867 K€	+2%	580 K€	-33%
<b>Charges d'exploitation</b>	-1 118 K€	-911 K€	-19%	-934 K€	+3%
<i>Dont Masse salariale</i>	-616 K€	-537 K€	-13%	-552 K€	+3%
<i>Dont services extérieurs</i>	-408 K€	-283 K€	-31%	-302 K€	+7%
<b>Autres produits &amp; charges</b>	37 K€	25 K€	-33%	4 K€	-85%
<b>Résultat net</b>	-16 K€	47 K€	-392%	74 K€	+59%

Capacité d'autofinancement	2019	2020	N-1	2021	N-1
	-36 K€	94 K€	-358%	107 K€	-3095%

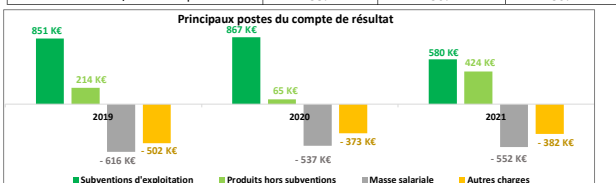


Bilan simplifié

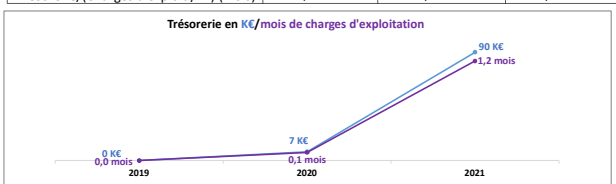
En K €	2019	2020	N-1	2021	N-1
<b>Immobilisations</b>	203 K€	186 K€	-9%	216 K€	+16%
<b>Stocks et en-cours</b>	0 K€	0 K€		0 K€	
<b>Créances</b>	238 K€	153 K€	-36%	234 K€	+53%
<b>Trésorerie</b>	0 K€	7 K€		90 K€	+1145%
<b>Autres Actif</b>	13 K€	13 K€	+0%	15 K€	+11%
<b>Actif</b>	454 K€	359 K€	-21%	553 K€	+54%
<b>Capitaux propres</b>	155 K€	202 K€	+30%	346 K€	+71%
<b>Prov. pour risques et charges</b>	0 K€	0 K€		0 K€	
<b>Dettes financières</b>	39 K€	5 K€	-88%	5 K€	+0%
<b>Dettes exploitation</b>	255 K€	151 K€	-41%	203 K€	+34%
<b>Autres Passif</b>	5 K€	1 K€	-85%	0 K€	-100%
<b>Passif</b>	454 K€	359 K€	-21%	553 K€	+54%



Ratios et indicateurs	2019	2020	2021
<b>Résultat net rapporté à l'activité</b>			
Résultat net/Prod.d'exploitation	-1%	5%	7%
<b>Dépendance subventions</b>			
Sub.d'exploitation/Prod. d'exploitation	80%	93%	58%
Sub fnt Région/Prod.d'exploitation	60%	63%	58%
<b>Poids de la Masse salariale</b>			
Frais de personnel/Prod. d'exploitation	58%	58%	55%
<b>Poids des services extérieurs</b>			
Serv. extérieurs /Prod. d'exploitation	38%	30%	30%



Ratios et indicateurs	2019	2020	2021
<b>Structure financière</b>			
Fonds propres/Bilan	34%	56%	62%
<b>Capacité de désendettement</b>			
Dettes financières/CAF (années)	-1 an(s)	0 an(s)	0 an(s)
<b>Fonds de roulement</b>			
Capitaux permanents-Actif immobilisé	-9 K€	21 K€	135 K€
FR/(Charges d'exploit./12) (mois)	-0,1 mois	0,3 mois	1,7 mois
<b>Besoins en Fonds de Roulement</b>			
Stocks + Créances - Dettes CT	-9 K€	14 K€	45 K€
BFR/ (Produits d'exploit./ 12) (mois)	-0,1 mois	0,2 mois	0,5 mois
<b>Trésorerie</b>			
Disponibilités + VMP	0 K€	7 K€	90 K€
Trésorerie/(Charges d'exploit./12) (mois)	0,0 mois	0,1 mois	1,2 mois



Commentaires

On observe que l'activité revient à son niveau avant COVID et le résultat net est en progression depuis trois ans.  
 Le niveau de trésorerie à 1 mois de charges d'exploitation est en constante augmentation depuis 2019, grâce au renforcement des capitaux propres (nouvelle subvention d'investissement).

Identité

Siret 49379523100023  
 Statut juridique Association  
 ETP 12 (CR conf. de gestion 0722)  
 Site(s) Bordeaux, Limoges  
 Président(s) Nicolas Martin  
 Directeur(rice) Jean-Baptiste Soubaigné  
 DAF Valérie Noujarède

Date de création/fusion Créée le 03/01/2017, par le regroupement de la MOPA, de la FROTSI Poitou-Charentes et de la FROTSI Limousin.

Missions La MONA est à la fois un organisme partenaire du Conseil Régional et la tête de réseau des Offices de tourisme de la région Nouvelle-Aquitaine. La MONA met en œuvre, en cohérence avec les grandes orientations stratégiques de la politique régionale en matière de développement touristique durable contenues dans le SRDTLNA.

Relations avec la région

Gouvernance 0,0% d'élus Région  
 6 élus régionaux

Contractualisation CPOM sur 3 ans 2020/2022  
 Convention(s) financière(s) 2021 : 555 150€ voté - 2022 : 554 500€ voté

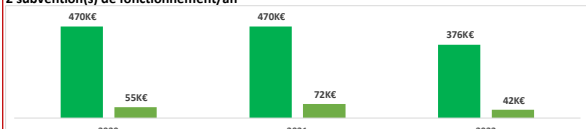
Accompagnement financier de la Région

2022

(Source : Coriols au 28/02/2023)

Montant mandaté en K€

2 subvention(s) de fonctionnement/an



Autres subventions Fonctionnement/Investissement



Commentaires

Les subventions 2020, 2021 ont été intégralement versées.  
 Il reste à verser les soldes 2022 pour 94K€ et 42K€.

Analyse financière

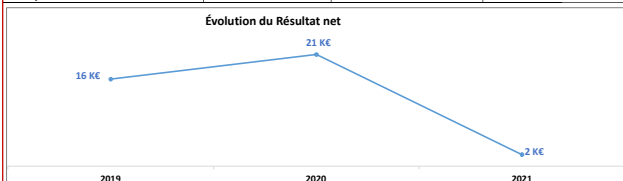
Fin 2021

(Source : Comptes certifiés)

Compte de résultat simplifié

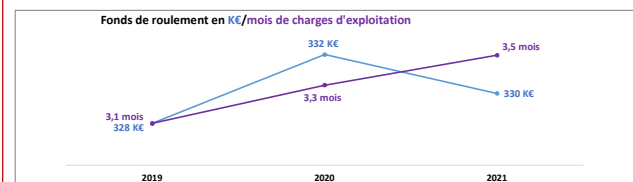
En K €	2019	2020	N-1	2021	N-1
<b>Produits d'exploitation</b>	1 298 K€	1 194 K€	-8%	1 129 K€	-5%
Dont subventions d'exploitation	634 K€	563 K€	-11%	565 K€	+0%
<b>Charges d'exploitation</b>	-1 280 K€	-1 201 K€	-6%	-1 126 K€	-6%
Dont Masse salariale	-666 K€	-700 K€	+5%	-675 K€	-4%
Dont services extérieurs	-568 K€	-338 K€	-40%	-384 K€	+14%
<b>Autres produits &amp; charges</b>	-2 K€	28 K€	-1730%	-1 K€	-104%
<b>Résultat net</b>	16 K€	21 K€	+28%	2 K€	-90%

Capacité d'autofinancement	2019	2020	N-1	2021	N-1
	-7 K€	27 K€	-475%	14 K€	-404%

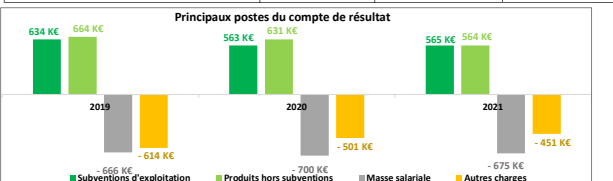


Bilan simplifié

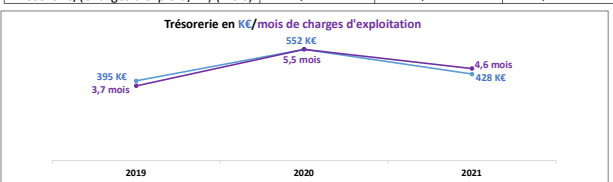
En K€	2019	2020	N-1	2021	N-1
<b>Immobilisations</b>	19 K€	13 K€	-31%	26 K€	+94%
<b>Stocks et en-cours</b>	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€	0 K€
<b>Créances</b>	297 K€	198 K€	-33%	116 K€	-41%
<b>Trésorerie</b>	395 K€	552 K€	+40%	428 K€	-22%
<b>Autres Actif</b>	12 K€	9 K€	-24%	10 K€	+15%
<b>Actif</b>	723 K€	771 K€	+7%	580 K€	-25%
<b>Capitaux propres</b>	304 K€	325 K€	+7%	327 K€	+1%
<b>Prov. pour risques et charges</b>	41 K€	21 K€	-49%	28 K€	+33%
<b>Dettes financières</b>	2 K€	0 K€	-100%	1 K€	0 K€
<b>Dettes exploitation</b>	341 K€	353 K€	+4%	225 K€	-36%
<b>Autres Passif</b>	35 K€	73 K€	+108%	0 K€	-100%
<b>Passif</b>	723 K€	771 K€	+7%	580 K€	-25%



Ratios et indicateurs	2019	2020	2021
<b>Résultat net rapporté à l'activité</b>			
Résultat net/Prod.d'exploitation	1%	2%	0%
<b>Dépendance subventions</b>			
Sub.d'exploitation/Prod. d'exploitation	49%	47%	50%
Sub fnt Région/Prod.d'exploitation	43%	44%	49%
<b>Poids de la Masse salariale</b>			
Frais de personnel/Prod. D'exploitation	51%	59%	60%
<b>Poids des services extérieurs</b>			
Serv. extérieurs /Prod. d'exploitation	44%	28%	34%



Ratios et indicateurs	2019	2020	2021
<b>Structure financière</b>			
Fonds propres/Bilan	42%	42%	56%
<b>Capacité de désendettement</b>			
Dettes financières/CAF (années)	0 an(s)	0 an(s)	0 an(s)
<b>Fonds de roulement</b>			
Capitaux permanents-Actif immobilisé	328 K€	332 K€	330 K€
FR/(Charges d'exploit./12) (mois)	3,1 mois	3,3 mois	3,5 mois
<b>Besoins en Fonds de Roulement</b>			
Stocks + Créances - Dettes CT	-67 K€	-219 K€	-98 K€
BFR/ (Produits d'exploit./ 12) (mois)	-0,6 mois	-2,2 mois	-1,0 mois
<b>Trésorerie</b>			
Disponibilités + VMP	395 K€	552 K€	428 K€
Trésorerie/(Charges d'exploit./12) (mois)	3,7 mois	5,5 mois	4,6 mois



Commentaires

On observe une baisse d'activité à -5% en 2021.  
 La masse salariale a diminué de -4% par rapport à 2020 car l'ancien directeur est parti en 2020. Le niveau de trésorerie à 5 mois de charges d'exploitation à fin 2021 diminue par rapport à 2020 notamment car les dettes ont plus diminué que les créances.

**Identité**

Siret 20008173500025  
 Statut juridique Syndicat mixte  
 ETP 8 (organigramme 05/22)  
 Site(s) Bordeaux  
 Président(s) Renaud LAGRAVE  
 Directeur(rice) Jérôme KRAVETZ  
 DAF Laurent MIRAILLES

Date de création/fusion Créée en 2018

Missions Proposer et encourager des solutions de mobilités durables pour tous et alternatifs au déplacement en voiture seul

**Relations avec la région**

Gouvernance 12,0% d'élus Région  
 6 élus régionaux

Contractualisation Pas de CPOM  
 Convention(s) financière(s) 2021 : 850 000€ voté - 2022 : 1 150 000€ voté

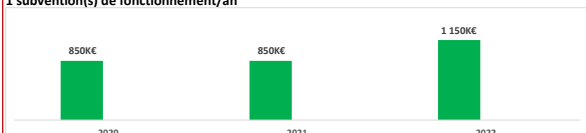
**Accompagnement financier de la Région**

**2022**

(Source : Coriols au 28/02/2023)

**Montant mandaté en K€**

1 subvention(s) de fonctionnement/an



Autres subventions Fonctionnement/Investissement



**Commentaires**

La contribution de la Région au fonctionnement est inscrite dans les statuts, elle est donc forfaitaire. Une modification des statuts a permis une hausse de la contribution statutaire de la Région en 2022 (1 150K€) et une nouvelle hausse sera à prévoir l'année suivante (1 350K€).

En complément, la Région a versé 60K€ en 2020 au titre d'une convention locative et 77K€ en 2021 pour l'étude corridors cars express.

La structure a perçu 1 104K€ en 2022 pour le projet Modalis.

**Analyse financière**

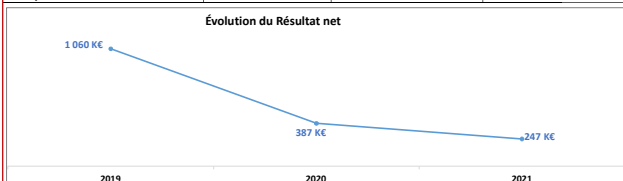
**Fin 2021**

(Source : Comptes certifiés)

**Compte de résultat simplifié**

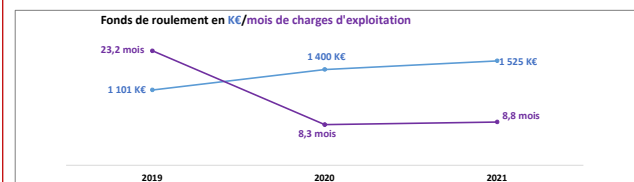
En K €	2019	2020	N-1	2021	N-1
<b>Produits d'exploitation</b>	1 954 K€	2 420 K€	+24%	2 327 K€	-4%
<i>Dont subventions d'exploitation</i>	1 954 K€	2 357 K€	+21%	2 267 K€	-4%
<b>Charges d'exploitation</b>	-569 K€	-2 033 K€	+257%	-2 080 K€	+2%
<i>Dont Masse salariale</i>	-113 K€	-292 K€	+159%	-460 K€	+58%
<i>Dont services extérieurs</i>	-439 K€	-974 K€	+122%	-930 K€	-4%
<b>Autres produits &amp; charges</b>	-324 K€	0 K€	-100%	0 K€	-100%
<b>Résultat net</b>	1 060 K€	387 K€	-63%	247 K€	-36%

Capacité d'autofinancement	2019	2020	2021
	1 076 K€	440 K€	-59%
			315 K€
			-53403%

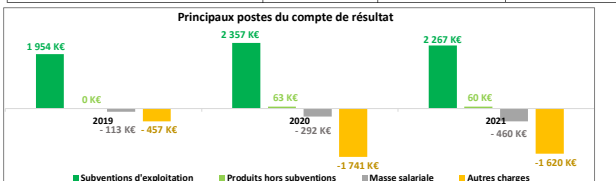


**Bilan simplifié**

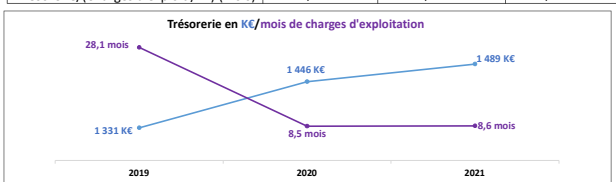
En K €	2019	2020	N-1	2021	N-1
<b>Immobilisations</b>	485 K€	572 K€	+18%	694 K€	+21%
<b>Stocks et en-cours</b>	0 K€	0 K€		0 K€	
<b>Créances</b>	370 K€	710 K€	+92%	92 K€	-87%
<b>Trésorerie</b>	1 331 K€	1 446 K€	+9%	1 489 K€	+3%
<b>Autres Actif</b>	0 K€	0 K€		0 K€	
<b>Actif</b>	2 187 K€	2 727 K€	+25%	2 275 K€	-17%
<b>Capitaux propres</b>	1 587 K€	1 972 K€	+24%	2 219 K€	+13%
<b>Prov. pour risques et charges</b>	0 K€	0 K€		0 K€	
<b>Dettes financières</b>	0 K€	0 K€		0 K€	
<b>Dettes exploitation</b>	600 K€	735 K€	+23%	56 K€	-92%
<b>Autres Passif</b>	0 K€	20 K€		0 K€	-100%
<b>Passif</b>	2 187 K€	2 727 K€	+25%	2 275 K€	-17%



Ratios et indicateurs	2019	2020	2021
<b>Résultat net rapporté à l'activité</b>			
Résultat net/Prod.d'exploitation	54%	16%	11%
<b>Dépendance subventions</b>			
Sub.d'exploitation/Prod. d'exploitation	100%	97%	97%
Sub fnt Région/Prod.d'exploitation	44%	35%	37%
<b>Poids de la Masse salariale</b>			
Frais de personnel/Prod. D'exploitation	6%	12%	20%
<b>Poids des services extérieurs</b>			
Serv. extérieurs /Prod. d'exploitation	22%	40%	40%



Ratios et indicateurs	2019	2020	2021
<b>Structure financière</b>			
Fonds propres/Bilan	73%	72%	98%
<b>Capacité de désendettement</b>			
Dettes financières/CAF (années)	0 an(s)	0 an(s)	0 an(s)
<b>Fonds de roulement</b>			
Capitaux permanents-Actif immobilisé	1 101 K€	1 400 K€	1 525 K€
FR/(Charges d'exploit./12) (mois)	23,2 mois	8,3 mois	8,8 mois
<b>Besoins en Fonds de Roulement</b>			
Stocks + Créances - Dettes CT	-230 K€	-46 K€	36 K€
BFR/ (Produits d'exploit./12) (mois)	-1,4 mois	-0,2 mois	0,2 mois
<b>Trésorerie</b>			
Disponibilités + VMP	1 331 K€	1 446 K€	1 489 K€
Trésorerie/(Charges d'exploit./12) (mois)	28,1 mois	8,5 mois	8,6 mois



**Commentaires**

Le résultat excédentaire de 2019 n'est pas à prendre en compte car l'activité n'avait pas encore démarré. En 2020, les charges d'exploitation augmentent, notamment la masse salariale (constitution d'une équipe) qui continue de progresser de +58% en 2021 pour renforcer l'équipe déjà en place. L'excédent de résultat net constaté en 2019 sera utilisé pour les avances et les dotations aux amortissements. Le niveau de trésorerie à 8 mois de charges d'exploitation à fin 2021 est stable depuis 2020.

Identité

Siret 33885159500052  
 Statut juridique Association  
 ETP 11 (rapport CAC 2021)  
 Site(s) Bordeaux (Siège à la MECA)  
 Président(s) Fabien JANNELLE  
 Directeur(rice) Joël Brouch  
 DAF Evelynne Gen

Date de création/fusion Créée le 01/05/1986

Missions Agence culturelle du Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine agissant dans le champ du spectacle vivant : structurer cette filière (1), favoriser la production et diffusion de spectacles des artistes néo-aquitains (2), promouvoir une offre culturelle et artistique équilibrée (3). (cf site internet)

Relations avec la région

Gouvernance 28,6% d'élus Région  
 6 élus régionaux

Contractualisation CPOM sur 5 ans 2019/2022 + avenant 2023  
 Convention(s) financière(s) 2021 : 4 031 777€ voté - 2022 : 3 907 087€ voté

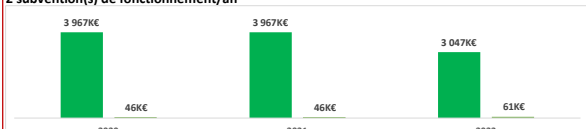
Accompagnement financier de la Région

2022

(Source : Coriols au 28/02/2023)

Montant mandaté en K€

2 subvention(s) de fonctionnement/an



Autres subventions Fonctionnement/Investissement



Commentaires

Les subventions principales ont été versées intégralement à hauteur de 3 967K€. Les soldes 2020 et 2021 de la subvention "Nouveau Festival" (46K€ versés) ont été proratisés. Il reste à verser le solde 2022 de la subvention principale (0,8M€).

Analyse financière

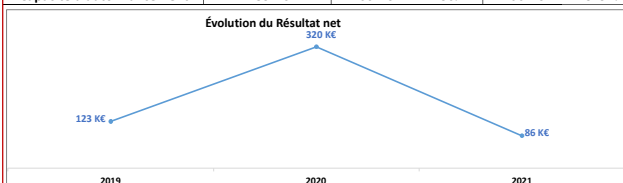
Fin 2021

(Source : Comptes certifiés)

Compte de résultat simplifié

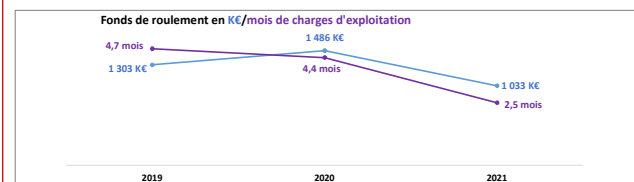
En K €	2019	2020	N-1	2021	N-1
<b>Produits d'exploitation</b>	3 438 K€	4 369 K€	+27%	4 722 K€	+8%
<i>Dont subventions d'exploitation</i>	3 377 K€	4 049 K€	+20%	4 228 K€	+4%
<b>Charges d'exploitation</b>	-3 313 K€	-4 084 K€	+23%	-4 886 K€	+20%
<i>Dont Masse salariale</i>	-652 K€	-731 K€	+12%	-762 K€	+4%
<i>Dont services extérieurs</i>	-534 K€	-521 K€	-2%	-819 K€	+57%
<b>Autres produits &amp; charges</b>	-1 K€	35 K€	-2833%	250 K€	+613%
<b>Résultat net</b>	123 K€	320 K€	+159%	86 K€	-73%

Capacité d'autofinancement	2019	2020	2021
	485 K€	66 K€	-86%
		200 K€	-23294%

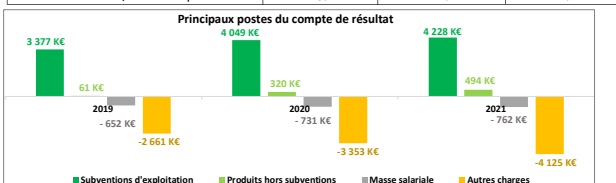


Bilan simplifié

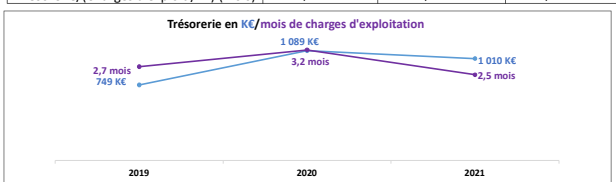
En K €	2019	2020	N-1	2021	N-1
<b>Immobilisations</b>	159 K€	629 K€	+296%	718 K€	+14%
<b>Stocks et en-cours</b>	0 K€	0 K€		0 K€	
<b>Créances</b>	829 K€	991 K€	+19%	883 K€	-11%
<b>Trésorerie</b>	749 K€	1 089 K€	+45%	1 010 K€	-7%
<b>Autres Actif</b>	10 K€	14 K€	+37%	15 K€	+12%
<b>Actif</b>	1 747 K€	2 722 K€	+56%	2 626 K€	-4%
<b>Capitaux propres</b>	1 089 K€	2 017 K€	+85%	1 621 K€	-20%
<b>Prov. pour risques et charges</b>	373 K€	84 K€	-77%	130 K€	+54%
<b>Dettes financières</b>	0 K€	14 K€		0 K€	-100%
<b>Dettes exploitation</b>	285 K€	606 K€	+113%	876 K€	+44%
<b>Autres Passif</b>	0 K€	0 K€		0 K€	
<b>Passif</b>	1 747 K€	2 722 K€	+56%	2 626 K€	-4%



Ratios et indicateurs	2019	2020	2021
<b>Résultat net rapporté à l'activité</b>			
Résultat net/Prod.d'exploitation	4%	7%	2%
<b>Dépendance subventions</b>			
Sub.d'exploitation/Prod. d'exploitation	98%	93%	90%
Sub fnt Région/Prod.d'exploitation	14%	92%	85%
<b>Poids de la Masse salariale</b>			
Frais de personnel/Prod. D'exploitation	19%	17%	16%
<b>Poids des services extérieurs</b>			
Serv. extérieurs /Prod. d'exploitation	16%	12%	17%



Ratios et indicateurs	2019	2020	2021
<b>Structure financière</b>			
Fonds propres/Bilan	62%	74%	62%
<b>Capacité de désendettement</b>			
Dettes financières/CAF (années)	0 an(s)	0 an(s)	0 an(s)
<b>Fonds de roulement</b>			
Capitaux permanents-Actif immobilisé	1 303 K€	1 486 K€	1 033 K€
FR/(Charges d'exploit./12) (mois)	4,7 mois	4,4 mois	2,5 mois
<b>Besoin en Fonds de Roulement</b>			
Stocks + Créances - Dettes CT	554 K€	398 K€	23 K€
BFR/ (Produits d'exploit./12) (mois)	1,9 mois	1,1 mois	0,1 mois
<b>Trésorerie</b>			
Disponibilités + VMP	749 K€	1 089 K€	1 010 K€
Trésorerie/(Charges d'exploit./12) (mois)	2,7 mois	3,2 mois	2,5 mois



Commentaires

Le résultat net diminue significativement de -73% par rapport à 2020, les charges (+20% vs 2020) progressant plus vite que les produits (+8% vs 2020). La trésorerie à fin 2021 diminue à 2 mois de charges d'exploitation notamment par la baisse du niveau des fonds propres (-20% vs 2020).

**Autorisation de programme** - constitue la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour l'exécution des investissements.

**Autorisation d'engagement** - constitue la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour l'exécution des dépenses de fonctionnement.

**Encours de dette ou capital restant dû** - La somme globale des crédits en cours, mesurée à un instant précis. Cette somme correspond donc au montant total des emprunts restant à rembourser.

**Épargne brute** - différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement. Cet excédent, appelé aussi autofinancement brut, finance la section d'investissement et doit couvrir a minima le remboursement du capital de la dette.

**Épargne nette** - mesure l'épargne disponible pour financer les dépenses d'investissement. Ce ratio s'obtient en déduisant les remboursements de la dette de l'épargne brute.

**Fonds de roulement** - le fonds de roulement de clôture correspond au cumul des excédents ou des déficits antérieurs, corrigés du résultat de l'exercice. Il permet de vérifier l'équilibre de la structure financière en couvrant le décalage entre encaissement de recettes et paiement de dépenses.

**Section de fonctionnement** - retrace toutes les opérations de dépenses et de recettes inhérentes aux interventions et au fonctionnement de la Région (gestion courante et régulière).

**Section d'investissement** - retrace les opérations modifiant de façon durable la valeur du patrimoine, soit de la Région, soit de tiers. Ces opérations concernent notamment les biens mobiliers, immobiliers, détenus par la Région (travaux dans les lycées...), ses créances et ses dettes (remboursement en capital de la dette, souscription d'emprunts...) ou des recettes destinées au financement des dépenses d'investissement (les subventions d'équipement).

## SIGLES ET ACRONYMES

**AE** : Autorisation d'engagement

**AP** : Autorisation de programme

**CVAE** : Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises

**DCRTP** : Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle

**DGD** : Dotation Générale de Décentralisation

**DGF** : Dotation Globale de Fonctionnement

**DRES** : Dotation Régionale d'Équipement Scolaire

**FCTVA** : Fonds de Compensation pour la TVA

**FEDER** : Fonds européen de développement régional

**FNGIR** : Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources

**FSE** : Fonds Social Européen

**FPSPP** : Fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels

**IFER** : Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseau

**IRA** : indemnités de remboursements anticipés

**TICPE** : Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques



14 rue François-de-Sourdis  
CS 81383  
33077 Bordeaux Cedex  
T. 05 57 57 80 00 - F. 05 56 51 86 95